

La Radiodiffusion et les Droits individuels

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 30 Mai 1938, à 14 heures

PAR

Jacqueline BOINET

JURY { *Président* : M. ROUAST
Suffragants { MM. CASSIN }
MAZEAUD } *professeurs*

IMPRIMERIE ARTISTIQUE MODERNE

A. LAPIED

24, RUE MONSIEUR LE PRINCE, 24

PARIS VI

1938

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

La Radiodiffusion et les Droits individuels

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 30 Mai 1938, à 14 heures

PAR

Jacqueline BOINET

JURY { *Président* : M. ROUAST
 { *Suffragants* { MM. CASSIN }
 MAZEAUD } *professeurs*

IMPRIMERIE ARTISTIQUE MODERNE

A. LAPIED

24, RUE MONSIEUR LE PRINCE, 24

PARIS VI

1938



INTRODUCTION

Le 4^e Congrès Juridique International de la T. S. F., réuni à Liège en 1930, a donné de la Radiodiffusion la définition suivante : « La Radiodiffusion est la transmission à l'usage du public, par la voie radioélectrique, des sons ou des images. »

Cette courte définition nous indique bien que la Radiodiffusion est basée sur le principe de la Radioélectricité, dont elle est une des plus récentes applications. Branly et Marconi se sont servis de certains phénomènes électriques pour transmettre à distance des messages, sans l'intermédiaire des fils conducteurs, comme dans la télégraphie ou la téléphonie. Ainsi, deux stations éloignées, sans aucune liaison matérielle, peuvent communiquer.

La Radiodiffusion utilise d'autres phénomènes.

Les ondes hertziennes se propagent dans une zone très étendue, dans l'intérieur de laquelle elles peuvent être captées par des postes récepteurs. Chaque poste, en les captant, n'en diminue pas leur intensité et les laisse inchangées. La Radiodiffusion utilise les mêmes installations et les mêmes procédés techniques que la Télégraphie et la Téléphonie sans fil, mais elle en diffère par son but et sa fonction. Un seul poste émetteur envoie des communications captées par un nombre incalculable de postes récepteurs.

Ces émissions ne sont donc pas destinées à un poste déterminé, mais s'adressent à un public. D'autre part, la Radiodiffusion transmet des images, par un autre procédé, encore peu développé, appelé Télévision.

Qu'il nous soit permis de jeter un rapide coup d'œil sur les procédés techniques qu'emploie la Radiodiffusion. L'antenne du poste émetteur lance dans l'espace des ondes hertziennes qui se propagent à la vitesse de la lumière appelées ondes porteuses. Elles ne peuvent être captées que lorsqu'elles sont modulées.

Imaginons que dans le studio de la station émettrice, un orateur fasse une conférence. La plaque sensible d'un microphone est heurtée par les ondes sonores produites par sa voix et celles-ci lui communiquent leurs mouvements. Les vibrations du microphone produisent dans le courant électrique des installations émettrices des oscillations d'une amplitude correspondante à celle des ondes acoustiques qui animent l'atmosphère du studio. Le courant électrique influencé par ces ondes sonores ne s'élance pas vers l'oreille de l'auditeur directement, mais après d'autres transformations est conduit dans l'antenne du poste récepteur. Ce courant électrique provoque dans les ondes hertziennes uniformes de l'onde porteuse des variations correspondantes aux oscillations produites dans les appareils par les ondes acoustiques. Les ondes hertziennes sont modulées et s'élancent ainsi dans l'atmosphère.

L'émission est accomplie quand les productions exécutées dans le studio sont mises sous la forme d'ondes radioélectriques.

Nous allons maintenant voir quel est le rôle du poste récepteur. Les ondes diffusées par la station émettrice passent à proximité des antennes des appareils récep-

teurs et influencent le courant électrique qui les traverse. Le phénomène inverse de celui de l'émission se constate : les ondes viennent produire dans les écouteurs ou le haut-parleur des vibrations semblables à celles qui agitent la plaque du microphone du poste émetteur. Enfin, la plaque du haut-parleur répétera les ondes sonores du poste émetteur. Il ne faut pas oublier qu'étant donné que les ondes hertziennes se propagent à la vitesse de la lumière, les phénomènes que nous venons de voir se produisent en même temps.

Ainsi, la Radiodiffusion est un moyen de transmission excessivement rapide ; l'auditeur qui entend une émission a l'impression d'assister réellement à la représentation et dès que le poste émetteur a cessé de diffuser les ondes hertziennes modulées le silence se fait au poste récepteur.

L'émission peut revêtir diverses modalités.

Il y a émission simple quand les exploitations des postes d'émission réunissent par exemple un orchestre dans leur studio en vue de confectionner une audition. Quand ils s'entendent avec un entrepreneur de spectacles, il y a retransmission de la représentation théâtrale. Très souvent des stations peu importantes retransmettent les émissions d'un autre poste, on dit alors qu'elles effectuent une émission-relais. Un procédé, appelé Télédiffusion, a été employé dans certains pays ; il consiste en accords entre une administration des Téléphones et ses abonnés, afin que, par l'adjonction d'écouteurs à leurs appareils téléphoniques, ils puissent profiter des émissions radiodiffusées.

Les applications de la T. S. F. sont de plus en plus nombreuses et présentent un grand intérêt. C'est le seul moyen de communiquer avec les avions, les navires et

les ballons. En cas de détresse ils lancent un appel qui a permis le sauvetage de milliers de vies humaines.

La police nationale se sert avec fruit de communications radiotélégraphiques pour rechercher les criminels ou communiquer tout autre renseignement à ses services extérieurs ou à l'étranger. L'armée utilise la T.S.F. comme moyen de transmission.

De nombreux postes publics ou privés transmettent à des auditeurs en nombre toujours plus élevé et les dernières nouvelles et des émissions instructives ou distrayantes. En France, en particulier, une organisation rationnelle des Loisirs doit être en relation étroite avec la Radiodiffusion. En février 1938, plus de 4.100.000 postes récepteurs étaient déclarés ; ceux-ci sont en augmentation très importante depuis deux ans.

On voit immédiatement, d'après ces applications, que l'Etat doit intervenir auprès des stations émettrices et contrôler ainsi les émissions.

En France, l'Etat a même été plus loin en administrant lui-même certains postes émetteurs, ce qui fait que nous avons des stations d'Etat et des stations privées.

Mais la Radiodiffusion, pour avoir une utilisation cohérente, doit être réglementée par des Conférences Internationales. La première eut lieu à Berlin en 1906, où l'on admit le principe de l'intercommunication. En 1912, à Londres, on s'occupa de la Radiotélégraphie en particulier après le naufrage du *Titanic*. La même année, une Conférence Internationale de l'Heure régla à Paris la mesure du temps par la T. S. F.

Une Union Internationale de Radiodiffusion fut fondée en 1925. Elle permet de donner à chaque poste émetteur une longueur d'onde convenable. Tels furent

le but des plans de Genève (1926), Bruxelles et Prague (1929) et Lucerne (1933). Pour vérifier leur bonne application, un « Centre de contrôle » a été créé à Bruxelles en 1927.

Ainsi la T. S. F. a radicalement transformé la vie sociale à l'époque moderne. De nombreux perfectionnements sont encore étudiés à l'heure actuelle. Le plus intéressant semble être l'utilisation de la télévision basée sur la cellule photo-électrique, mise au point par deux ingénieurs français. MM. Barthélemy et Belin.

PREMIERE PARTIE

DROITS ET OBLIGATIONS DES AUDITEURS

CHAPITRE PREMIER

LE DROIT A L'ECOUTE

L'auditeur a-t-il le droit de recevoir des émissions radiophoniques sans payer une redevance aux postes émetteurs ? Dans le dernier état du droit de la Radiophonie, l'émission est libre et l'auditeur ne doit rien à l'émetteur. Cependant, cette solution n'est pas exempte de critiques, et les auteurs se sont efforcés de justifier un droit de l'émetteur sur les émissions qu'il lance dans l'éther. Nous examinerons ces diverses théories.

SECTION I

HISTORIQUE DE LA LIBERTE RECEPTIONNAIRE

La Radiodiffusion étant une révolution dans le monde les Etats ne se sont pas préoccupé tout d'abord de régler les postes de réception. En France, on pouvait librement capter les ondes radiophoniques sans deman-

der aucune autorisation à quiconque. Le décret-loi de 1851 concernant le monopole et la police des lignes télégraphiques ne pouvait s'appliquer à la réception des ondes. Toute personne avait donc la possibilité d'avoir un appareil, une antenne, des piles, etc...

Mais la Commission Interministérielle instituée par le décret du 5 mai 1907 décida que toute installation, destinée soit à l'émission, soit à la réception, devrait être soumise à autorisation préalable (article 8 du décret du 5 mars 1907, modifié par l'article 1 du décret du 26 avril 1910). La Commission agissait en opposition avec l'article 1 du décret-loi du 27 décembre 1851 et aux dispositions du décret du 5 mars 1907.

Cette Commission refusa souvent l'autorisation et déclara ainsi que la réception était interdite. Cependant, l'Administration des P. T. T. connaissait la faiblesse de ses arguments et se contenta de menaces dans la crainte de perdre ses procès.

Il y a de grandes différences entre la Radiodiffusion et la Télégraphie, aussi divers projets de Lois furent-ils déposés en 1909, 1913, 1914, 1916 ; ce dernier fut examiné par la Commission des P. T. T. de la Chambre, mais ne fut pas rapporté. Un décret fut pris alors le 5 mai 1921, annonçant l'arrêté du 30 décembre 1922. Le monopole de 1851 était étendu aux postes de réception, l'autorisation consistant en une simple déclaration. Ce monopole rencontra des résistances, car il semble utile pour les postes d'émission, mais non pour les postes de réception. Des décisions judiciaires contestèrent la légalité du décret de 1921 (Tribunal de Sotteville-lès-Rouen, 27 juillet 1923).

L'Administration des P. T. T. proposa alors à la Commission des Finances, l'insertion du fameux article 85

de la Loi de Finances du 30 juin 1923, qui étendait les dispositions du décret de 1851 à l'émission et à la réception des signaux radioélectriques de toute nature. La Chambre et le Sénat adoptèrent ce texte.

L'auditeur avec les progrès de la Radiodiffusion est un consommateur. Il achète son poste et désire capter les ondes afin d'entendre les émissions artistiques, scientifiques et littéraires. Le Décret du 24 novembre 1923 ne fait que développer les conséquences juridiques de la Loi de 1923, en établissant le régime des postes radioélectriques privés, on peut cependant noter deux innovations, la réception est réglementée à part et reçoit un statut spécial et distinct de celui des postes émetteurs ordinaires.

Ce décret fut modifié par celui du 28 décembre 1926, créant l'obligation d'une déclaration du poste et la perception d'une taxe.

Enfin, une Loi de Finances de mai 1933 et un Décret réglementent la question des parasites.

Il se dégage de tous ces textes le principe d'une entière liberté de recevoir les émissions radiophoniques. Une seule obligation existe pour l'auditeur qui est celle de payer une taxe à l'Etat.

SECTION II

RAPPORTS ENTRE L'AUDITEUR ET L'EMETTEUR

Nous avons vu que l'auditeur est libre de capter n'importe quelle émission. Certains auteurs ont voulu voir une propriété des ondes pour le poste émetteur qui les

a émises. Nous allons voir que ces théories ne peuvent être fondées en droit et que l'auditeur est absolument libre vis-à-vis du poste émetteur.

1° *Théories de la non liberté du droit à l'écoute*

a) *Théorie de la propriété des ondes.*

Il est évident qu'il faut envisager la situation de l'émetteur qui paie des artistes et les droits d'auteurs, qui doit amortir son installation et, d'autre part, celle de l'auditeur qui profite de la musique, des pièces, des informations, des renseignements sans rien verser à l'émetteur.

La situation semble injuste, et certains auteurs ont édifié une théorie qui permet à l'émetteur de se retourner contre l'auditeur afin de percevoir une redevance.

Pour MM. Brossier et Formanoir de la Cazerie, l'émetteur est propriétaire de l'onde et c'est en vertu de ce droit de propriété que sera réclamée une prestation de la personne qui prend livraison de l'onde modulée. Ils assimilent les sociétés émettrices aux sociétés distributrices d'énergie quelconque. Tout système de Radiodiffusion est analogue à un réseau de distribution d'énergie électrique, comme par exemple un réseau d'éclairage. La station d'émission, source du rayonnement, joue le même rôle que l'usine centrale. Les postes de réception utilisent une partie de l'énergie transportée par les ondes, de même que les lampes chez l'abonné, utilisent une fraction plus ou moins grande de l'énergie transportée.

La Cour de Cassation dans un arrêt du 10 décembre 1887, a décidé qu'une Société distributrice d'eau potable est propriétaire de l'eau distribuée aux abonnés et que

quiconque en prélèverait une certaine quantité ou l'abonné qui se procurerait l'eau avant qu'elle soit passée dans son compteur, serait coupable de soustraction frauduleuse. En 1889, elle proclamait la même chose pour les Sociétés concessionnaires de distribution de gaz d'éclairage, et enfin pour la propriété de l'énergie électrique. « Voici consacré, disent MM. Brossier et Formanoir de la Cazerie, le principe qu'une chose immatérielle, intangible comme l'énergie électrique, peut être l'objet d'un vol et qu'elle est donc la propriété de la personne qui la produit. Par analogie, l'émetteur est propriétaire de l'onde et de l'énergie qu'elle transporte. »

Cette théorie intéressante, mais qui, nous allons le voir, ne peut résister aux critiques distingue l'émetteur qui est propriétaire de l'onde et doit être protégé et l'auteur dont les droits sont protégés par les lois sur la propriété littéraire et artistique.

La théorie que nous venons d'exposer est très séduisante et elle résoud bien en principe l'injustice qu'il y a entre l'émetteur qui a de gros frais et le récepteur qui capte gratuitement ses émissions.

Cependant les critiques ont été nombreuses. On peut d'abord dire que l'idée de propriété implique une mainmise sur l'objet du droit. Nous n'avons pas du tout la même idée avec la propriété des ondes.

Celui qui se sert d'eau potable sur un réseau de distribution s'approprie bien quelque chose sans que d'autres puissent en profiter. Au contraire, l'auditeur qui capte une onde ne diminue pas celle-ci. Des millions d'auditeurs captent comme lui les mêmes ondes et celles-ci sont toujours inchangées. Il y a donc là une grande différence entre un réseau d'énergie quelconque et une société émettrice.

De plus si un usager est desservi par une ligne de distribution d'énergie électrique, il utilise forcément l'énergie fournie par cette usine centrale et on sait exactement quels sont les abonnés du réseau. Par contre, nul ne peut savoir à la station émettrice si l'auditeur écoute tel poste émetteur ou un autre.

Il y a ici une difficulté pratique qui a fait abandonner complètement cette théorie par un grand nombre d'auteurs.

Certains juristes précisent en rejetant le droit de propriété des compagnies d'exploitation de Radio :

« La situation est analogue à celle qui se produirait si un concert était organisé dans une rue ou sur une place. Tous ceux qui habitent dans la rue ou sur la place l'entendraient nécessairement et cela pourrait attirer des clients dans les établissements voisins.

« Cependant, qui oserait prétendre que les organisateurs des concerts ont le droit de réclamer des redevances pécuniaires aux propriétaires de ces établissements.

« Cette assimilation est sans doute fâcheuse pour les compagnies d'exploitation de radiodiffusion, mais elle ne pourra être écartée que le jour où l'on aura trouvé le moyen d'empêcher que toutes les personnes possédant des appareils récepteurs profitent des émissions d'ondes sans avoir aucune autorisation à demander aux compagnies dont les stations émettent des ondes. Une telle invention est-elle réalisable ? Il y a une question d'ordre technique. Il est possible qu'on ne la croit pas réalisable actuellement et que pourtant elle soit réalisée un jour. »

Il nous semble que ces auteurs, adversaires de la propriété des ondes aient fait une analogie mauvaise ; car l'auditeur qui achète un poste déploie une certaine activité, il n'entend les émissions que s'il le veut, tandis

que le passant dans la rue entend un concert malgré lui. Néanmoins, ces juristes se rendent bien compte qu'il faut trouver un moyen pour empêcher les auditeurs de profiter des ondes sans rémunérer les Sociétés émettrices.

Certains auteurs ont voulu voir le droit de propriété des ondes comme le droit de propriété littéraire et artistique qui porte sur quelque chose d'immatériel : la pensée créatrice. Comment assimiler la pensée créatrice et les ondes émises par un poste émetteur ?

D'autre part, si la théorie de la propriété des ondes était réalisable, il faudrait que les auditeurs étrangers qui captent les ondes d'un certain pays paient une redevance aux stations émettrices de cet Etat. Mais comment connaître les auditeurs étrangers ? Il y a là une impossibilité insurmontable qui, comme conclusion logique de cette théorie, doit la faire rejeter.

b) — *Théorie de l'enrichissement sans cause.*

Au cours du Congrès Juridique International de T. S. F. en 1925, M. Eeman, ancien Président de la Cour Mixte d'Alexandrie, a déclaré :

« Je ne suppose pas qu'il soit possible si on cherche la base du droit de propriété des émetteurs de la trouver dans la propriété même, parce qu'il n'y a pas d'analogie entre l'audition d'ondes électriques et par exemple la fourniture d'eau, de gaz, de courant électrique, etc... Ici la chose reste la propriété ou le gage.

« Tandis qu'une fois que les ondes sont émises, elles sont dépensées, elles sont perdues pour l'émetteur. L'idée de propriété ne peut donc pas s'appliquer. Il semble que le seul principe sur lequel on puisse baser le droit des

émetteurs soit celui de l'action de *in rem verso*. Il faut pour qu'il y ait lieu à l'action de *in rem verso*, qu'il y ait appauvrissement d'une part et enrichissement de l'autre.

« Il y a enrichissement c'est évident, de la part des postes publics ; nous réservons la question en ce qui concerne les postes privés. Mais on ne peut demander une indemnité aux postes publics que dans la mesure où celui qui a émis les ondes s'est appauvri. Quel est l'appauvrissement dont a souffert le poste d'émission qui a envoyé des ondes ?

« Si le poste de réception était honnête dans sa façon de procéder, il paierait l'abonnement réclamé par le poste d'émission.

« Si un poste de réception se sert des ondes sans autorisation, le poste d'émission aurait le droit de réclamer au poste de réception ce que ce dernier aurait payé s'il s'était mis d'accord avec lui ».

Cette théorie de l'enrichissement sans cause appliquée aux relations entre émetteur et récepteur a été adoptée par certains juristes. Nous verrons qu'elle ne résiste pas plus à la critique que la théorie précédente de la propriété des ondes.

Le droit de l'action de *in rem verso* n'est pas inscrit en termes formels dans le Code Civil, mais il l'est dans le Code Civil Allemand et le Code Fédéral Suisse.

Pour qu'il y ait enrichissement sans cause en matière de Radiodiffusion, il faut un appauvrissement du poste émetteur, un enrichissement du poste récepteur et une relation de cause à effet entre l'appauvrissement et l'enrichissement. On ne peut nier qu'il y a appauvrissement de l'émetteur, disent les partisans de cette théorie, qui consiste dans les dépenses qu'a faites l'émetteur pour

payer les cachets des artistes, les droits d'auteur, les frais d'installation. Même s'ils peuvent se faire rétribuer par une certaine publicité, il est évident que les postes émetteurs ont de gros frais. D'autre part, il y a bien enrichissement du poste récepteur. Un poste public utilise commercialement les ondes captées, par exemple, un restaurateur qui installe un appareil avec pick-up dans une salle de restaurant retire certainement un bénéfice si sa clientèle augmente.

L'usager privé de T. S. F. retire aussi un certain bénéfice, moins important certes que celui de l'usager public.

Mais peut-on ne pas reconnaître que certaines firmes commerciales ne retirent pas de bénéfice en se servant des informations boursières entendues en T. S. F. ?... Le lien de causalité entre cet appauvrissement et cet enrichissement existe réellement puisque les émissions reçues proviennent du poste émetteur et que sans l'existence de celui-ci l'auditeur ne pourrait capter aucune onde.

Les partisans de cette théorie voient bien une difficulté pratique pour exercer l'action de *in rem verso*. L'action en indemnité, en droit commun, se calcule d'après l'enrichissement et l'appauvrissement sans pouvoir excéder la plus faible des deux sommes. La partie appauvrie ne peut réclamer que la somme déboursée même si l'enrichissement est supérieur. Si l'appauvrissement excède le bénéfice, elle n'a droit qu'au montant de l'enrichissement.

Le risque de l'opération est toujours à la charge de l'auteur de l'enrichissement. De plus le quantum de l'indemnité est difficile à déterminer. L'enrichissement est égal à la recette quand l'audition est payante. Si celle-ci n'est qu'un simple accessoire, c'est plus difficile, on peut

néanmoins l'évaluer en tenant compte de l'économie réalisée par la substitution de l'audition radiophonique à l'exécution directe. Quant à l'appauvrissement, c'est le coût de l'émission. On résoud donc facilement la question de la valeur de l'indemnité réclamée.

La conclusion qu'on tire, dans cette théorie, est que le poste émetteur a un droit fondé sur l'enrichissement sans cause. Ce droit consisterait à donner ou à refuser l'autorisation de recevoir publiquement les émissions. Toute audition publique serait subordonnée à l'autorisation préalable de l'émetteur, accordée avec ou sans redevance.

Le défaut d'autorisation entraînerait pour l'organisateur d'audition publique des sanctions analogues à celles de l'article 428 du Code Pénal. Le droit de l'émetteur serait distinct du droit d'auteur et s'exercerait lors de la diffusion d'œuvres quelconques de l'esprit.

On peut faire les mêmes critiques à la théorie de l'enrichissement sans cause qu'à la théorie de la propriété des ondes. On éprouve toujours la même difficulté à savoir si l'auditeur écoute tel ou tel poste. La même conclusion que précédemment nous amènerait à exercer l'action de *in rem verso* contre les auditeurs étrangers : or, comment les connaître ?

Nous avons vu que les partisans de cette théorie admettent qu'il y a des difficultés quant à l'exercice de l'action.

Leurs solutions du problème ne nous satisfait pas. Si on peut calculer le montant de l'appauvrissement des stations émettrices, il est pratiquement impossible de savoir le montant de l'enrichissement. Comment fixer la part de chaque usager ?... Les frais supportés par l'émetteur sont indépendants du nombre des bénéficiai-

res puisque chaque auditeur en captant les ondes n'en diminue pas leur intensité et ne prélève rien au détriment des autres auditeurs. La part de chaque usager serait d'autant plus faible que les postes seraient plus nombreux. Ceci obligerait les postes émetteurs à fractionner leurs poursuites.

En vertu du principe que le demandeur à l'action ne peut réclamer que le montant de l'enrichissement si celui-ci est le plus faible, les postes d'émissions ne pourraient jamais réaliser de bénéfices et même seraient en déficit ; ils ne rentreraient jamais dans leurs frais.

L'exercice de l'action de *in rem verso* semble donc impossible.

En fait aucun poste émetteur ne l'a jamais intenté contre les usagers de T. S. F.

2° — *Théories de la liberté du droit à l'écoute.*

Par les critiques qu'on peut apporter aux théories justifiant un droit du poste émetteur à l'encontre des auditeurs, nous avons vu que la liberté réceptionnaire devait être reconnue. Deux théories sont venues consacrer ce fait, l'une s'appuie sur l'article 552 du Code Civil, l'autre considère le droit à l'écoute comme un droit à l'usage, l'éther étant une res communis.

Nous ne nous arrêterons pas longtemps sur la première théorie. L'article 552 du Code Civil dispose « la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous ».

Ce n'est pas là qu'on doit trouver la base du droit de propriété sur la colonne d'éther dominant un terrain. Einstein définit l'éther « l'espace vide dans lequel on peut figurer les champs de forces électromagnétiques ». Bien que cette définition soit insuffisante, on peut se

rendre compte que l'éther n'est pas susceptible d'appropriation ; or, la propriété du sol emporte la propriété du dessus.

Le propriétaire a le droit de jouir de l'espace aérien de façon à tirer de son bien toute l'utilité qu'il est susceptible de donner ; cet espace appropriable se restreint à la partie utilisable existant au-dessus du sol. L'éther n'est pas un objet de propriété, un bien ; c'est un milieu, une voie de communication. Nous voyons que cette théorie appuyée sur l'article 552 ne peut justifier la liberté du droit à l'écoute. Une seule considération peut l'expliquer : l'éther est une chose commune et l'auditeur a un droit d'usage sur cette chose commune.

Les jurisconsultes romains considéraient la mer, l'eau, la lumière comme des éléments indispensables à l'homme et d'un usage commun et les avaient dénommé choses communes. L'utilisation d'un quatrième élément physique : l'éther est née récemment. Ce nouvel élément physique peut être assimilé à la mer, l'eau, la lumière ; c'est une chose commune que tous les hommes peuvent utiliser.

L'éther rentre bien dans la définition de l'article 714 du Code Civil : « Il est des choses qui n'appartiennent à personne et dont l'usage est commun à tous. Des lois de police règlent la manière d'en jouir ».

M. Fraipont déclare :

« Le droit du récepteur de recevoir librement les ondes émises dans leur intégrité se fonde sur l'usage qu'il a en commun avec tous les hommes, de l'éther à travers lequel voyagent les ondes. C'est à lui, qu'il soit connu ou non de l'émetteur que les communications radiophoniques émises sont destinées ; c'est à lui qu'est adressé le contenu de ces communications ».

Si le juriste a identifié l'éther à l'air, il faut en tirer la conclusion que l'Etat qui a des droits sur l'air en aura aussi sur l'éther. « La souveraineté des Etats s'étend à la couche d'air qui les recouvre, mais elle ne peut s'admettre que dans la mesure où elle est nécessaire », dit M. Berthélemy.

Il résulte donc que l'Etat a un droit de police sur l'air et aussi un droit de police sur l'éther.

Ce droit de police de l'Etat se manifeste par une certaine réglementation sur les postes d'émission, mais surtout par la perception d'une taxe sur les postes récepteurs. Les partisans de la théorie de l'enrichissement sans cause expliquent cette taxe par le fait que l'action de *in rem verso* étant trop difficile à exercer, l'Etat, protecteur de tous, perçoit cette taxe.

Pour d'autres, l'Etat fait payer à l'auditeur une taxe qui lui donne le droit de s'approprier l'onde modulée, comme il fait payer un permis de chasse. Or, nous avons vu que l'onde hertzienne n'est pas susceptible de propriété. L'Etat accorde un droit d'usage et la taxe est une taxe d'usage. Tout individu qui a un poste doit payer cette taxe d'avance. Celui-ci payant une redevance devrait avoir le droit de voir si le service de la Radiodiffusion est d'un fonctionnement normal. Malheureusement la taxe a été établie avant qu'un statut juridique de la Radiodiffusion n'ait été fait. L'auditeur se trouve donc devant une administration incontrôlable.

La taxe est-elle la base juridique du droit à l'écoute ?

Non, car le droit à l'écoute est antérieur à l'établissement de la taxe. L'intervention législative va permettre seulement que des mesures plus énergiques assurent le respect de la protection de la réception, reconnu bien avant la Loi.

CHAPITRE II

LE DROIT D'ANTENNE

Le V^e Congrès Juridique International de la T. S. F., tenu à Varsovie du 10 au 15 Avril 1934, a donné comme définition de l'antenne :

« C'est un collecteur d'ondes ; c'est une installation composée d'un conducteur ou d'un ensemble de conducteurs permettant la réception des ondes électromagnétiques. »

Cette installation peut se faire de plusieurs façons :

1° Le réseau d'électricité est employé comme antenne, on a alors un appareil récepteur sans antenne ;

2° Une antenne intérieure est connectée à la borne d'antenne du récepteur ;

3° Une antenne extérieure est posée, généralement sur le toit.

Cette dernière sorte d'antenne nous intéresse seulement, car l'antenne intérieure est soumise au même régime que le poste récepteur.

On pourrait croire qu'avec les perfectionnements incessants apportés dans la construction des appareils les antennes deviennent inutiles. Or, il n'en est rien, et l'antenne extérieure est nécessaire dans bien des cas.

En effet, il y a encore beaucoup de vieux appareils. Les appareils populaires bon marché fonctionnent avec une antenne. Dans les immeubles construits en béton armé, les parois forment cage de Faraday et absorbent les ondes, et il est nécessaire d'avoir une antenne. Enfin, une antenne posée à une grande hauteur combat les parasites, à condition que le système protecteur soit mis à la terre pour éviter les parasites industriels.

Nous voyons donc la nécessité des antennes extérieures.

L'auditeur va-t-il pouvoir poser librement une antenne ?

La question est à examiner lorsque l'auditeur veut installer une antenne sur un immeuble ou au-dessus des voies publiques.

SECTION I

POSE D'ANTENNE SUR UN IMMEUBLE

Nous allons voir si le locataire qui veut poser une antenne sur l'immeuble qu'il habite, généralement sur le toit, doit demander une autorisation au propriétaire et, dans le cas de refus de celui-ci, s'il peut le contraindre.

1° *Base juridique du droit d'antenne.*

Quand il n'y a pas de législation spéciale réglant le droit d'antenne, il faut recourir au contrat de bail.

Le bailleur peut très bien insérer dans le contrat de bail une clause interdisant la pose d'antenne ; cela n'est pas contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs. Le propriétaire peut même, dans une clause spéciale, interdire tout poste récepteur. Si le locataire, malgré ces clauses, pose une antenne, le propriétaire peut faire résilier le contrat, celui-ci est caduc.

La plupart du temps, il n'y a pas de clause visant la pose d'antenne dans les contrats de bail. Il faut alors interpréter le contrat pour savoir si le locataire peut poser une antenne. D'après l'article 1719 du Code civil, le bailleur doit délivrer la chose louée, l'entretenir et assurer au preneur la jouissance paisible de la chose louée. Quant au preneur il doit payer le prix du bail et user de la chose en « bon père de famille ». L'introduction d'un appareil et une pose d'antenne n'ont rien de contraire à l'usage du bon père de famille. On s'accorde à reconnaître que le locataire doit demander l'autorisation au propriétaire, car s'il a la jouissance exclusive de la façade, c'est sur le toit qu'il voudra généralement poser l'antenne et le toit est d'un usage commun pour tous les locataires.

Contre le refus du propriétaire, les tribunaux peuvent statuer en donnant l'autorisation, si le refus est abusif.

On assimile cette clause à celle qui prévoit que la sous-location n'est possible qu'avec l'autorisation du propriétaire. Les Tribunaux apprécient les raisons du bailleur en cas de refus.

Si le toit ne peut contenir toutes les antennes des loca-

taires, il faut donner l'autorisation aux premiers qui en font la demande et non la refuser à tous comme le prétendent MM. Chklaver et de La Pradelle.

Souvent une seule antenne peut suffire et les locataires peuvent s'entendre pour faire poser une antenne commune. Evidemment il y a impossibilité de pose d'antenne quand le toit est converti en terrasse louée par un locataire.

2° Exercice du droit d'antenne.

Le locataire demandera-t-il une autorisation au bailleur ou s'en passera-t-il ? La jurisprudence est divisée.

Lors de l'invention du gaz, les Tribunaux ont permis au locataire d'installer ce nouveau mode d'éclairage, malgré la volonté du propriétaire. Puis ce fut la découverte de l'électricité. A Aix, le 8 décembre 1908 (1) et à Bordeaux le 6 juillet 1903, les Tribunaux ont accordé au locataire d'installer l'éclairage. A Aix, le jugement a décidé que le locataire peut procéder dans la maison louée à l'installation de l'éclairage électrique par un entrepreneur à son choix, malgré l'opposition du bailleur.

L'auditeur de Radiodiffusion pouvait donc s'adresser aux tribunaux pour justifier son droit à faire établir une antenne sur le toit de l'immeuble loué. Cependant, d'après un jugement du tribunal de simple police d'Ivry-sur-Seine, déboutant de sa demande un propriétaire, le 15 février 1928 (2), la 3^e Chambre du Tribunal Civil de la Seine admet que le propriétaire peut demander l'enlèvement d'antenne.

(1) Dalloz. 1910-2-323.

(2) R. Jur. Int. de Radio. 1927-28. P. 214.

Il a été décidé que le locataire a commis un abus du droit et que la tolérance du propriétaire est révocable.

Le Tribunal de Melun a rendu un jugement dans un sens différent. Le Tribunal correctionnel de Lyon, en juillet 1929 a condamné aussi un propriétaire qui avait détruit l'antenne et les fils ; le Tribunal a estimé que l'installation était régulière puisqu'il a condamné le bailleur à des dommages-intérêts.

La jurisprudence est flottante, mais il semble qu'on devrait accorder au locataire le droit de poser une antenne.

L'article 14 de la Loi du 29 juin 1929, décide :

« Le bailleur ne peut s'opposer aux installations qui ne peuvent diminuer la valeur des lieux loués telles que celles de l'électricité, du téléphone, gaz, eau que le locataire réalise lui-même à ses frais ». L'énumération de ce texte n'est pas limitative, on peut en conclure que ce texte est applicable à la Radiodiffusion et à ses accessoires.

Voyons quelles sont les raisons que peut faire valoir le bailleur pour refuser la pose d'antenne au locataire.

Nous verrons qu'elles ne sont pas valables.

Si le bailleur invoque le fait que l'antenne n'est pas indispensable, il a très certainement tort, car nous avons vu qu'une antenne est toujours utile et souvent nécessaire.

Le propriétaire prétexte quelquefois le risque d'incendie que peut causer l'installation ou le danger général de chute des câbles. Mais il faudrait alors refuser toute installation, et si celle-ci est bien faite, on peut diminuer les risques qu'elle peut entraîner. Pour le risque supplémentaire d'incendie, cet argument n'est pas valable, car les Compagnies d'Assurances assurent aussi bien les

immeubles avec antenne que sans antenne, sans augmentation de la police. De plus, il est reconnu que si l'antenne est bien reliée à la terre, il y a plutôt une protection contre l'incendie.

Quand le toit a une destination spéciale, par exemple, s'il est occupé par une réclame ou est déjà encombré, il est bien rare qu'on ne trouve pas un petit emplacement pour poser l'antenne.

Si le propriétaire invoque une raison d'esthétique, il n'aura certainement pas gain de cause, car la vue de quelques fils d'antenne ne peut nuire à son immeuble.

Enfin, le propriétaire peut dire que si tous les locataires lui demandent de poser une antenne, le toit ne sera pas assez grand pour les contenir toutes. Nous avons vu que cet argument n'est pas irréfutable, puisqu'il a le choix d'accorder la pose d'antenne aux **premiers locataires** seulement ; quand il n'y aura plus de place, il pourra alors leur refuser l'autorisation. Et, d'autre part, les locataires peuvent se réunir pour installer une antenne commune.

Aux débuts de la Radiodiffusion, le décret ministériel de M. Chaumet, du 22 juin 1911 établissait le monopole des P. T. T. à la Radiodiffusion, réglementant ainsi le droit d'antenne. Cependant, il n'y eut jamais de procès. Puis la Commission Interministérielle décida que la réception serait interdite et par là le droit d'antenne. L'Administration se contenta du reste de menaces.

Il y eut ensuite un décret du 15 mai 1922 annonçant l'arrêté du 30 décembre 1922. Enfin, le décret-loi du 28 décembre 1926 et la Loi de Finances de mai 1933 sont muets sur le droit d'antenne.

D'après M. Bollecker, le manque de loi sur ce droit d'antenne n'est pas préjudiciable. Il vaut mieux laisser

à la jurisprudence le soin de trancher les litiges et ensuite le législateur pourra agir.

M. Jalaguier, au contraire, trouve qu'il y a une carence complète du législateur. Nous sommes tout à fait de son avis. Une loi devrait intervenir tranchant nettement le point de savoir si le locataire qui veut installer une antenne peut passer outre au refus du propriétaire et s'il doit même demander une autorisation à ce dernier. Dans la législation étrangère, nous avons des exemples du droit d'antenne réglementé. La loi Esthonienne du 18 décembre 1925 dispose que les particuliers ont le droit de poser une antenne extérieure et les propriétaires sont indemnisés par le propriétaire du récepteur ou par la station.

Un décret hongrois du 5 avril 1927 s'est aussi occupé du droit d'antenne.

En Allemagne et en Belgique, bien qu'il n'y ait pas de textes législatifs en cette matière, la jurisprudence est unanime à reconnaître le droit d'antenne. Il serait souhaitable qu'étant donné que notre jurisprudence n'est pas d'accord, qu'une loi intervienne.

SECTION II

POSE D'ANTENNE AU-DESSUS D'UNE VOIE PUBLIQUE

Nous allons traiter brièvement la question de savoir si un particulier peut poser une antenne au-dessus d'une voie publique.

1° *Autorité compétente.*

L'installation d'une antenne au-dessus des voies publiques constitue un usage privatif, prohibé en principe par la loi. Cependant, le particulier peut demander une autorisation à l'Administration qui n'est ni libre, ni gratuite. L'autorisation sera une permission de voirie.

L'auditeur doit la demander à l'autorité chargée de la police de la conservation, c'est-à-dire au Préfet s'il s'agit d'une route départementale ou nationale, d'un chemin vicinal de grande communication ou d'intérêt commun. Au-dessus d'un chemin vicinal ordinaire, d'un chemin rural ou d'une voie purement urbaine, le maire est alors compétent. D'après la loi du 5 avril 1884, si le refus n'est pas justifié par l'intérêt général, le Préfet peut accorder la permission de voirie.

L'auditeur, en réalité, doit s'adresser aux fonctionnaires chargés du service des routes, c'est-à-dire à l'administration des Ponts et Chaussées, ou à l'Administration des Chemins Vicinaux ou au service Municipal de la Voirie.

2° *Caractères de l'autorisation.*

L'Administration doit indiquer l'étendue de l'emplacement et les mesures de précaution à prendre, donc fixer la hauteur des antennes, les fils, le bon entretien des fils, la responsabilité du permissionnaire en cas d'accident. L'antenne ne peut croiser les fils de distribution d'énergie électrique à haute tension, cela empêche les dangers de rupture de fils de l'antenne.

L'antenne ne peut être placée au voisinage des fils télégraphiques et téléphoniques qu'avec certaines pres-

criptions. L'auditeur pourrait intercepter des communications privées.

L'auditeur doit une redevance d'occupation privative du domaine public.

Cette permission de voirie est une tolérance de l'Administration et par conséquent, est donnée à titre personnel. A toute réquisition quand l'intérêt public est en jeu, l'auditeur doit enlever son antenne sans indemnité. Cependant, le Conseil d'Etat par le recours pour excès de pouvoir peut annuler les refus arbitraires. Les autorisations arbitraires peuvent aussi être annulées.

Le droit d'antenne au-dessus des voies publiques semble assez bien réglementé par les lois administratives générales et il semble que dans cette question la carence législative se fasse moins sentir.

CHAPITRE III

LA LUTTE CONTRE LES PERTURBATIONS RADIOELECTRIQUES

Nous savons que la Radiodiffusion s'effectue au moyen d'ondes électromagnétiques produites par un poste émetteur. Si l'onde parvient telle qu'elle est émise au poste récepteur, elle est pure. S'il n'en est pas ainsi la réception est troublée par une interférence ou un brouillage appelé aussi parasite.

Le 4^e Congrès Juridique International de la T. S. F. a défini le brouillage : « toute perturbation d'origine électrique qui gêne une communication radiophonique, tandis que le terme interférence est réservé à un brouillage particulier causé par une émission de fréquence voisine à celle qu'il s'agit de recevoir. »

Pour M. Fraipont, le brouillage est « une atteinte portée à l'intégrité des ondes et à leur libre circulation à travers l'éther ».

On peut dire que les parasites sont dus au fait que l'auditeur capte en même temps les ondes de la station

émettrice et des ondes analogues de fréquences audibles ou non, produites par des phénomènes électriques intempestifs, d'origine industrielle ou naturelle. L'auditeur entend alors des sifflements, crachements qui, lorsqu'ils sont très forts, couvrent complètement l'émission qu'il veut entendre.

Les perturbations sont de deux sortes : les parasites atmosphériques existent quand l'onde électrique subit l'influence des orages, des taches de soleil, etc...

On ne peut les empêcher et malgré les recherches que l'on a faites, on n'a pas trouvé le moyen d'y remédier.

Au contraire, on s'est occupé sérieusement des perturbations industrielles. Tout moteur électrique fonctionnant dans les environs d'un poste récepteur émet des parasites. Sans énumérer tous les appareils apportant des troubles, on peut citer les tramways électriques, téléphones automatiques, télégraphes Baudot et Hugues, lignes à haute tension de transport de courant électrique, ascenseurs, appareils de signalisation, aspirateurs de poussière et autres appareils ménagers (cireuse, machine à coudre, etc...), appareils de thérapeutique à haute fréquence, enseignes lumineuses, etc... On a essayé d'empêcher ces parasites industriels en posant des filtres antiparasites sur les appareils récepteurs, malheureusement ces dispositifs empêchent de passer même les bonnes ondes. Il n'y avait alors qu'un moyen de les éviter, c'était de trouver des appareils antiparasites pour les moteurs électriques, source des troubles. C'est le dernier moyen auquel on s'arrêta. Malheureusement, les propriétaires de ces moteurs électriques ne se prêtèrent pas de bonne grâce à l'achat et à la pose du dispositif antiparasite.

Nous verrons comment la jurisprudence en s'appuyant sur les textes du droit commun, puis enfin un décret de 1933, sont arrivés à forcer le propriétaire du moteur, cause du trouble, à le munir d'un filtre.

En effet, la Radiodiffusion depuis le moment où elle était simplement une expérience de laboratoire s'est développée d'une façon considérable. Elle n'est plus un simple agrément pour les auditeurs, mais son rôle a évolué jusqu'à ce qu'elle devienne un instrument d'enseignement, de renseignement et d'éducation. Son but ne sera pas atteint si les émissions sont gênées et même rendues impossibles par des appareils électriques qui peuvent être rendus inoffensifs. L'auditeur a droit à une bonne réception, exempte de troubles.

La Jurisprudence lui a tout de suite reconnu le droit de se défendre, avant qu'un texte législatif ne soit intervenu en la matière.

Sur quelle base juridique fonde-t-on le droit de l'auditeur à une émission exempte de parasites ? La possession et la propriété d'un poste sont autorisés par l'arrêté du 30 décembre 1922. Aux termes de l'article 544 du Code Civil, la propriété est constituée par le droit de jouir et de disposer de la chose de la façon la plus absolue dans les limites des Lois et des Règlements. Il y aura donc trouble de jouissance quand les parasites viendront entraver le bon fonctionnement de l'appareil récepteur car aucune disposition législative ne les rend légitimes.

Nous avons vu que les troubles à la réception peuvent aussi provenir d'interférences, phénomènes physiques résultant de la superposition de deux ou plusieurs ondes. L'interférence se produit quand deux stations émettrices ont des longueurs d'ondes trop rapprochées. L'auditeur ne peut agir contre ces brouillages. Seules

des conventions internationales peuvent les éviter entre les Etats et une réglementation nationale stricte doit faire respecter les longueurs d'ondes accordées aux postes d'émission nationaux.

SECTION I

LA LUTTE CONTRE LES PARASITES INDUSTRIELS

1° Applications du droit commun dans la jurisprudence

Il est donc reconnu que l'auditeur doit agir contre les propriétaires dont les installations causent des parasites. Il est vrai que ce n'est pas une marche défectueuse de leurs appareils qui produit ces troubles, mais ils peuvent les éviter. Cependant pour certains auteurs, seule la station émettrice peut agir car l'auditeur ne reçoit que les ondes qu'il peut capter. La question est de savoir si les ondes existent côte à côte avec les ondes parasites ou si elles ne sont troublées que dans l'appareil récepteur. On n'a jamais pu apporter de solution au problème.

Pour MM. Belin et Tabouis, c'est l'émetteur qui doit agir, car le fait que ces auditions ne parviennent pas intactes, lui cause un préjudice ; l'auditeur n'est pas lésé directement et n'a aucun droit. M. Ducaud a la même opinion.

M. Fraipont fait une distinction entre les atteintes aux droits des émetteurs et des récepteurs. La difficulté serait encore accrue, car on ne sait pas si c'est le parasite qui déforme l'onde dans son trajet à travers l'éther ou si ces deux éléments sont recueillis séparément par l'appareil pour ne se retrouver que dans le haut-parleur.

Pour M. Bollecker, le trouble étant presque toujours local, les Sociétés émettrices subissent une perturbation infime à côté de celle supportée par chaque auditeur. Elles ont donc un faible intérêt à intenter une action alors que les usagers ont un intérêt incontestable.

La Jurisprudence admet donc que c'est l'auditeur troublé dans ses émissions qui doit agir.

Quand il n'y a pas de contrat entre l'auditeur et le propriétaire de l'appareil perturbateur, la Jurisprudence a appliqué certaines théories de droit commun, au contraire, s'il y a un contrat entre les deux individus, on peut essayer d'y recourir avant de chercher une autre solution.

A) — *Base juridique extra-contractuelle.*

Le droit régleme les nouveaux faits sociaux, cependant, un droit radiophonique ne pouvait être tout de suite créé dès l'apparition de la Radiodiffusion. Le rôle de la Jurisprudence a été d'adopter les textes anciens à cette nouvelle invention.

Les Tribunaux pour justifier le droit d'action des auditeurs contre les perturbateurs ne pouvaient s'appuyer que sur les articles 1382, 1383, 1394 du Code Civil concluant ainsi à une responsabilité délictuelle du perturbateur.

§ 1^{er}. — *Théorie de la faute.*

L'article 1382 dispose « tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ».

La question du droit d'action de l'auditeur avait été nettement posée au 4^e Congrès Juridique International de la T. S. F. par M. Roger, qui en avait bien vu la difficulté d'exercice.

« Il s'agit d'abord, dit-il, de rechercher la source des troubles. Je dois intenter une action contre qui ? La recherche de la cause sera une des premières difficultés. Je suppose qu'on arrive à vaincre celles-ci et à dévoiler la cause des troubles. Vous intentez votre action contre une personne déterminée et si l'on n'admet pas la faute objective, elle vous répondra : ce n'est pas ma faute, je n'y suis pour rien ».

Aussi le Congrès préconisa l'intervention des pouvoirs publics et l'institution d'un délit à la charge de la personne qui gêne. En France, le décret de 1933 sur les parasites est venu réglementer cette question.

Jusqu'à l'apparition de ce décret, la Jurisprudence s'est donc servi des articles du Code civil sur la faute délictuelle. Comme nous le savons, les rédacteurs du Code civil n'ont pas donné de définition précise de la faute. Les auteurs se sont efforcés de combler cette lacune et de nombreuses théories ont été édifiées pour essayer de voir ce qu'on entendait par faute lors de la rédaction de ce célèbre article 1382.

Il est bien évident que notre intention n'est pas de discuter toutes ces théories. Cependant, il nous semble utile d'en rappeler les plus intéressantes et nous verrons qu'il y en a une qui, à notre avis, semble assez

bien définir la faute que l'on peut reprocher au perturbateur d'émissions radiophoniques.

On peut tout de suite écarter le raisonnement qu'ont fait certains auteurs en disant que l'article 1382 ne repose pas sur la notion de faute et que « faute » a été inséré pour ne pas répéter le mot « fait ». Si l'article 1382 posait le principe de la responsabilité basée sur un fait même non fautif, on pourrait logiquement dire que l'article 1383 est inutile puisqu'il édicte : « chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence ».

D'ailleurs, la doctrine et la Jurisprudence sont d'accord pour admettre que la faute est à la base de la responsabilité délictuelle. Mais qu'entend-on par faute?

Pour MM. Planiol et Ripert :

« La faute est un manquement à une obligation préexistante dont la Loi ordonne la réparation quand il a causé un dommage à autrui. Une personne ne peut être en faute si elle n'était tenue de rien avant l'acte qu'on lui reproche ».

MM. Planiol et Ripert poursuivent en disant : « La faute est nécessairement la violation d'une règle, cette règle est tantôt d'ordre juridique, et tantôt d'ordre pratique ».

M. Planiol a très bien vu les deux côtés de la question, violation d'une règle d'ordre juridique ou d'ordre pratique. Il a voulu donner toute une liste des obligations dont la violation entraînerait une faute ; les auteurs lui ont reproché cette énumération très incomplète, étant donné que la vie sociale subit des changements dont les obligations supportent le contre-coup. La suite des obligations citées n'a donc aucune utilité.

« Jamais, dit M. Josserand, on ne pourra dresser un catalogue complet ni même satisfaisant, des devoirs qui nous incombent et des transgressions dont ils peuvent être l'occasion ».

MM. Colin et Capitant se rattachent à la théorie des jurisconsultes romains, notion traditionnelle de la culpabilité : « Pour juger si un homme avait ou non commis une faute, ils (les jurisconsultes romains) prenaient un type abstrait de comparaison. En matière contractuelle, c'était le bon père de famille. Mais en matière délictuelle, cette commune mesure ne leur paraissait pas suffisante. Ce qui revient à dire que pour éviter de nuire à autrui, l'homme doit se comporter comme le fait l'individu non seulement doté d'une intelligence moyenne, mais encore doué de prudence et d'attention ; autrement l'auteur du préjudice est en faute, il est responsable ».

M. Capitant ajoute : « Il est au surplus presque inutile que ce type abstrait de l'homme diligent varie nécessairement avec les époques et à chaque époque, avec le milieu social auquel appartient l'individu ».

Il va sans dire que le critérium de l'homme diligent est tout aussi difficile à définir que la notion de faute ; il est tout de même évident que ce seront les tribunaux qui apprécieront la question de fait pour savoir si l'individu est responsable.

M. Emmanuel Lévy a proposé le critérium de la confiance légitime trompée. Les hommes pour vivre et pour agir ont besoin d'avoir confiance les uns dans les autres. « La responsabilité civile, dit-il, prend naissance toutes les fois que ce besoin de confiance n'a pas été satisfait ». On arrive aux mêmes conclusions que la théorie classique.

La théorie de la faute la plus intéressante nous semble celle de M. Josserand.

« La faute délictuelle, dit-il, est constituée par des éléments dont les uns concernent la victime, dont les autres existent dans la personne de l'auteur du fait ou de l'abstention ».

D'abord la lésion d'un intérêt ne suffit pas, il faut la lésion d'un droit de la part du demandeur. D'autre part, il faut que son adversaire ne puisse lui opposer un droit plus fort positif ou négatif.

« La notion de la faute, dit M. Josserand, nous apparaît comme très relative ; elle est le point de rencontre de deux droits opposés, dont le plus fort a raison du plus faible ; la vie juridique est une lutte constante au cours de laquelle intérêts et droits s'affrontent sans cesse ; commettre une faute délictuelle c'est léser un droit sans pouvoir se réclamer d'un droit supérieur ou au moins équivalent, donc sans pouvoir invoquer un motif légitime. Toute la théorie de la responsabilité n'est qu'une vaste entreprise d'équilibre de droits rivaux, sans cesse en conflit et qu'il importe de maintenir à leur place, de localiser, de comprimer dans leur expansion : les articles 1382 et suivants permettent au juge de conduire et de dénouer la lutte des intérêts en présence ».

La théorie de la faute qu'a élaboré M. Josserand, trouve une application très nette en Radiodiffusion. En effet, dans le cas de troubles parasitaires, nous avons deux catégories de droits ; droit de l'auditeur d'entendre des émissions non troublées et droit des propriétaires des appareils électriques à jouir de ceux-ci de la façon la plus absolue. Ces derniers faisaient marcher leurs moteurs électriques d'une façon normale. Avant

l'apparition de la Radiodiffusion, personne ne s'était plaint et du jour où cette invention entre dans les mœurs, où à peu près chaque foyer a son poste, on les tient pour responsables des troubles aux émissions, causés par leurs moteurs. La Jurisprudence devant ces deux droits aussi respectables n'aurait certainement pas pu statuer.

Heureusement pour les sans-filistes on a trouvé le moyen de remédier aux parasites en posant des appareils anti-parasites aux moteurs électriques. Dès lors, le droit de l'auditeur était le plus fort, car il pouvait ne plus être gêné si le perturbateur agissait de façon à supprimer le trouble.

Il y a aussi un second point dans la définition de M. Josserand, c'est que : « il faut que son adversaire ne puisse lui opposer un droit plus fort *positif* ou *négatif* ». Cette notion de droit positif ou négatif implique que les actes qui peuvent causer à autrui un préjudice peuvent être rangés suivant leur nature, tantôt active, tantôt passive, l'activité étant caractérisée par la mise en œuvre volontaire d'un moyen susceptible de nuire, la passivité par le refus par un perturbateur de rendre ses appareils inoffensifs.

De ces deux caractéristiques de la faute dégagées par M. Josserand, on peut conclure que la faute du perturbateur consistera à ne pas avoir muni ses appareils de dispositifs antiparasites volontairement ou involontairement.

Nous verrons en étudiant plus attentivement les arrêts jurisprudentiels que les Tribunaux ont bien ainsi caractérisé la faute du perturbateur. Souvent, ils ont fait appel aux théories de l'abus du droit et des trou-

bles dans les relations de voisinage pour déterminer la nature de cette faute.

§ 2. — *Applications jurisprudentielles.*

a) *Evaluation du préjudice.*

Avant de voir les applications de la Jurisprudence, il faut que nous examinions comment elle a accordé aux auditeurs une indemnité, basée sur un préjudice certain.

Il faut envisager le préjudice que subissent les commerçants marchands d'appareils de T. S. F. et restaurateurs dont les troubles dans les émissions peuvent gêner la profession et, d'autre part, les auditeurs qui se servent seulement de leur appareil d'une façon récréative.

Pour les commerçants, il n'y a aucun doute au sujet de la reconnaissance de leur droit à ne pas être troublé dans leurs émissions. Le Tribunal de Commerce de Morlaix (1) le 1^{er} avril 1932, a accordé à un marchand d'appareils de T. S. F. une indemnité payée par une Société de distribution de courant électrique. Il est dit dans le jugement « que le fait dommageable existe, que dans l'espèce, J..., étant commerçant en appareils de T. S. F. a certes été contrarié dans son commerce, soit chez lui, soit dans les expériences chez des clients ».

Le Tribunal Civil de Nice, le 3 juin 1932, a statué dans le même sens (2).

Dans le jugement de la Cour d'Appel d'Amiens (3),

(1) Gaz. Pal. 1933-1-322.

(2) Revue Juridique Internationale de Radio. 1933, p. 425.

(3) Gaz. Pal. 1933-1-321.

du 21 décembre 1932, nous retrouvons la même idée : « qu'il est constant qu'en mettant sans cesse, pendant deux ans B..., dans l'impossibilité de faire fonctionner les appareils radiophoniques qu'il avait en magasin et partant de procéder aux démonstrations et aux essais nécessaires pour retenir la clientèle, le Docteur S... a sérieusement entravé une branche de son commerce ».

Les marchands d'appareils de T. S. F., dans cet arrêt pour prouver le préjudice ont fait valoir que leur commerce n'avait pas périclité, mais qu'il n'avait pas prospéré étant en droit de s'y attendre, comme le commerce d'autres marchands d'appareils.

Pour les non commerçants, le préjudice subi ne leur a pas été non plus contesté par les Tribunaux. Ils se voient peut-être simplement privés d'un agrément et certaines juridictions ont admis que ce n'était pas un dommage réel, mais seulement un préjudice.

Dans le jugement du Tribunal Civil d'Arras, du 30 janvier 1930 (1), on considère seulement la privation d'agrément : « que celui-ci a été, sans droit et abusivement privé des avantages et des agréments qu'il était en droit d'attendre de l'appareil de radiophonie qu'il avait installé. » La Cour de Douai détermine comme préjudice la privation non seulement « de l'agrément, mais aussi des avantages qu'il entendait tirer de son appareil de T. S. F. ».

Le Juge de Paix du XX^e Arrondissement, le 31 mai 1933 (2) a assimilé le préjudice avec le trouble de jouissance.

Dans le jugement du Tribunal de Commerce de la Seine, du 14 novembre 1933 (3), le préjudice serait cons-

(1) Gaz. du Pal. 1933-1-609.

(2) R. J. I. R. 1934, p. 78.

(3) R. J. I. R., 1934, p. 79.

titué par la privation d'usage du poste et doit être évalué en tenant compte du prix de l'appareil de réception et de son amortissement.

Le Tribunal Civil de Versailles, le 8 février 1933 (1), a jugé « qu'il s'agit pour E... d'un préjudice de principe, que c'est seulement dans cette mesure qu'il doit être consacré ».

Quant au jugement du Juge de Paix d'Auxerre-Ouest (2), il ne tient pas compte de la fréquence du trouble « attendu que si O.. n'est troublé qu'une matinée par semaine, il n'en existe pas moins un abus du droit imputable à G... et dont O... est en droit de demander réparation ».

Nous avons vu jusqu'à présent que les Tribunaux avaient considéré le préjudice matériel, le Juge de Paix du Canton de Tarbes-Sud, le 24 octobre 1924 a été plus loin en reconnaissant un préjudice moral : « Attendu que le préjudice est, d'une part, matériel par les dégâts causés aux appareils d'autrui, d'autre part, moral par l'impossibilité d'usage de ces appareils ; que le préjudice matériel ne ressort pas suffisamment des faits pour pouvoir être évalué équitablement ; que, par contre, le préjudice moral est incontestable ».

« Qu'il est inadmissible qu'un particulier, par un sentiment de tracasserie ou de malveillance cause à de paisibles citoyens un trouble dans leur existence morale, que ces agissements coupables continués avec persistance au mépris de la décision souveraine de la Justice, entraînent l'inutilité des dépenses faites pour l'achat et l'entretien d'appareils délicats et coûteux ».

(1) Gaz. Pal. 1933-1-599.

(2) R. J. I. R., 1933, p. 435.

Un jugement du Tribunal Civil de Lyon, du 13 janvier 1932 (1), s'est prononcé contre les sans-filistes. Il est le seul dans l'ensemble des décisions jurisprudentielles à avoir statué en ce sens. Heureusement, l'arrêt de la Cour d'Appel de Lyon qui avait confirmé le premier jugement a été cassé le 29 mai 1937.⁽²⁾ Le préjudice n'était pas assez important pour justifier la demande de l'auditeur ; dans le premier jugement, on lit : « Attendu qu'il faut aussi tenir compte qu'en fait la gêne est des plus minimes parce que l'utilisation de la sonnerie est très intermittente ; qu'à partir de la nuit le magasin ferme, aucun trouble n'est possible, alors qu'au contraire c'est généralement le moment de l'audition téléphonique ».

Le Tribunal pour repousser la demande du sans-filiste s'est servi d'autres arguments que nous verrons plus loin et qui sont aussi réfutables que celui-ci. Car le trouble apporté par une sonnerie électrique à l'entrée d'un magasin est indéniable, même s'il n'a lieu que dans la journée et de plus il est facile de munir cette sonnerie d'un dispositif antiparasite. M. le Substitut Camboulives dans ses conclusions du jugement du Tribunal Civil de Versailles déjà cité, a dit : « Qu'importe, n'est-ce pas, que le trouble ne soit pas permanent s'il est vrai que lorsqu'il se produit son intensité est telle qu'elle exclut toute audibilité radiophonique ».

b) *Application des articles 1382, 1383, 1384.*

Certains arrêts, sans faire appel aux théories de l'abus du droit et des obligations de voisinage ont appliqué simplement les articles 1382, 1383, 1384 du Code Civil.

(1) R. J. I. R. 1932, p. 171.

(2) Sirey 1937-1. p. 243.

D'autres, au contraire, se sont servis des articles du Code et des théories que nous venons de citer.

Dans tous les arrêts, la faute consiste pour le perturbateur à ne pas avoir muni ses appareils électriques d'un dispositif antiparasite, après avoir été averti du préjudice qu'il lui causait par le sans-filiste. Cette faute pour certains n'est pas la faute de l'article 1382, mais une simple négligence prévue par l'article 1383. Enfin, d'autres arrêts s'appuient sur l'article 1384, responsabilité fondée sur le dommage causé par les choses que l'on a sous sa garde.

Dans le jugement du Tribunal Civil d'Arras, déjà cité nous voyons la responsabilité de l'article 1382 : « que la dame L..., a à s'imputer à faute d'avoir fait choix et emploi depuis plus d'un an, d'un moteur non électriquement silencieux, qu'elle a refusé de satisfaire aux réclamations réitérées de V..., qu'en agissant ainsi, elle a commis une faute ».

La Cour d'Appel de Douai, le 1^{er} décembre 1930 (1), a confirmé ce jugement en y ajoutant encore un attendu « que les parasites n'étant pas utiles au fonctionnement de ce moteur, elle n'a pas d'intérêt légitime à les conserver et qu'il lui est seulement reproché de ne pas les faire disparaître ».

« Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède que les premiers juges ont à bon droit apprécié que la dame L... avait commis une faute et qu'elle devait par application de l'article 1382 réparer les conséquences préjudiciables de cette faute ».

Dans le jugement du Tribunal Civil d'Amiens du 30 juillet 1934 (2) :

(1) R. J. I. R. 1931, p. 61.

(2) R. J. I. R., 1932, p. 59.

« Attendu que cette faute consiste pour le Docteur S... non pas tant dans l'emploi d'un appareil utile à l'exercice de sa profession que dans le retard et l'insuffisance des moyens apportés par lui à remédier aux inconvénients qui lui étaient signalés par le demandeur ».

Le Tribunal de Commerce de Morlaix caractérise la faute de l'Union Electrique : « elle n'a pas en temps voulu avec la diligence suffisante, fait cesser le trouble qu'elle occasionnait ».

Nous pouvons donc dire que d'après ces arrêts, la faute du perturbateur est de ne pas avoir fait le nécessaire pour remédier aux parasites.

Mais certains tribunaux ont voulu voir une responsabilité basée sur l'article 1384 ; la faute consiste dans un manque de surveillance de la chose que l'on a sous sa garde. Dans l'arrêt de la Cour d'Appel de Douai, il est dit : « qu'en surplus elle est responsable d'une chose qu'elle avait sous sa garde ». Le Tribunal Civil de Nice, le 3 juin 1932 (1), s'est appuyé aussi sur l'article 1384.

Nous n'allons pas essayer de voir quelles ont été les intentions des rédacteurs du Code en insérant cet article.

Qu'il nous suffise de savoir que ce texte pose le principe d'une présomption de faute comparable à celle de l'article 1385 pour celui qui se sert d'un animal. Il y a un renversement de la preuve à la charge du gardien de la chose. La faute du gardien vient de ce qu'il a mal gardé. Evidemment, l'article 1384 peut être applicable à un appareil générateur de parasites.

Le Tribunal Civil de Nice a condamné un hôtelier, propriétaire d'une enseigne lumineuse ; les Tribunaux

(1) R. J. I. R. 1932, p. 357.

admettent qu'une enseigne est une chose dangereuse nécessitant une garde.

Nous ne croyons pas devoir suivre ces Tribunaux, car il semble difficile de démontrer que le gardien s'il avait bien gardé la chose aurait pu éviter la production des parasites. On pourrait seulement dire que le défaut de garde vient de ce qu'il n'a pas muni son appareil d'un dispositif ; mais, alors, il a commis une négligence et nous retombons dans l'application de l'article 1382 et l'article 1384 est inutile en cette matière.

M. Ripert, sous l'arrêt des Chambres, réunies du 13 février 1930 (1) a dit : « Si la responsabilité repose sur la garde et non sur la propriété, il faudra rejeter l'application de l'article 1384, quand il sera contesté qu'il n'y avait aucune obligation légale de garder la chose. La garde, fondement de la présomption des responsabilités, ne doit pas être confondue avec la possession corporelle ».

M. le Substitut Cambouïves dans ses conclusions, sous le jugement du Tribunal Civil de Versailles, a conclu :

« Il ne fait pas de doute, en effet, que la présomption établie par cet article (article 1384) résulte non pas d'un défaut de la chose, d'un vice inhérent à sa nature, mais d'un défaut de garde ».

« Cette idée de garde implique donc l'idée de surveillance. Peut-on dire alors que F... en surveillant le fonctionnement de son moteur, en étant resté près de lui comme un chauffeur à son volant, aurait évité l'émission de parasites ? »

Nous concluerons cependant comme M. le Substitut

(1) D. 1930-1-59.

Camboulives : « ce n'est pas proprement ce défaut de surveillance qui a été la cause du dommage. La cause, c'est que sachant par les représentations dont il avait été l'objet que son moteur n'était pas isolé, F... n'a pas fait le nécessaire pour y remédier ».

La Cour de Paris, le 22 janvier 1936, a confirmé le jugement du Tribunal Civil de Versailles, mais l'arrêt s'appuie surtout sur l'article 1384, contrairement au jugement du Tribunal Civil de Versailles.

« Or, considérant que de ce fait, la responsabilité de F... se trouve engagée à la fois sur le plan de l'article 1384, article dont le Tribunal a cru pouvoir négliger les dispositions et sur le plan de l'article 1382 ; qu'en effet, en ce qui concerne l'application de l'article 1384, du seul fait qu'un dommage est causé par une chose, qu'il y ait contact ou non, la responsabilité de celui qui en est le gardien juridiquement qualifié se trouve engagé, qu'en l'espèce aucun doute ne pouvant subsister sur l'origine des ondes parasites et sur leur effet en regard du poste récepteur de S..., c'est à juste titre que celui-ci excipe des dispositions de l'article précité à l'encontre de F... ».

c) Applications de la théorie de l'abus du droit.

La théorie de l'abus du droit a été excessivement discutée. MM. Planiol et Ripert la rejettent totalement, car, disent-ils : « Si j'use de mon droit, mon acte est licite et quand il est illicite c'est que je dépasse mon droit et que j'agis sans droit ».

Ils continuent en disant : « le droit cesse là où l'abus commence, et il ne peut pas y avoir usage abusif d'un droit quelconque par la raison irréfutable qu'un seul

et même acte ne peut être tout à la fois conforme au droit et contraire au droit ».

MM. Planiol et Ripert, malgré leurs arguments qui semblent incontestables n'ont pas réussi à convaincre les partisans de la théorie de l'abus du droit. Le droit romain connaissait l'abus du droit ; l'acte abusif était celui commis dans l'intention de nuire.

Il semble bien, en effet, que le fait même d'aller et venir, en un mot d'employer son activité d'une façon quelconque, apparaît comme une émanation des droits généraux appelés droits publics.

C'est souvent dans l'exercice de ces droits que l'on commet des actes dommageables pour autrui. M. Josserand a encore recours au critère du droit romain, mais il fait aussi appel à un critère plus large, celui du détournement du droit de sa fonction. Pour lui : « l'acte est normal ou abusif selon qu'il s'explique ou non par un motif légitime, motif qui constitue ainsi la pierre angulaire de tout le système ».

On fait cependant ranger les actes d'abus du droit en deux sortes ; ceux qui sont accomplis avec intention de nuire et ceux qui sont accomplis sans une diligence suffisante. Nous allons retrouver dans les décisions jurisprudentielles les caractéristiques de l'abus du droit.

Nous retrouvons bien cette intention de nuire dans l'arrêt de la Cour d'Appel d'Amiens du 23 novembre 1932 (1) : « Attendu que ces agissements ne sauraient trouver leur justification dans le droit que chacun possède d'user de sa chose ; que c'est abuser d'un droit que l'exercer dans un esprit de malice et pour nuire à autrui ». Dans le jugement du Tribunal de Commerce de

(1) Gaz. Pal. 1933-1-603.

Morlaix, on fait allusion à la difficulté de préciser le moment où on abuse de son droit, mais quand on agit avec intention de nuire on n'exerce pas son droit d'une façon licite. En effet :

« Attendu que le fait illicite suppose un fait contraire à la loi, une action ou une omission qui ne soit pas l'exercice normal de son droit ; que la personne qui ne fait qu'user de son droit ne peut ainsi créer au profit d'un tiers une obligation à son détriment ; que le point de savoir quand une personne cesse d'user de son droit pour entamer celui d'autrui est parfois fort délicat ; qu'à cet égard on peut cependant dire qu'un acte ou une omission dont l'effet ne peut être que de nuire à autrui sans intérêt appréciable ou légitime pour celui qui l'accomplit ne peut constituer un exercice licite du droit ».

Dans le jugement de la Justice de Paix d'Auxerre-Ouest, nous ne voyons pas la nécessité de l'intention de nuire, mais seulement le fait de ne pas les faire disparaître, ce qui constitue bien l'abus du droit nettement caractérisé ».

Dans tous ces arrêts, la faute consiste en un abus du droit.

d) *Application de la théorie des obligations ordinaires de voisinage.*

Le perturbateur se trouve dans l'exercice légal du droit de propriété et d'usage sur les appareils qu'il possède, selon l'article 544 du Code Civil. La Jurisprudence, malgré ce texte, n'a pas hésité à persister dans la solution traditionnelle et à admettre la responsabilité pour troubles de voisinage résultant de l'exercice du droit de propriété. Les Tribunaux ont cherché la

solution dans un aménagement de la notion de faute et se sont fixés sur un arrêt de la Cour de Cassation du 27 novembre 1844 où il est dit qu'il y a faute « chaque fois que ce dommage excède la mesure des obligations de voisinage ».

Avant de voir quelle est l'application que la Jurisprudence a donné en matière de radiodiffusion, jetor un rapide coup d'œil sur ce que les auteurs entendent par relations ordinaires de voisinage et quand on les dépasse.

Certains auteurs ont voulu voir dans Pothier le fait que le voisinage ne serait qu'un quasi-contrat. En effet, ce dernier dit : « quelque liberté que chacun ait de faire ce que bon lui semble sur son héritage, il n'y peut rien faire d'où il puisse parvenir quelque chose sur l'héritage voisin qui lui soit nuisible ».

MM. Planiol et Ripert estiment que cette théorie est implicitement dans le Code Civil. Ils disent notamment : « mais bien souvent le propriétaire exploite dans les meilleures conditions possibles ».

La Jurisprudence n'en décide pas moins qu'il est responsable des dommages qu'il cause lorsque ces dommages excèdent ceux que le voisinage oblige à supporter.

M. Josserand a une théorie beaucoup plus compliquée des relations ordinaires de voisinage : « indépendamment, dit-il, et au-dessus des servitudes véritables et des limitations précises que la Loi a établies en matière foncière, notre jurisprudence reconnaît l'existence de directives générales dont elle s'inspire constamment pour exercer sur le droit de propriété foncière une compression complémentaire des précédentes ».

M. Josserand envisage alors les deux notions de l'acte abusif et de l'acte exclusif. Pour lui, la thèse générale de l'abus du droit trouve son application en matière de propriété. Quant à l'acte excessif, il « se présente sous un aspect très différent. Il n'est critiquable ni en soi ni par les mobiles qui l'ont dicté à son auteur, par le but à quoi il tend. Seulement, il cause à autrui un préjudice anormal et par conséquent injuste ».

Quand il n'y a pas intention de nuire, mais seulement exercice du droit de propriété dépassant les obligations ordinaires du voisinage, il y aura faute et lieu à réparation.

Presque tous les arrêts accordant réparation à l'auditeur se sont appuyés sur le fait que le perturbateur avait dépassé la mesure ordinaire des obligations de voisinage.

Avant d'étudier ces arrêts, il faut noter la thèse de M^e Auger qui, dans un article de la *Revue Juridique Internationale de Radioélectricité* (1), s'est élevé contre le fait que le perturbateur excède la limite des obligations de voisinage. Pour lui dans les espèces à présent jugées, le trouble devait être tel que l'existence était intolérable aux voisins, qu'il leur était impossible d'exercer leur industrie, que leurs immeubles, leurs marchandises étaient détériorées (Orléans, 19 février 1919, Versailles, 25 avril 1931. Conseil d'Etat, 4 février 1910). Si le dommage se résolvait en une simple gêne les plaintes étaient rejetées (Conseil d'Etat 8 novembre 1899, 10 janvier 1908).

(1) R. J. I. R. 1932, p. 28.

M^e Auger considère que tous les auditeurs, banquiers, hommes d'affaires, restaurateurs et même marchands d'appareils de T. S. F. ne subissent qu'une gêne très minime et qu'ils n'ont pas droit à la réparation d'un préjudice subi. Nous croyons que M^e Auger a beaucoup diminué l'importance du trouble dont sont victimes les auditeurs. Pour les commerçants, il n'y a aucun doute que les troubles nuisent énormément à leur industrie. Et quant aux non commerçants, ils doivent être aussi protégés. Du reste, la thèse de M^e Auger est insoutenable, puisque la Jurisprudence dans tous les arrêts, sauf un, celui de la Cour d'Appel de Lyon, cassé du reste par la Cour de Cassation, a donné raison aux sans-filistes.

Dans le jugement du Tribunal Civil d'Arras, il est dit : « Attendu que quelque étendus que soient les droits de la dame L..., celle-ci a dans l'exercice de ceux-ci l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas nuire à autrui et notamment à ses voisins. »

L'arrêt de la Cour d'Appel de Douai, qui a confirmé ce jugement, emploie le même argument.

M. le substitut Camboulives, dans ses conclusions sous le jugement du Tribunal Civil de Versailles, fait bien une application des relations de voisinage.

« Planiol et Ripert, dit-il, s'attachant dans la théorie des biens aux obligations de voisinage, précisent que la faute est ici l'acte que ne commettrait pas un propriétaire soigneux et diligent, et qu'à l'exercice du droit correspond l'obligation de prendre toutes les mesures pour ne pas nuire au voisin. » La faute ne consiste pas ici dans l'acte nocif, puisqu'il est dans l'exercice régulier d'un droit, mais dans le refus d'une répa-

ration qui doit accompagner l'acte. »

Le jugement a repris cette considération : « Attendu que contrairement à son opinion sa faute consiste (son attention ayant été à maintes reprises appelée sur la gêne subie par son voisin et sur les moyens d'y remédier) à persister à user de son moteur en ne tenant pas compte des conditions habituelles de la vie de son époque et à imposer ainsi un trouble exceptionnel à ses voisins sans vouloir réparer le préjudice qu'il leur cause ; qu'il y a donc lieu de décider que le trouble dont se plaint E... excède les incommodités habituelles de voisinage et que F... doit être tenu de les réparer. »

La Cour d'Appel d'Amiens, le 21 décembre 1932, le Tribunal de Commerce de Morlaix, le Tribunal de Commerce de la Seine ont employé les mêmes arguments.

Savoir si la mesure des obligations ordinaires de voisinage a été dépassée est une question de fait que les Tribunaux apprécient d'une façon souveraine. Ils ont du reste toujours donné raison aux sans-filistes, comme nous l'avons vu.

La Cour de Cassation, le 29 mai 1937, a cassé l'arrêt de la Cour d'Appel de Lyon, qui constituait, comme on l'a dit, « une fausse note » dans l'ensemble de la jurisprudence.

« Attendu que l'exercice du droit de propriété devient générateur de responsabilité lorsqu'un trouble en résultant pour autrui le propriétaire s'oppose à ce qu'il y soit porté remède, alors même qu'il n'en résulterait aucune atteinte à l'usage normal de son droit.

« Attendu qu'A..., propriétaire d'un appareil radio-phonique dont le fonctionnement est troublé par la sonnerie électrique d'un commerçant voisin, ayant sollicité

une expertise à l'effet de rechercher si un appareil protecteur de prix minime ne serait pas de nature à supprimer le trouble en question, l'arrêt attaqué a refusé de faire droit à cette demande pour ce motif que lorsque l'usage d'une chose est normal et répond à sa destination, on ne saurait imposer à son propriétaire d'y apporter une modification quelconque. Mais attendu que l'on ne saurait pour l'unique motif de droit rapporté ci-dessus, refuser de faire droit à une demande d'expertise, à l'effet de rechercher les moyens de faire cesser le trouble dont se plaint un voisin, d'où il suit qu'en statuant ainsi qu'il l'a fait l'arrêt attaqué a violé le principe ci-dessus visé ».

e) *Procédure.*

Le meilleur moyen pour le sans-filiste d'obtenir satisfaction est de s'adresser d'abord à l'auteur du trouble en le priant de le faire disparaître. Si ce dernier accorde satisfaction à l'auditeur, la question est résolue.

Si non, le sans-filiste n'a plus qu'à s'adresser à la justice pour faire droit à sa demande. Le Juge de Paix est compétent jusqu'à 4.500 francs, si le préjudice est donc inférieur à cette somme, il doit s'adresser à ce dernier. Mais l'auditeur ne sera pas protégé pendant la durée du procès qui peut être fort long. Aussi faut-il mieux recourir au référé où le Président du Tribunal, dans une seule ordonnance, accordera des mesures provisoires et urgentes. Il peut aussi nommer des experts qui détermineront le trouble causé et le moyen d'y remédier. Si l'auteur du dommage est trop intransigeant, l'auditeur n'a plus qu'à porter son action devant le Tribunal Civil.

Lorsque l'auteur du trouble est chargé d'un travail public, la compétence est administrative et le Conseil de Préfecture est compétent selon la loi du 28 Pluviôse an VIII. L'auteur du trouble ne peut soutenir que l'émission d'ondes parasites résultent inéluctablement du fonctionnement du service public, comme on avait voulu le faire dans le jugement du Tribunal de commerce de Morlaix.

Dans le jugement du Conseil Interdépartemental de Préfecture de la Loire du 15 février 1934 (1), il a été dit que : « ne constitue pas un dommage des travaux publics le trouble apporté dans la réception d'audition radiophonique par le fonctionnement d'un poste de télégraphie sans fil appartenant à l'Etat ». Le Conseil de Préfecture est incompétent pour connaître des conséquences d'un acte de puissance publique et de l'action en indemnité fondée sur le préjudice causé par la faute d'un service public.

Le Conseil d'Etat admet la compétence des Tribunaux judiciaires quand le dommage n'est pas le résultat de l'ouvrage public.

Une Association de sans-filistes peut-elle ester en justice ? La jurisprudence dans le jugement du Tribunal Civil de Nice a admis l'intervention du Radio-Club de Nice, association d'auditeurs, mais il faut qu'un intérêt associationnel soit directement lésé.

B) *Base juridique contractuelle.*

Lorsqu'il y a un contrat entre l'auditeur et le perturbateur, si ce dernier ne remplit pas ses obligations, il est responsable vis-à-vis du sans-filiste. La question

(1) R. J. I. R. 1934, p. 79.

semble facilement résolue et l'auditeur obtiendra la cessation du trouble.

Le cas s'est présenté devant le Tribunal de Commerce de la Seine le 8 février 1932 (1). Un acte sous-seing privé avait été signé entre un sieur B... et les époux P..., B... cédant à ces derniers son droit au bail d'une boutique où il était stipulé que les époux P... exerceraient la vente d'appareils de T. S. F.

Puis B... pose une enseigne lumineuse qui cause de grands troubles dans les émissions radiophoniques. B... a été condamné :

« Attendu que de tels faits empêchent les demandeurs d'exploiter normalement le seul commerce qu'ils aient le droit d'exercer, d'après leur acte même de cession de bail, constituent pour eux une gêne et des inconvénients excédant largement la mesure ordinaire des obligations de voisinage ».

Il n'y avait qu'à faire une simple application du contrat signé entre les adversaires.

La question se pose différemment quand un locataire est troublé par un autre locataire. D'après l'article 1719 du Code Civil, le bailleur est obligé de faire jouir paisiblement le preneur des lieux loués ; cependant, dans l'article 1725, il est dit que :

« Le bailleur n'est pas tenu de garantir le preneur du trouble que les tiers apportent par voie de fait à la jouissance sans prétendre d'ailleurs aucun droit sur la chose louée. »

Si l'auditeur est troublé par un autre locataire, le bailleur est-il responsable ?

La Chambre des Requêtes, le 17 juin 1890 (2) a jugé

(1) R. J. I. R. 1932, p. 170.

(2) D. P. 1891-1-324.

que le locataire qui trouble par une voie de fait la jouissance d'un autre locataire n'est pas un tiers dans le sens de l'article 1725. Qu'en conséquence le locataire troublé peut agir contre le bailleur commun en cessation du trouble, sauf à ce dernier à mettre en cause l'auteur du trouble. Il nous semble que cet arrêt est applicable à la Radiodiffusion, le locataire ayant été troublé dans ses émissions.

MM. Belin et Tabouis (1) n'accordent pas au locataire le droit de se retourner contre le bailleur : « Il ne saurait notamment, disent-ils, comme on l'a parfois prétendu, agir vis-à-vis de son propriétaire en arguant d'un trouble de jouissance dans les lieux qu'il occupe, car on ne peut guère concevoir qu'un propriétaire ait à assurer à son locataire, au titre d'une jouissance paisible, la faculté d'entendre sans gêne une émission radiophonique ».

A notre avis, MM. Belin et Tabouis ne donnent aucune raison pour justifier le refus de mettre en cause le bailleur. La Radiodiffusion n'étant plus seulement un agrément, mais souvent une nécessité, le locataire a droit d'en jouir d'une façon paisible. Du reste, la Jurisprudence en cette matière a reconnu le droit d'action du locataire troublé.

Dans le jugement de la Justice de Paix du XX^e Arrondissement, le 31 mai 1933 (2), il est dit : « Attendu que P..., qui habite bourgeoisement un appartement a établi qu'il a été troublé dans la paisible jouissance de son local par le bruit d'un moteur électrique installé dans

(1) R. J. I. R. 1928, p. 182.

(2) R. J. I. R. 1934, p. 78.

le logement habité par un de ses voisins, locataire comme lui du même propriétaire C...

« Disons que P... a justifié sa demande, condamnons en conséquence C... ».

Quand la cause de trouble vient du fait du bailleur, il n'y a aucune difficulté à appliquer l'article 1719. L'exemple le plus courant est le trouble causé par l'ascenseur de l'immeuble.

Si la pose de l'ascenseur est postérieure à l'entrée du locataire dans la maison, le propriétaire a pris l'engagement de le faire jouir paisiblement de la chose louée, la T. S. F. étant entrée dans les mœurs, la possibilité d'en user librement fait partie de la jouissance des lieux. Le propriétaire ne peut donc rien faire qui trouble les auditions radiophoniques dans les lieux loués, pour autant que le bail ne prévoit pas ces auditions pour les interdire, ce qui serait parfaitement légitime.

Quand l'ascenseur est antérieur à l'entrée du locataire dans l'immeuble, celui-ci n'a rien à dire prétendent certains auteurs. Pour eux le locataire peut seulement demander au propriétaire de lui laisser poser à ses frais des condensateurs aux bornes de la dynamo de l'ascenseur. En droit strict, le propriétaire peut s'y refuser, en équité il aurait mauvaise grâce à le faire. Nous ne voyons pas pourquoi l'on fait une différence entre la pose de l'ascenseur antérieure ou postérieure à l'entrée dans les lieux loués. Le locataire a le droit de jouir paisiblement de ceux-ci et peut toujours agir contre le propriétaire qui ne met pas fin aux troubles. En fait, les propriétaires posent des dispositifs antiparasites sur leurs ascenseurs.

2° Les arrêtés municipaux

Avant qu'une loi n'intervienne réglementant la question des parasites, les maires ont senti le besoin de prendre des arrêtés pour protéger les sans-filistes. Nous avons vu que la Jurisrudence s'était prononcée en leur faveur, mais les premiers textes qui leur reconnurent un véritable droit furent des arrêtés municipaux.

Nous allons voir quelles sont les raisons qui ont incité les Maire à agir, et ensuite nous examinerons les thèses des auteurs qui contestent ou au contraire admettent la légalité de ces arrêtés.

A) *Contenu des arrêtés.*

M. Lecocq dit que le 1^{er} juillet 1933, près de 200 maires de France avaient pris des arrêtés. Tous ces arrêtés sont à peu près semblables, puisqu'ils ont le même but. Pour avoir un aperçu de ces arrêtés, il nous semble utile de citer l'arrêté du Maire de Lyon du 22 octobre 1931 (1) :

Le Maire de la Ville de Lyon,
Vu la Loi du 1^{er} avril 1884,
Vu le Décret du 28 décembre 1926,
Vu les articles 471 (515) et 479 (paragraphe 8) du Code Pénal,

(1) R. J. I. R. 1931, p. 400.

Considérant les progrès et la vulgarisation actuelle de la Radiophonie,

Considérant qu'il est nécessaire de protéger les usagers de la Radiophonie contre les parasites industriels ou autres qui troublent les auditions.

Considérant qu'au point de vue technique, il paraît possible en général, d'éliminer les parasites au moyen de filtres ou condensateurs simples et peu coûteux, placés judicieusement sur les appareils perturbateurs.

Arrête

Article 1^{er}. — Sur le territoire de la Ville de Lyon, les appareils électriques industriels commerciaux ou domestiques, les moteurs, les ustensiles de ménage, les enseignes lumineuses intermittentes, minuteriers, appareils électro-médicaux, groupes électrogènes, ascenseurs, les bruits d'appareils de charge et de cinémas, etc..., installés ou à installer, doivent être pourvus de dispositifs spéciaux appropriés, supprimant toute radiation d'oscillations électriques, soit par radiation directe, soit par propagation le long des fils conducteurs.

Ces dispositifs protecteurs pourront être constitués par blindages, condensateurs et dérivation à la terre par selfs et capacités des parties sujettes à production d'étincelles tels que les balais sur les collecteurs, les interrupteurs automatiques, etc...

Les détenteurs d'aspirateurs électriques, difficiles à dériver à la terre, en raison de leur mobilité, ne devront faire fonctionner ces appareils que le matin, avant midi.

Article 2. — *Un délai de six mois à dater de l'approbation du présent arrêté, est imputé aux intéressés pour apporter à leurs installations électriques toutes modifications utiles ; pour raison de force majeure justifiée, ce délai pourra être porté à un an ou soumis à une expertise technique.*

Article 3. — *Les réceptions d'émissions radiophoniques ne doivent pas troubler la tranquillité des habitants par l'intensité ou la puissance excessive des appareils diffuseurs ou haut-parleurs employés.*

Les auditeurs de T. S. F. doivent restreindre à leur seul foyer l'écoute des auditions qu'ils captent, sans quoi ils seront l'objet des contraventions prévues par l'article 479 (paragraphe 8) du Code Pénal.

Article 4. — *Les infractions au présent arrêté contre les parasites qui troublent les auditions radiophoniques seront constatées par procès-verbal et poursuivies devant le Tribunal pour application des peines prévues à l'article 471 (paragraphe 15) du Code pénal.*

Nous voyons dans cet arrêté que le Maire donne d'abord les raisons qui l'ont poussé à prendre l'arrêté.

L'arrêté du Maire de Charleville, du 7 août 1931 (1) énumère encore un nombre plus grand de considérants.

Dans ces arrêtés, il y a trois points principaux :

1° Les parasites en principe sont interdits.

2° Les appareils perturbateurs doivent être munis de dispositifs spéciaux.

3° Les appareils qui ne peuvent être empêchés de nuire par ces moyens voient leur temps d'emploi régularisé.

(1) Voir la thèse de M. Berthier.

De plus, dans presque tous ces arrêtés, les Maires ont pris des mesures pour que les auditions radiophoniques ne gênent pas les voisins. Nous verrons plus loin ce dernier point.

Quand le perturbateur a contrevenu à ces arrêtés, l'auditeur va devant le Tribunal de Simple Police ; le perturbateur sera poursuivi d'office par le Ministère public sur la plainte de la partie troublée. Par voie de citation directe, le contrevenant peut être cité par la partie lésée ; celle-ci pourra obtenir des dommages-intérêts proportionnels au préjudice subi.

Souvent les arrêtés ne furent pas pris en considération par l'autorité judiciaire. Cependant, le Juge de Paix de Dieppe, le 26 juin 1933, a apprécié la légalité de l'arrêté du Maire de Dieppe, puisque d'après l'article 471 du Code Pénal : « ne sont déclarés punissables que ceux qui ont contrevenu aux règlements légalement faits ».

L'arrêté du Maire de Canteleu-Bapaume a été désavoué par le Préfet de la Seine-Inférieure, le 17 juin 1931, en suite d'un avis du ministre de l'Intérieur. Une circulaire du ministre des Travaux publics demanda aux Préfets de suspendre les arrêtés contre les parasites. Il ne semble pas que les Préfets aient le pouvoir d'agir ainsi, car leur intervention ne doit avoir lieu que quand le Maire a refusé de prendre les mesures nécessaires.

Devant l'inertie des Préfets, des recours pour excès de pouvoir furent alors intentés devant le Conseil d'Etat. Celui-ci a annulé certains arrêtés, à tort, selon nous ; le décret contre les parasites de 1933 vient enlever l'intérêt de la question.

B. Légalité des arrêtés municipaux.

Avant d'apprécier la légalité des arrêtés municipaux, il faut étudier la thèse des auteurs qui se prononcent pour leur illégalité.

Deux auteurs ont pris nettement position contre les arrêtés des Maires, ce sont M^e Auger et M^e Appleton.

M Auger prévoyant un argument de ses adversaires admet que l'énumération de l'article 87 de la Loi du 5 avril 1844 n'est pas limitative. Mais il ne voit pas comment l'émission de parasites trouble la tranquillité publique ; elle ne trouble que des intérêts privés. Or, le Conseil d'Etat a décidé dans l'arrêt Lebourg du 3 mars 1905 (1) que le Maire ne peut réglementer l'intérieur des habitations, ainsi que dans l'arrêt Zoegger du 27 juin 1924 (2).

Le Maire ne peut faire un règlement de manière à restreindre les droits des citoyens, surtout la liberté individuelle et par là la liberté du commerce et de l'industrie. Les arrêtés portent bien atteinte à ces droits et sont donc illégaux, car les atteintes ne seraient légitimes que si elles étaient faites dans un but d'intérêt général, et non privé.

D'après M. Auger, le chef de l'Etat peut établir un périmètre autour d'un poste officiel (Parquet, Préfecture...), en précisant aux habitants de se munir d'appareils antiparasites. Les habitants de cette zone seraient protégés, mais ils ne décident rien pour ceux qui n'ont pas la chance d'en faire partie.

(1) Lebon, 1905 p. 219.

(2) D.H. 1924, p. 385.

M. Appleton invoque un autre argument qui est celui-ci : La Loi de Finances de 1923 décide l'application du Décret de 1851 à la Radiodiffusion. L'administration a donc le droit de prendre des mesures contre les troubles parasitaires et ces mesures ne peuvent être prises par les Maires. Il en tire la conclusion que les arrêtés sont illégaux.

En général, les partisans de l'illégalité des arrêtés municipaux invoquent le fait que les règlements de police ne peuvent s'occuper d'appareils employés par des particuliers dans les lieux privés et qui ne troublent ni la tranquillité publique, ni la circulation, l'hygiène ou la salubrité.

Ils citent des arrêts du Conseil d'Etat où le Maire n'a pu régler à l'intérieur des habitations l'entretien des ascenseurs desservant les maisons (arrêt Zoegger, déjà cité).

Examinons maintenant la thèse des partisans de la légalité des arrêtés. L'énumération de la Loi de 1884 n'est pas limitative. le mot « notamment » l'indique bien et le Maire a alors la possibilité de réglementer les appareils qui émettent des parasites.

Cependant, on peut dire que la tranquillité publique n'est pas troublée. M. Berthier a eu une ingénieuse réponse à cette objection. Pour lui les parasites se répandent dans l'éther qui est un lieu public. Si dans les troubles de voisinage on les caractérise par « l'immissio » sur le fonds voisin, dans la Radiodiffusion l'immissio atteindra l'intérêt général quand il portera sur l'ensemble de la communauté. Cette communauté peut alors se faire protéger par le Maire. Si seuls les auditeurs sont gênés par les parasites, pour tous les citoyens ils existent en puissance. L'intérêt général est donc en jeu.

Qu'il nous suffise de dire qu'à notre avis la tranquillité générale est troublée, car le nombre des auditeurs augmente sans cesse. Pour ceux qui voient un intérêt général à sa protection, l'ordre public est certainement troublé par le perturbateur.

Les partisans de la théorie adverse citent deux arrêts, l'arrêt Lebourg et l'arrêt Zoegger, qui semblent appuyer leur thèse. Nous croyons qu'ils interprètent mal le sens de ces arrêts.

En effet, dans le premier arrêt, le Maire de Rouen ne pouvait, même en admettant que son pouvoir de police lui permette une réglementation quelconque, mettre impunément en échec une Loi qui a spécialement supprimé toute réglementation en la matière.

Il n'y a là aucune analogie avec le pouvoir des Maires en matière de Radiodiffusion.

Le second arrêt ne nous semble pas probant non plus. Il ressort, au contraire, de cet arrêt que le Préfet ne peut réglementer le fonctionnement et l'entretien des ascenseurs, mais peut prévoir des règles d'établissement. Le Maire en prévoyant l'obligation d'appareils antiparasites, ne paraît pas faire autre chose que de réglementer l'établissement des ascenseurs.

D'autre part, nous pouvons nous appuyer sur un arrêt de la Cour de Cassation du 18 février 1876 (1) qui décide que l'autorité municipale n'a pas le droit de réglementer le mode de construction et de clôture des ateliers non classés parmi les établissements dangereux, incommodes ou insalubres, mais elle peut prescrire des mesures propres à empêcher que l'exercice de ces pro-

(1) D.P. 1877-1-46.

fessions ne trouble la sécurité et la tranquillité des habitants. Il s'agit bien dans cet arrêt de la tranquillité des habitants et non de la tranquillité des lieux publics. Le Maire peut donc empêcher, en prenant un arrêté en la matière, que l'exercice des professions employant des moteurs électriques ne troublent les habitants et en particulier les auditeurs dans leurs émissions radiophoniques.

Sans doute, le Conseil d'Etat a jugé que les pouvoirs du Maire sur l'intérieur des maisons étaient limités aux mesures nécessaires pour prévenir les accidents. On admet donc que les Maires peuvent agir dans des circonstances exceptionnelles ; le nombre d'auditeurs augmentant sans cesse et les perturbations étant importantes, les mesures exceptionnelles peuvent s'appliquer à la Radiodiffusion.

M. Mestre s'appuie sur la reconnaissance de service public de la Radiodiffusion par la Loi de Finances de mai 1933. Il admet alors que les arrêtés ont été pris dans l'intention d'assurer le fonctionnement d'un service public.

Il est un point où les Maires ont un pouvoir certain de réglementation, malgré les nouvelles dispositions législatives et la Jurisprudence du Conseil d'Etat.

Il s'agit de la réglementation des affiches lumineuses (au néon ou autres) qui produisent des parasites. En effet, une Jurisprudence (Cassation. Criminelle du 20 septembre 1889) affirme que le Maire a le droit de réglementer l'emplacement et l'emploi des enseignes lumineuses; d'autre part, une ordonnance de police du 12 mars 1887 a affirmé également que les Maires pouvaient interdire ou réglementer les affiches lumineuses.

Le Conseil d'Etat a annulé un certain nombre d'arrê-

tés municipaux pour excès de pouvoir. Une Loi étant intervenue, le décret de 1933, il a pris n'importe quel motif pour annuler ces arrêtés.

Le 9 janvier 1935, il a annulé l'arrêté du Maire de Lyon et quelques autres. Nous lisons dans l'arrêt :

« Considérant que la production des courants parasites constitue pour ces détenteurs d'appareils radio-phoniques seulement une gêne qui, ainsi que le législateur l'a d'ailleurs reconnu, en légiférant depuis l'introduction des pouvoirs sur la matière, ne permettait pas au Maire d'intervenir comme chargé de veiller au maintien de la tranquillité publique, qu'il suit de là que les dispositions critiquées des arrêtés sont entachées d'excès de pouvoir ».

Nous ne reviendrons pas sur le fait que les ondes parasitaires causent un trouble important et non une simple gêne aux auditeurs. De plus, le Conseil d'Etat a oublié que les législateurs ne réglementant pas certaine question, le pouvoir administratif et par la suite le Maire pouvait prendre les mesures nécessaires. Quand le législateur est intervenu c'est qu'il en a senti la nécessité, mais il n'a pas voulu dire par là que le Maire était incompétent ; les arrêtés quand ils ont été pris étaient légaux.

Nous avons longuement montré que les Maires avaient le pouvoir d'agir en l'absence de dispositions législatives spéciales. Dans presque tous les pays, les pouvoirs locaux sont intervenus en matière de parasites. Aussi en est-il ainsi aux Etats-Unis, au Canada, en Belgique, en Allemagne et en Tchécoslovaquie.

3° Le Décret du 1^{er} Décembre 1933

A) Nécessité d'une mesure législative.

Nous venons de voir qu'avant le décret sur les parasites, les Maires avaient voulu trouver dans la loi de 1884, la base de leur pouvoir en matière de perturbations radioélectriques. M. Appleton admettait la légalité de ces arrêtés en s'appuyant sur l'article 85 de la Loi de Finances du 30 juin 1923 où il est dit que les « dispositions du décret-loi du 27 décembre 1851, relatif au monopole et à la police des lignes télégraphiques sont applicables à l'émission et à la réception des signaux radioélectriques de toute nature ».

Evidemment, le décret-loi de 1851 ne peut s'appliquer aux perturbations, mais peut viser celui qui intercepterait les émissions au moyen de nappes métalliques. L'article 2 de ce décret-loi réprime les perturbations involontaires et l'article 3 les perturbations volontaires. M. Appleton a bien vu que l'Administration peut prendre immédiatement des mesures provisoires pour faire cesser le trouble, le Décret-loi de 1851 lui en donne les pouvoirs et il conclut : « J'estime que lorsque les parasites gênants se seront révélés, l'Administration aura le droit de prescrire aux auteurs volontaires ou involontaires les précautions à exercer pour les éviter et au cas où ils ne s'y conformeraient pas, de les poursuivre conformément aux dispositions précitées. Elle pourra également prendre d'office, en cas d'urgence et de troubles graves les précautions nécessaires aux frais des contrevenants ».

Nous ne croyons pas que M. Appleton ait raison, il admet que les dispositions du décret-loi de 1851 ne peuvent s'appliquer à toutes les perturbations. Les auditeurs ne pouvaient guère s'en servir. D'autre part, les sanctions sont élevées et on pouvait craindre que les juridictions répressives n'acceptent pas de les appliquer à des contraventions peu graves ou involontaires.

On ne peut nier qu'une intervention législative était nécessaire. Ce ne sont pas les auditeurs qui, les premiers, s'inquiétèrent des troubles parasitaires, mais les constructeurs d'appareils de réception. Ils se rendirent compte que ces troubles pouvaient inciter les particuliers à ne pas acheter de postes et leurs affaires en subiraient le contre-coup. Le 7 avril 1924, la question des parasites fut mise à l'ordre du jour du Syndicat Professionnel des Industries Radioélectriques de France. Au décret de 1928, M. Jean Le Duc, vice-président du Syndicat présenta un travail d'ensemble sur la question.

Le 17 octobre 1931 s'ouvrit le 1^{er} Congrès de Défense contre les Parasites, organisé par le Comité Central des Grandes Sociétés de T. S. F. et par la Confédération Nationale des Radio-Clubs. Les principaux intéressés y étaient représentés : les ministères des P. T. T. et des Travaux publics, la Compagnie Parisienne de Distribution d'électricité, le Syndicat Professionnel des Industries Radioélectriques.

Le Congrès adopta à l'unanimité un certain nombre de vœux. A la suite de ce Congrès, il y eut un Comité permanent d'action technique et juridique contre les parasites.

Le deuxième Congrès qui eut lieu du 25 au 27 novembre 1932 vota la création d'une réglementation légale. Ce Congrès remporta un gros succès puisque la Loi de

Finances du 31 mai 1933 fut votée, prévoyant un décret sur les parasites qui fut pris le 1^{er} décembre 1933.

De son côté, l'Administration ne resta pas inactive. Dès 1931, MM. Aubaud et Schmidt déposaient un projet de Loi sur les parasites qui ne fut ni voté, ni même discuté devant les Chambres. Deux autres projets de lois furent déposés en 1932 par M. Salengro et un le 6 décembre 1932 par M. Scalfer. Ils ne furent pas non plus discutés. Une Commission avait été instituée le 8 août 1926 par le Ministre des Travaux publics pour étudier « les influences susceptibles d'être exercées par les lignes électriques sur les émissions et réceptions de T. S. F. ». En 1931, on étendit sa compétence à l'étude des perturbations de toute nature, comprenant ainsi les troubles parasitaires. Cette Commission comprenait des représentants de l'Administration, des Etablissements Scientifiques, des Industries Radioélectriques et des Perturbateurs. Ce fut elle qui prépara les bases d'une législation sur les parasites. Elle termina ses travaux peu avant le vote de la Loi de Finances de 1933, qui annonçait dans son article 114 que : « dans un délai de 6 mois à compter de la promulgation de la présente loi, un décret en forme de règlement d'administration publique interviendra après avis du Ministre des Travaux Publics, sous contre-seing du Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, qui sera chargé de son application, pour fixer les obligations auxquelles seront tenus les constructeurs, exploitants, revendeurs et détenteurs d'installation ou d'appareils électriques pour éviter que le fonctionnement desdits appareils ne soit susceptible de troubler les réceptions radioélectriques.

Les contraventions au dit décret entraîneront l'application d'une amende de 10 francs à 50 francs en principal. »

Le Ministre des P. T. T. se servit de ces travaux pour préparer un projet qui fut transmis au Comité de l'Electricité pour avis ; celui-ci élaborâ un contre-projet. Le Conseil d'Etat se rallia au projet du Ministre des P. T. T. Le décret en forme de règlement d'Administration publique fut pris le 1^{er} décembre 1933 (1).

B) Stipulations du décret.

M. Mistler, alors Ministre des P. T. T., dans le rapport du Président de la République qui précède le décret, montre bien la nécessité de celui-ci. Il considère l'intervention législative protégeant les sans-filistes comme une contre-partie aux dispositions de la Loi de Finances du 31 mai 1933 qui impose une redevance aux usagers de la T. S. F.

Le décret du 1^{er} décembre 1933 ne sembla pas encore suffisant, nous verrons, en effet, qu'il contenait des lacunes. Le Ministre des P. T. T. prit alors trois arrêtés, un le 30 mars 1934 (2) et deux le 31 mars 1934 (3). Enfin, le 20 avril 1934 (4) un dernier arrêté fut pris.

Nous allons examiner les points importants du décret et des arrêtés qui l'ont suivi.

1° — Création de la Commission.

L'article 9 du décret dispose :

(1) *Journal Officiel*, 4 et 5 décembre 1933.

(2) et (3) *Journal Officiel*, 1^{er} avril 1934.

(4) *Journal Officiel*, 21 avril 1934.

« Il est créé auprès du Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, une commission chargée de formuler des avis sur l'efficacité des dispositifs établis, sur les mesures à imposer aux constructeurs exploitants, revendeurs ou détenteurs d'installations ou appareils électriques, ainsi que sur toutes les questions dont elle pourra être saisie par le Ministre, en vue de l'application de l'article 114 de la Loi du 31 mai 1933 et du présent décret.

Cette Commission comprend 17 membres nommés par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, savoir :

Trois représentants du Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones ; trois représentants du Ministre des Travaux Publics, désignés par lui ; un représentant du Laboratoire National de Radioélectricité, désigné sur présentation du Conseil d'Administration de cet Etablissement. Quatre représentants des Constructeurs de Matériel et d'Installations électriques, des producteurs et distributeurs d'Energie électrique et autres industries susceptibles d'engendrer des troubles parasites, des usagers de l'Electricité désignés sur présentation au Ministre des Travaux Publics. Deux représentants des Industries de la Radioélectricité. Quatre représentants des Associations visées aux articles 1 et 2 du décret du 10 août 1933.

Les membres de la Commission sont nommés pour trois ans ; leurs pouvoirs peuvent être renouvelés.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones désigne le Président parmi les représentants de son Administration. Il fixe par un arrêté les conditions de fonctionnement de la Commission.

Un arrêté Ministériel de même date que le décret précisa les détails de sa composition. D'après cet arrêté, elle comprend, en outre, trois rapporteurs qui sont auditeurs au Conseil d'Etat et qui n'avaient pas été prévus par l'article 9. La Commission s'est adjoint avec voix consultative un représentant du Comité d'action juridique et technique contre les parasites.

Nous avons vu que le décret stipule la consultation nécessaire de cette Commission et que l'Administration ne peut donc prendre seule l'initiative de déterminer les dispositifs obligatoires antiparasites.

2° Gravité du trouble.

Il est dit dans l'article 1^{er} du Décret :

« Seront soumis, à dater du 1^{er} avril 1931 aux prescriptions du présent décret, les constructeurs, exploitants, revendeurs et détenteurs d'installations ou d'appareils électriques, pour éviter que le fonctionnement desdits installations ou appareils soit susceptible de troubler les réceptions radioélectriques dans les conditions excédant le degré de gravité déterminé par arrêté du Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, après avis de la Commission instituée par l'article 9 ».

Un arrêté du Ministre des P. T. T. fut pris le 30 mars 1934, prévoyant l'intensité du trouble. Chaque année, le Ministre revise le niveau ainsi délimité ; *article 1^{er} de l'arrêté.*

« Sont considérées pour l'application des dispositions de la Loi du 31 mai 1933 et du Décret du 1^{er} décembre 1933, comme dépassant le degré de gravité admissible, les perturbations susceptibles de troubler la réception

des émissions dont le champ est un lieu considéré au moins égal à 1 millivolt par mètre ».

Article 2. — « La réception est considérée comme troublée :

1° Si le niveau des perturbations n'est pas inférieur de 3 nepers à celui d'un signal produit par un champ de 1 millivolt par mètre, modulé au taux de 30 %, à la fréquence de 800 périodes par seconde et si la durée continue de ces perturbations est supérieure à 3 secondes.

2° Si leur niveau étant plus élevé que la valeur limitée indiquée ci-dessus, les perturbations ont une durée continue inférieure à 3 secondes, mais se reproduisent à intervalles inférieurs à 10 minutes ».

Il semble donc que l'intensité au trouble soit facilement définissable et la tâche ne semble par ardue pour les agents de l'Administration qui constateront le trouble.

3° *Obligations des constructeurs ou revendeurs.*

L'article 2 du décret dispose :

« Sous réserve des dispositions de l'article 4 ci-après, les constructeurs et revendeurs d'installations ou d'appareils électriques sont tenus de pourvoir lesdites installations ou lesdits appareils de dispositifs permettant de protéger la réception des émissions de radiodiffusion contre les troubles parasites qu'ils provoquent ».

Cet article a paru un peu imprécis, aussi l'arrêté du 31 mars 1934 donne une liste très détaillée des appa-

reils qui doivent être munis de dispositifs antiparasites. Ce sont les appareils utilisés par les particuliers, restaurants et le commerce d'alimentation, le matériel artisanal; le matériel utilisé dans les garages, publicité, les moteurs d'ascenseurs, les machines de bureau, les appareils musicaux, les appareils cinématographiques et photographiques, les machines agricoles, les appareils médicaux, certains appareils électriques industriels et des appareils utilisés pour les réceptions radioélectriques.

L'arrêté donne ensuite les obligations auxquelles doivent se soumettre les constructeurs ou revendeurs de ces appareils.

Article 3. — « Les constructeurs et revendeurs des appareils visés à l'article 1^{er} seront tenus, à dater du 1^{er} octobre 1934, de pourvoir les appareils destinés à la vente d'une plaque métallique ou d'une marque apparente portant, suivant le cas, les lettres A. P. (appareils pourvus d'un dispositif de protection) ou N. A. P. (appareils dépourvus d'un dispositif de protection) et d'attirer l'attention des acquéreurs par la remise d'une fiche explicative, sur les dispositions des articles 5 et 6 du Décret du 1^{er} décembre 1933, qui précisent les cas dans lesquels l'usage d'un appareil dépourvu de dispositif antiparasite demeure licite.

A titre transitoire et pendant trois mois à dater du 1^{er} juillet 1934, les indications susvisées pourront figurer sur une étiquette attachée à l'appareil. Elles seront confirmées par la délivrance d'une fiche explicative et s'il y a lieu par une mention sur la facture ou le reçu délivré à l'acquéreur ».

4° Obligations des installateurs.

L'article 4 de l'arrêté du 31 mars dispose :

« A dater du 1^{er} juillet 1934 et sauf dans les cas où les dispositions des articles 5 et 6 du Décret du 1^{er} décembre 1933 seraient applicables, les installateurs seront tenus pour les installations livrées par eux soit d'utiliser des appareils pourvus, au moment de leur construction, de dispositifs de protection, soit de compléter les appareils qui en seraient dépourvus par l'adjonction de dispositifs de protection efficaces ».

On a voulu voir le fait que cet article 4 est entaché d'excès de pouvoir, car l'article 114 de la Loi de Finances donne au Ministre des P. T. T. le pouvoir de fixer les obligations des constructeurs exploitants, etc..., et non des installateurs. Nous croyons que c'est aller un peu loin.

5° Obligations des exploitants ou détenteurs.

C'est l'article 3 du décret qui nous renseigne : « sous réserve des dispositions des articles 4 et 5, les exploitants ou détenteurs d'installations ou d'appareils électriques doivent veiller à ce que les installations ou appareils soient constamment munis d'un dispositif de protection en bon état d'entretien ».

Quand les détenteurs ont des appareils qui rentrent dans la liste donnée par l'arrêté du 31 mars, ils doivent entretenir les dispositifs antiparasites en bon état. Les dispositions des articles 4 et 5 dont il est question dans l'article 3 sont celles relatives aux dispenses que nous allons étudier maintenant.

6° *Dispenses.*

Le Décret du 1^{er} décembre prévoit de nombreuses dispenses pour un certain nombre d'appareils.

Article 4. — « Le Ministre des P. T. T. peut dispenser de l'adjonction des dispositifs de protection, par voie de dispositions générales.

1° les installations ou appareils électriques qui créent aux points d'utilisation des appareils radioélectriques des effets perturbateurs inférieurs à ceux qui sont déterminés périodiquement par le Ministre des P. T. T. après avis de la Commission instituée à l'article 9.

2° Les installations ou appareils pour lesquels l'adjonction d'un dispositif de protection entraînerait des obligations hors de proportion avec l'importance de l'installation ou de l'appareil.

Le Ministre des P. T. T. constate, en outre, par des arrêtés pris dans les mêmes conditions, les types d'installations ou d'appareils pour lesquels, en l'état actuel de la technique, il n'existe pas de dispositif de protection efficace et qui sont par suite provisoirement dispensés de l'adjonction de ce dispositif.

Article 5. — Le Ministre des P. T. T., après avis de la Commission prévue à l'article 9 du présent Décret, peut dispenser de l'adjonction des dispositifs de protection, soit par voie de dispositions générales, soit par mesures spéciales, les installations ou appareils électriques dont les exploitants ou détenteurs s'engagent à n'en user que dans les conditions d'heure, de durée ou de lieu qui seront reconnues, dans les formes prévues à l'article 6, ne pouvoir troubler la réception des émissions radiophoniques.

L'observation de ces conditions est de rigueur ».

D'autre part, l'article 5 de l'arrêté du 31 mars a fixé le temps d'emploi de ces appareils.

Article 5. — « Sont dispensés de l'adjonction d'un dispositif de protection les appareils ci-après visés à l'article 1^{er}, à condition que leurs propriétaires n'en usent qu'entre 8 h. 30 et 11 h. 30 du matin.

Aspirateurs, cireuses, sèche-cheveux, vibro-masseurs, moulins à café, et tous appareils assimilables en raison de leurs conditions normales d'utilisation ».

Nous voyons donc que bien des appareils peuvent être dispensés du dispositif antiparasite par voie de dispositions générales ou spéciales. Nous allons voir que le Décret prévoit encore des dispenses particulières pour les services publics.

Article 8. — Indépendamment des dispenses générales ou spéciales ci-dessus prévues, les services publics, exploités en régie, concédés ou affermés, peuvent bénéficier de dispenses particulières justifiées par l'intérêt général qui s'attache à leur fonctionnement ; les dispenses spéciales ou particulières accordées en vertu de l'article 5 du présent Décret font l'objet d'arrêtés concertés entre le Ministre des P. T. T. et le Ministre dont relève le service intéressé après avis de la commission instituée par l'article 9, les arrêtés réglementent éventuellement les conditions d'emploi des installations ou appareils électriques.

Les agents chargés de la gestion des services publics sont tenus de se conformer aux injonctions qui leur sont adressées par les agents préposés au contrôle de ces services soit d'office, soit sur réquisition de l'Administration des postes, télégraphes et téléphones, après avis de la Commission visée à l'article 9. Lesdits agents

de contrôle sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit immédiatement déféré à la réquisition.

En cas de contestation par les agents du contrôle ou si les agents chargés de la gestion du service ne défèrent pas à la réquisition dans le délai d'un mois, il est statué, après avis de la Commission instituée par l'article 9, par arrêté concerté entre le Ministre des P. T. T. et le Ministre dont relève le service public intéressé. »

Dans le dernier alinéa de l'article 8 énoncé ci-dessus, il est prévu que le Ministre des P. T. T. peut, par arrêtés concertés avec le Ministre des Travaux Publics, et après avis de la Commission étendre l'application de ces dispositions à des entreprises de production ou de distribution publique d'énergie électrique, exploitées en vertu d'une simple autorisation.

C. — *Procédure.*

Nous allons examiner maintenant comment un sans-filiste peut agir contre celui qui contrevient au Décret. Les renseignements sont fournis par la circulaire N° 3.269 S. C. et E. Tg. en date du 29 septembre 1934, abrogeant les dispositions de la circulaire N° 3.264 S. L. et E. Tg. du 8 septembre 1934.

Avant de voir ces règles de compétence, il nous faut faire quelques remarques préliminaires.

1° *Nécessité d'un plaignant.*

L'Administration ne peut agir seule contre les perturbateurs. Il faut qu'il y ait une plainte venant d'un

auditeur. En effet, pourquoi imposer à un industriel des mesures de protection souvent coûteuses si personne n'est troublé.

Nous avons vu dans l'arrêté du 30 mars 1934 quelles sont les perturbations jugées répréhensibles, d'après la gravité du trouble qu'elles produisent.

L'existence de la marque de qualité apposée sur les dispositifs antiparasites sera la preuve de la bonne foi de l'usager, mais elle ne préjuge nullement de l'efficacité technique du dispositif.

2° Pouvoirs des agents chargés de dresser les contraventions.

L'article 7 du décret du 1^{er} décembre 1933 prévoit que : « Les infractions aux dispositions du présent décret sont constatées par les Agents assermentés de l'Administration des postes, télégraphes et téléphones, désignés à cet effet par le Ministre ».

Les agents assermentés de l'Administration devront constater ces contraventions suivant la technique opératoire fixée par l'arrêté du 20 avril 1934.

Pour constater les contraventions, les agents devront faire des investigations chez le plaignant et chez le perturbateur. Les investigations chez le plaignant sont nécessaires pour que les agents se rendent compte des troubles.

D'après l'arrêté du 20 avril 1934, il semble que l'enquête chez le plaignant suffise. En réalité, il n'en est rien, il faut que l'agent se rende chez le perturbateur présumé. Le texte du décret ne semble pas non plus donner le pouvoir à l'agent de pénétrer chez le perturbateur et cela est pourtant indispensable. L'inviolabilité

du domicile est garantie par les peines édictées par l'articles 184 du Code Pénal et le législateur ne peut déroger à ce texte qu'expressément, aussi plusieurs auteurs ont prétendu que l'agent de l'Administration n'a pas le pouvoir de pénétrer chez le perturbateur.

Si l'agent n'a pas ce pouvoir, en réalité, le perturbateur laisse presque toujours se faire la perquisition et s'il refuse, on présume de sa culpabilité.

Un seul cas est prévu par une loi où l'agent assermenté peut pénétrer chez le perturbateur. L'article 85 de la Loi de Finances du 30 juin 1923 dit que toutes les mesures du Décret de 1851 sont applicables à l'émission et à la réception des signaux électriques de toute nature.

L'article 31 du Décret-Loi du 28 décembre 1926 applique aux infractions (les postes récepteurs ne doivent être la cause d'aucune gêne pour les postes voisins), les pénalités du décret-loi de 1851. Or, ce dernier spécifie que :

« Toute attaque, toute résistance avec violence et voie de fait envers les inspecteurs et les agents de surveillance des lignes télégraphiques électriques ou aériennes, dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées à la rébellion, suivant les distinctions établies au Code Pénal ».

Les agents des P. T. T. pourront donc, quand le trouble est produit par un appareil récepteur à réaction dans le circuit antenne terre, pénétrer chez le perturbateur.

C'est seulement dans le cas où une instance pénale est engagée que le Juge d'Instruction ou le Tribunal peuvent donner cette autorisation aux agents.

3° *Compétence.*

L'article 114 de la Loi de Finances du 31 mai 1933, prévoit une amende de 10 à 50 francs en principal contre les contrevenants du décret énoncé. On a prétendu que le Tribunal de simple police était compétent, puisque le minimum de l'amende est de 10 francs. On ne peut raisonner de cette manière et il est bien évident que c'est le Tribunal correctionnel qui est compétent, puisque le Tribunal de simple police ne l'est que pour les amendes de 15 francs maximum. L'amende pouvant aller jusqu'à 50 francs, seul le Tribunal Correctionnel peut connaître de l'infraction. En réalité, l'infraction au décret n'est pas une contravention, mais un délit et c'est à tort qu'on l'a ainsi dénommée. Les Tribunaux Correctionnels de Montpellier, Jonzac, Amiens, ont du reste prononcé des amendes.

4° *Formalités de la plainte.*

Avant d'adresser une plainte à l'Administration, il faut avertir le perturbateur du trouble qu'il apporte aux émissions radiophoniques. En effet, celui-ci ne sait pas toujours qu'il gêne un sans-filiste. Il sera donc indispensable d'envoyer une mise en demeure au perturbateur ; la forme de celle-ci peut être un simple avertissement verbal, une lettre ordinaire ou une lettre recommandée. En effet, la bonne foi joue un rôle important en matière de contravention et si le perturbateur argue de sa bonne foi, il peut ne pas être condamné. Après la mise en demeure, la mauvaise foi ne peut plus être mise en doute.

Si l'auditeur n'a pas averti le perturbateur et a adressé sa plainte à l'Administration directement, celle-ci adresse une circulaire au perturbateur l'invitant à se conformer aux prescriptions légales. M. Isoré ne croit pas que cette mise en demeure très imprécise soit suffisante.

Le plaignant peut adresser sa plainte à l'Administration ou bien recourir directement aux tribunaux répressifs.

a) *Plainte adressée à l'Administration.*

L'auditeur doit adresser sa plainte au receveur des Postes qui transmettra sa réclamation à la Direction Départementale. Il doit remplir un questionnaire ; il doit envoyer le reçu du paiement de la taxe et un employé viendra alors vérifier le trouble.

Il y a donc un premier constat préliminaire. L'employé doit vérifier si le trouble dépasse bien le niveau prévu par l'arrêté ministériel. Nous avons vu que la plupart du temps l'agent assermenté de l'Administration peut pénétrer chez le perturbateur et faire un second constat. Si les investigations ne sont pas possibles les agents sont souvent aidés par les préposés des compagnies d'électricité qui peuvent vérifier les installations des particuliers et leur servent ainsi d'auxiliaires.

Il y a une instruction préalable de la plainte en vue de la transmission au Parquet. Les détenteurs d'appareils perturbateurs seront avisés de l'enquête par lettre recommandée.

L'Administration en possession du procès-verbal peut prendre diverses attitudes :

a) Elle peut agir elle-même en citant le délinquant devant le Tribunal Correctionnel. Le plaignant peut être cité comme témoin ou se porter partie civile.

b) Elle peut adresser le dossier au Procureur de la République pour qu'il poursuive. Ce dossier devra comprendre l'original de la réclamation, les rapports rédigés par les agents chargés de l'enquête et un exemplaire de chacun des procès-verbaux de l'enquête.

c) Si l'enquête peut être poursuivie par suite du refus du propriétaire de l'appareil perturbateur présumé, le dossier est transmis au Procureur de la République, avec plainte concluant à l'ouverture d'une information officieuse contre X... pour infraction présumée à l'article 114 de la Loi du 31 mai 1933.

Mais l'Administration n'est jamais obligée d'agir. Quand elle juge qu'il n'y a sûrement pas contravention et que le délinquant n'existe pas, elle peut ne pas s'occuper de la réclamation.

Le sans-filiste n'a qu'à s'adresser aux Tribunaux répressifs, ce qu'il peut faire du reste sans s'adresser primitivement à l'Administration.

b) Plainte adressée aux Tribunaux répressifs.

Si l'auditeur s'adresse au Tribunal ou au Parquet, l'Administration pourra jouer le rôle d'expert.

Le plaignant doit adresser une lettre recommandée au perturbateur constituant mise en demeure de cesser le trouble et provoquer une expertise, par exemple, en référé ; l'expert doit procéder comme l'aurait fait l'Administration.

Quant l'auditeur adresse sa plainte au Doyen des Juges d'Instruction avec constitution de partie civile, un juge doit être désigné pour suivre l'affaire, car les poursuites sont obligatoires.

Pour les troubles produits par les appareils non visés par l'arrêté du 31 mars 1934, on avertit les proprié-
taires.

res et on les prie d'agir. Les plaintes sont conservées en instance.

Pour les troubles produits par des appareils utilisés par de grandes exploitations industrielles, commerciales ou agricoles, la procédure est celle que nous venons de voir.

Il n'y a jamais de plainte adressée au Procureur de la République pour les troubles produits par des appareils servant à l'exploitation de services publics ou d'établissements publics. La procédure est alors différente.

c) Possibilité de s'adresser aux tribunaux civils.

Le particulier peut toujours agir devant les tribunaux civils, même s'il a intenté l'action pénale.

Mais les Tribunaux Civils doivent attendre la décision des Tribunaux répressifs puisque « le criminel tient le Civil en état ». En effet, il y a une faute suivant l'article 1382 à ne pas s'être conformé aux prescriptions administratives. Les sans-filistes peuvent surtout s'adresser à la Juridiction Civile quand le trouble est produit par un appareil dispensé du dispositif antiparasite ; en effet, l'autorisation administrative décharge de la responsabilité pénale, mais ne dispense pas de la responsabilité civile. Selon le taux de l'indemnité demandée le Juge de Paix ou le Tribunal Civil seront compétents.

D) Difficulté d'application du Décret.

Le décret, suivi des arrêtés ministériels était un gros progrès, puisqu'avant son élaboration, les sans-filistes

n'étaient protégés par aucun texte législatif. Cependant, il a semblé à bien des auteurs très incomplet et sa mise en application en a été difficile.

La réglementation a été très vite faite, et les textes se ressentent de cette précipitation. Les auteurs ont fait de grandes critiques aux dispositions législatives.

M. Isoré aurait voulu que, comme en Espagne et au Danemark, on fit une distinction entre les installations antérieures ou postérieures à la législation. Un régime différent aurait dû être établi suivant qu'il y a intention de nuire ou non. Enfin, on n'a pas tenu compte du vœu de l'Union des Syndicats de l'Electricité qui avait proposé de subventionner sur le fonds de la Radiodiffusion ceux qui seraient appelés à employer des dispositifs antiparasites trop coûteux.

M. Isoré souligne ensuite des erreurs beaucoup plus graves. En particulier, il attire l'attention sur le fait que le taux de l'amende de 10 à 50 francs peut donner lieu à discussion, étant donné que les amendes sont de 1 à 15 francs ou supérieures à 15 francs.

Pour M. Isoré, il n'y a pas de doute que l'arrêté du 31 mars 1934 est entaché d'excès de pouvoir ; nous ne reviendrons pas sur ce point. Quant aux textes, ils sont souvent obscurs et l'interprétation qu'on en donne les contredit souvent.

M. Berthier avec M. Lestrade va beaucoup plus loin dans l'appréciation de la valeur du décret.

Le décret serait inapplicable et inopérant, les démarches qu'il faut faire toujours longues. En outre, l'article 7 du décret n'a pas donné le pouvoir aux agents assermentés de pénétrer chez le perturbateur ; il s'ensuit donc une difficulté énorme pour constater la cause

exacte du trouble. Voici ce que dit M. Lestrade à ce sujet :

« Quels seront les pouvoirs de ces agents assermentés ? L'article 7 ne le dit pas. Au moment où la liberté individuelle se voit concéder de nouvelles garanties, comment concevoir qu'un simple décret puisse accorder aux agents de l'Administration le droit de pénétrer même par la force à l'intérieur des habitations pour y constater les infractions.

« Les lois reconnaissant aux agents de l'autorité le droit de pénétrer même de force chez les particuliers sont rares et tout à fait exceptionnelles.

« Hormis ces exceptions, la règle de l'inviolabilité du domicile demeure absolue. Comment admettre dès lors qu'un simple décret puisse y apporter une dérogation? ».

M. Lestrade critique aussi les dispositions de l'article 8. « Enfin, dit-il, l'article 8 vient créer la plus importante et la plus dangereuse catégorie de dérogations ; aux termes de cet article, les services publics pourront bénéficier de dispenses particulières « justifiées par l'intérêt général qui s'attache à leur fonctionnement » ; remarquons bien qu'il n'est pas nécessaire dans ce cas que la dépense occasionnée par la modification soit exagérée : l'intérêt général suffit. Il est à prévoir que les compagnies de chemins de fer à traction électrique, les compagnies de tramways, ainsi que les compagnies concessionnaires de distribution d'énergie électrique se hâteront de se pourvoir de ces dispenses en se basant sur « l'intérêt général » qui s'attache à leur fonctionnement. Et vis-à-vis de ces compagnies, grandes productrices de perturbations, les auditeurs se trouveront exactement dans la situation où ils se trouvaient avant le décret ».

Nous sommes d'accord avec ces auteurs pour admettre qu'il y a des difficultés de mise en application du décret. Il nous semble que les dispenses sont trop nombreuses. Le décret n'a pu prévoir les cas où il y a trouble, par exemple, quand un appareil est dispensé sous la condition de n'en user que pendant certaines heures et que son propriétaire s'en sert à d'autres moments, il sera totalement impossible de prouver cette infraction.

Enfin, dans le cas où un particulier met en action une bobine de Rhumkorff dans l'intention de nuire, l'auditeur ne peut rien contre lui.

Nous ne croyons pas, comme M. Berthier, que ces dispositions soient inapplicables, nous dirons seulement que pour le moment, on peut s'en servir, mais qu'il serait souhaitable que le législateur intervienne à nouveau pour corriger certaines erreurs et faire ainsi œuvre utile et durable.

4^e Législation étrangère.

Il y a une distinction à faire entre les pays qui ont une législation sur les parasites et ceux qui n'en ont pas, mais qui ont suppléé à cette absence de lois par d'autres procédés. Parmi ces derniers, on doit étudier les Etats-Unis et l'Allemagne.

Aux Etats-Unis, étant donné le nombre considérable d'auditeurs, les centrales électriques américaines ont compris que le trouble venait presque toujours d'une défectuosité du réseau électrique ; aussi ont-elles créé un service de techniciens chargés de dépister les perturbateurs. Il y a des accords entre les producteurs d'appareils antiparasitaires et les revendeurs détail-

lants d'appareils de T. S. F. En outre, comme nous l'avons vu, il y a aux Etats-Unis des règlements de police qui protègent les auditeurs.

En Allemagne aussi, il n'y a pas de législation spéciale. La Jurisprudence se contente de trouver dans les articles du Code Civil Allemand les bases des jugements prononcés contre les perturbateurs. Les arrêtés municipaux sont intervenus pour compléter l'œuvre de la Jurisprudence, passée à l'état de droit coutumier. On peut noter un seul texte législatif qui s'occupe du trouble aux auditions radiophoniques : l'article 19 de la loi d'Empire sur les appareils de télésignalisation ; il édicte une peine d'emprisonnement ou une amende contre celui qui emploie un appareil électrique avec l'intention d'empêcher une audition.

De nombreux pays ont pris des dispositions législatives pour protéger les auditeurs. Le Danemark a promulgué une loi en date du 11 janvier 1931. En Espagne, un décret fut pris le 17 avril 1933, conformément à l'avis de la Commission nommée par décret du 14 mai 1932.

On peut remarquer que dans ce décret il est spécifié que lorsque le trouble est le résultat du fonctionnement défectueux ou du mauvais entretien de la machine ou de l'installation électrique, le propriétaire sera obligé de mettre ladite machine en état de fonctionnement parfait. Nous n'avons pas de disposition semblable dans notre législation et on ne peut que regretter pareille lacune. A l'article 6 du Décret espagnol on trouve la création d'un conseil permanent des interférences radioélectriques chargé de diverses missions. Nous avons enfin une disposition très importante : celle de l'article 10 qui dispose que les personnes en cause doivent lais-

ser aux experts libre accès auprès de leur installation. Nous avons déploré l'absence d'une disposition semblable dans la législation française.

En Belgique, de nombreux règlements municipaux et ordonnances furent pris. Mais ce ne fut que le 10 novembre 1932, que parut un arrêté royal, précédé d'un rapport du roi. Un Comité permanent au Ministère des P. T. T. fut créé pour instruire les plaintes, définir les mesures applicables et fixer les délais. Sur ces propositions, le Ministre prendra un arrêté obligatoire. Mais la Jurisprudence n'est pas restée inactive et elle a prononcé des jugements semblables à ceux des tribunaux français en s'appuyant sur les principes de trouble excédant les obligations de voisinage et d'abus du droit.

En Roumanie, il y a une loi du 8 octobre 1932 qui prend des dispositions semblables à celles que nous venons de voir. Mais on doit noter le fait que les amendes sont plus lourdes pour les récidivistes.

En Hongrie, il y a une loi du 1^{er} mai 1934 qui enjoint aux propriétaires d'installations industrielles dites à « courant fort » de les munir de dispositifs protecteurs. En Pologne, on a élaboré un projet de loi et une Commission des perturbations radioélectriques a été instituée, qui a des pouvoirs assez étendus.

D'autres pays n'ont pas encore une législation complète en matière de perturbations radioélectriques. Mais ils ont pris des mesures provisoires en attendant une loi, ce sont le Brésil, la Yougoslavie, la Norvège, l'Estonie, l'Autriche, l'Italie, le Luxembourg.

SECTION II

LES INTERFERENCES

Nous avons vu qu'on appelle interférence le trouble apporté à une émission par une autre émission sur une longueur d'onde trop voisine. Evidemment, les auditeurs ne peuvent rien contre un trouble de cette nature. Ce sont les Etats qui ont alors pris la défense des sans-filistes.

Un Etat réglemente les longueurs d'ondes de ses postes nationaux, mais il faut qu'il s'entende avec les autres pays pour éviter les interférences des stations étrangères.

Les Etats s'aperçurent assez tôt de la nécessité de signer des conventions internationales.

Avant de nous occuper des conventions internationales, nous allons voir que les Etats peuvent éviter certains brouillages en réglementant les émissions nationales.

En effet, ils prennent souvent des mesures pour changer l'emplacement d'un poste. le studio restant en ville. Une délibération en Conseil des Ministres doit trancher la question de déplacer un poste. Les troubles dans le voisinage de ce poste sont ainsi bien moins importants quand celui-ci est éloigné d'une agglomération d'habitants.

Les postes de radiotélégraphie causent souvent des interférences. Des agents sont nommés par les Administrations pour vérifier les longueurs d'ondes ; des direc-

tives sont données pour éviter les brouillages. Les appareils employés doivent s'inspirer des plus récents progrès de la technique.

La première convention internationale fut signée à Washington le 25 novembre 1927. La conférence radio-télégraphique de Washington avait pour but d'examiner trois séries de questions : communications entre points fixes, communications des stations mobiles et radiodiffusion. L'article 10 dispose que « toutes les stations doivent autant que possible être établies et exploitées de manière à ne pas troubler les communications des services radioélectriques des autres gouvernements contractants et des particuliers ou des entreprises privées autorisées par ces gouvernements contractants à effectuer un service public de radiodiffusion ».

Dans l'article 16, il est prévu que « le Bureau International de l'Union télégraphique est chargé de réunir, de coordonner et de publier des renseignements de toute nature relatifs aux services radioélectriques, d'instruire les demandes de modifications à la convention et aux règlements annexés, de faire promulguer les changements adoptés et, en général, de procéder à tous les travaux administratifs dont il serait saisi dans l'intérêt des services radioélectriques internationaux ».

Cette conférence a réglé les longueurs d'ondes attribuées à la Radiodiffusion. Ce sont les ondes de 1875 mètres à 1.050, de 550 à 200 mètres, et au-dessous de 50 mètres. Deux postes doivent utiliser des fréquences distantes de 9 à 12 kilocycles. Ces zones ont été divisées en bandes, chaque poste ne disposant que d'une bande et chaque Etat ne pouvant utiliser qu'un certain nombre de bandes, et par conséquent, de postes.

La convention fut signée par un grand nombre de

pays, mais dans l'article 19, il est stipulé que les Gouvernements qui n'ont point pris part à la présente convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

Les dispositions relatives aux longueurs d'ondes furent remaniées à la Conférence de Prague, qui se tint du 4 au 13 avril 1929. En effet, des difficultés s'étaient présentées au sujet des grandes ondes affectées à la Radiodiffusion. Certains pays entendaient les garder pour leurs services de la Marine de guerre, la navigation aérienne et les services connexes. La distribution des ondes s'avéra assez mauvaise, car il y eut des interférences entre stations. Aussi le gouvernement Tchécoslovaque décida de réunir les nations européennes à Prague. Il fut admis à cette conférence que les ondes de Radiodiffusion pourraient être prises en dehors des bandes attribuées à Washington par suite de conventions entre les pays intéressés.

Les conférences de Madrid et de Lucerne allaient changer encore les dispositions prises aux conférences antérieures.

La Commission chargée de rédiger les travaux de la Conférence composa un texte, appelée Convention Internationale des Télécommunications. Celle-ci comprenait trois règlements et un protocole additionnel à chacun d'eux. Chaque Etat signataire devait signer un des règlements et inversement pour signer les règlements, il fallait être signataire de la Convention. L'adhésion de gouvernements non signataires est prévue. Les difficultés résultant de l'application de la convention, si elles ne peuvent être réglées par la voie diplomatique, peuvent être soumises à un jugement arbitral. D'autre part, une procédure d'expertise ou d'expertise et conciliation, est prévue par l'article 7 au su-

jet des brouillages et au cas d'impossibilité d'accord l'arbitrage est organisé par l'article 15 de la Convention.

La réglementation de Washington ne visait que la largeur des bandes et l'écart entre la fréquence moyenne et la fréquence notifiée et laissait aux administrations intéressées le soin de fixer la tolérance admissible par le seul progrès de la technique. Il est prévu dans la nouvelle convention que les Administrations devront vérifier l'exactitude de la stabilité de la fréquence, le niveau des harmoniques, la largeur de la bande occupée.

La Conférence de Washington avait établi, un tableau de répartition des ondes qui s'est avéré insuffisant, par suite du développement de la Radiodiffusion, et on a resserré dans des bandes plus étroites des services tels que la correspondance télégraphique.

En ce qui concerne l'U.R.S.S., il y avait encore une difficulté, étant donné qu'elle n'avait pas fait partie de la Conférence de Washington et qu'elle avait organisé sa radiodiffusion sans égard aux longueurs d'ondes des autres pays, mais sur ce point, un compromis intervint.

En définitive, on a augmenté les bandes allouées à la Radiodiffusion par la Conférence de Washington. Une distinction fut établie entre les attributions faites à la région européenne et à l'ensemble des autres régions. Le point le plus important de la conférence fut une tentative pour limiter la puissance des stations de Radiodiffusion.

La Conférence de Lucerne, réunie du 15 mai au 19 juin 1933, avait pour but de répartir les bandes affectées à la Radiodiffusion uniquement dans la région eu-

ropéenne. Pour faire rentrer la Russie dans le cadre des accords de Madrid, la Conférence de Lucerne a décidé que deux ou plusieurs stations trop éloignées pourraient utiliser la même longueur d'onde, les auditeurs entendraient l'une ou l'autre station. Plusieurs pays ont refusé leur signature, dont l'Angleterre, la Roumanie, la Hongrie, le Luxembourg, la Hollande, la Grèce, la Pologne, la Finlande, la Bulgarie et la Suède.

Des accords bilatéraux sont intervenus pour régler les questions qui divisaient les pays intéressés.

Une Conférence se réunit à Mexico, du 9 juillet au 9 août 1933, pour régler les problèmes de la Radiodiffusion nord-américaine.

Cette conférence n'a pas abouti à cause des revendications exagérées du Mexique.

Une conférence se tient ces temps-ci au Caire pour attribuer à nouveau des longueurs d'ondes courtes.

DEUXIEME PARTIE

DROITS DES EXECUTANTS

Généralement, on entend par exécutants les artistes interprétant une œuvre quelconque, pièce ou morceau de musique.

Nous emploierons le mot exécutant dans un sens beaucoup moins étroit et dans le terme exécutant nous comprendrons ceux qui participent à la confection de l'œuvre diffusée, c'est-à-dire :

Les auteurs, les orateurs et conférenciers et les interprètes, les entrepreneurs de spectacles.

Nous examinerons la question d'un droit possible des informateurs et enfin la radiodiffusion des disques.

CHAPITRE I

LE DROIT D'AUTEUR

Le droit d'auteur naît du fait de la création artistique. L'œuvre comprend trois éléments distincts : les idées, la forme et l'objet matériel qui contient ces idées. L'objet matériel appartient à qui s'en est rendu maître. Il y a des œuvres qui ne sont pas matérialisées comme les discours, sermons, donc nous pouvons dire que l'objet matériel n'a qu'un intérêt secondaire. Les idées n'appartiennent pas à l'auteur et ne sont donc pas primordiales. L'œuvre artistique qui est constituée seulement par la forme a une valeur pécuniaire et une valeur morale. Ceci explique les deux aspects du droit d'auteur : droit patrimonial et droit moral.

Pour certains auteurs, il n'y a pas un droit d'auteur, mais des droits d'auteurs. Une liste détaillée de ces droits en est donnée dans le bill de M. Vestal répétant une proposition du 9 janvier 1928, tendant au remaniement de la loi américaine. D'après ce bill « l'auteur possède le droit exclusif de copier, imprimer, réimprimer, publier, produire, reproduire, exécuter, interpréter, exposer son œuvre, de la transmettre dans quelque forme et par quelque moyen que ce soit, de la transformer indépendamment de ses diverses formes dans une

autre forme, de la vendre ou d'en disposer autrement ». Ce droit comprend, en outre, celui de « communiquer l'œuvre au public par radiophonie, par téléphone ou télégraphe ou par autre méthode ou tout autre moyen de transmission de sons, de paroles, d'images ou de tableaux ».

L'Institut International de Coopération Intellectuelle dans sa brochure intitulée « La Protection du droit d'auteur » déclare « ce droit est un droit spécial à ranger dans les droits intellectuels, différent du droit de propriété, notamment en ce qu'il est limité dans le temps et parfois inaliénable ». L'Institut International de Coopération Intellectuelle distingue les droits pécuniaires des droits moraux. Les premiers comprendraient les droits d'édition (édition, reproduction par disques, films, etc...), les droits de représentation (représentation, exécution, projection), les droits de diffusion (T. S. F., télévision), un droit de suite consistant en un pourcentage sur le produit des ventes publiques. Les droits moraux seraient d'abord des droits négatifs qui consisteraient en un respect de l'intégralité de l'œuvre par les tiers et ensuite des droits positifs permettant à l'auteur de modifier ou supprimer son œuvre quand elle ne correspond plus à sa pensée.

Nous voyons bien d'après ces définitions que l'auteur a un droit en matière de radiodiffusion qui n'est pas contestable. Il s'agit de savoir si les lois de 1791 et 1793, complétées par les articles 425 et 428 du Code Pénal sont applicables à la Radiodiffusion.

Il nous faut citer le texte de ces lois. Les deux lois que nous venons d'énumérer organisent le droit de représentation et le droit d'édition. Voyons d'abord la première loi.

Article 3 de la Loi des 13-19 janvier 1791

« Les ouvrages des auteurs vivants ne pourront être représentés sur aucun théâtre public, dans toute l'étendue de la France, sans le consentement formel et par écrit des auteurs sous peine de confiscation du produit total des représentations au profit des auteurs ».

Le décret relatif au spectacle du 19 juillet, 6 août 1791, vint réglementer la liberté des conventions entre auteurs et entrepreneurs de spectacles.

« La convention entre les auteurs et les entrepreneurs de spectacles sera parfaitement libre et les officiers municipaux, ni aucun autre fonctionnaire public, ne pourront taxer lesdits ouvrages, ni modérer, ou augmenter le prix convenu et la rétribution des auteurs convenue entre eux ou leurs ayants-cause et les entrepreneurs de spectacles ne pourra être saisie ni arrêtée par les créanciers des entrepreneurs de spectacles ».

Le droit de représentation a été sanctionné par l'article 428 du Code Pénal : « Tout directeur de spectacles, toute association d'artistes qui aura fait représenter sur son théâtre des ouvrages dramatiques au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs sera puni d'une amende de 50 francs au moins, de 500 francs au plus et de la confiscation des recettes ».

La Jurisprudence a élargi la notion d'œuvres dramatiques, puisque les œuvres musicales sont assimilées aux œuvres dramatiques. Elle a fait de même pour le mot théâtre et il suffit d'après elle que le lieu soit public.

La deuxième loi sur le droit d'auteur, datée des 19 et 24 juillet 1793, réglemente le droit d'édition.

« Les auteurs d'écrits en tout genre, les compositeurs

de musique, les peintres et les dessinateurs qui feront graver des tableaux ou dessins jouiront durant leur vie entière du droit exclusif de vendre, faire vendre, distribuer leurs ouvrages dans le territoire de la République ou d'en céder la propriété en tout ou en partie ».

L'article 425 du Code Pénal punit le délit de contrefaçon : « Toute édition d'écrits, de compositions musicales, de dessins, de peintures ou de toute autre production imprimée ou gravée en entier ou en partie au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs est une contrefaçon, et toute contrefaçon est un délit ».

La loi du 14 juillet 1866 compléta encore ces prescriptions et fixa à 50 ans après le décès de l'écrivain la durée de la jouissance impartie à la veuve ou aux héritiers.

Les différents Etats ont voulu définir l'étendue du droit qu'ils accordaient aux auteurs. Les uns ont employé le système du droit d'auteur général, les autres ont voulu expressément limiter quelques privilèges à l'auteur. Le droit international privé ne pouvait que se ressentir de dispositions législatives aussi différentes et une convention internationale légiférant sur ce point était nécessaire.

Cette convention fut signée à Berne le 9 septembre 1886, par 9 Etats. L'Union de Berne ainsi formée comptait au début de janvier 1935, 39 Etats, plus un grand nombre de colonies.

La convention a tout de suite établi le principe que les œuvres étrangères doivent être assimilées aux œuvres nationales. Il s'ensuit que la protection dont bénéficie une œuvre dépend seulement du pays où elle est réclamée et doit être accordée quand bien même le

droit dont l'auteur se réclame n'existe pas dans le pays d'origine de l'œuvre ou n'y est reconnu que dans une mesure moins large.

Les auteurs ressortissant à un des pays de l'Union, ainsi que leurs ayants-cause jouissent dans les autres pays du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs ouvrages jusqu'à l'expiration de 10 années à partir de la publication de l'œuvre originale dans l'un des pays de l'Union.

Les traductions sont protégées comme les originaux.

Voyant très bien les difficultés qui pouvaient se présenter du fait de législations différentes, la convention a inséré dans une série de dispositions impératives un certain nombre de droits spéciaux qui doivent être garantis quelle que soit la législation du pays où un auteur étranger les invoque. En pratique, les Etats se sont efforcés de mettre leur législation en accord avec ces dispositions spéciales. Un office international, sous le nom de Bureau de l'Union Internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques a été établi près du gouvernement Suisse.

Il y a eu des révisions périodiques de la convention de Berne. Une première eut lieu en 1896, qui fut refondue à Berlin en 1908. En 1928, à Rome, le texte entier fut révisé. Nous étudierons cette revision plus loin.

Les membres devaient se réunir à Bruxelles en 1936, mais la conférence a été reportée en 1938. Les Etats Unionistes ont employé le système des réserves, les textes antérieurs n'étant pas abrogés malgré les révisions. Les Etats choisissent alors le texte auquel ils veulent se référer.

1° *Application du droit d'auteur aux œuvres radiodiffusées.*

Les entreprises de Radiodiffusion composent leurs programmes littéraires et musicaux en grande partie avec des œuvres appartenant au domaine privé, c'est-à-dire au sujet desquelles les auteurs bénéficient d'une certaine protection légale. Les exploitants des postes d'émission en radiodiffusant ces œuvres se sont tout de suite heurtés aux prétentions des auteurs qui considèrent la Radiodiffusion de leurs œuvres comme un moyen de publication de celles-ci. Presque tout de suite les postes d'émission ont compris qu'ils ne pouvaient pas retransmettre ces œuvres sans rémunérer l'auteur d'une façon quelconque et ils se sont entendus avec lui pour accepter ses revendications.

La Radiodiffusion transmet aussi un grand nombre de discours et de conférences. Les lois de 1791 et 1793 complétées par les articles 425 et 428 du Code Pénal n'ont pas prévu le discours, la conférence, le cours. M. Pouillet dit « quelle différence y a-t-il entre l'œuvre parlée et l'œuvre manuscrite ! La parole est un moyen d'exprimer et de fixer la pensée tout comme l'écriture ! » Dès lors, si la loi de 1793 est applicable aux orateurs comme, nous allons le voir, elle l'est aussi vis-à-vis des productions radiodiffusées, les orateurs et conférenciers pourront s'en prévaloir quand leurs discours seront retransmis. Désormais, nous entendrons par droit d'auteur le droit des auteurs d'œuvres quelconques et le droit des orateurs.

Nous allons voir comment les auteurs n'ont pas hésité à affirmer que les lois de 1791 et de 1793 et les articles du Code Pénal étaient applicables à la Radio-

phonie. Deux théories se sont formées. Les juristes de la première théorie, dont MM. Bollecker et Laffon-Montels, voient dans la Radiodiffusion une édition et par conséquent considèrent que l'auteur doit être protégé par la loi des 19-24 juillet 1793, complétée par l'article 425 du Code Pénal. Les partisans de la seconde théorie, au contraire, assimilent la Radiophonie à l'exécution publique. Ce serait alors la loi des 13 et 19 janvier 1791, sanctionnée par l'article 428 du Code Pénal qui serait applicable.

Pour M. Laffon-Montels, la radiodiffusion est une édition, car elle ne peut être une reproduction, une représentation. « La Radiodiffusion est une édition dont le tirage sans doute est instantanément épuisé, mais qui est caractérisé par le travail d'organisation, de mise en train propre à une édition ». M. Laffon-Montels assimile la retransmission au disque ; quand on achète un disque, on peut l'entendre autant de fois qu'on le veut. « Dans le cas d'audition par sans-fil, chaque fois que ce même morceau sera interprété, il faudra faire l'effort de réunir l'orchestre et l'interprétation, la qualité musicale varieront selon l'état nerveux du chef d'orchestre et des exécutants, selon la modulation du poste émetteur, l'état de l'atmosphère, celui du récepteur et du haut-parleur. Si l'on voulait parler ici de reproduction, il faudrait aussi parler de reproduction pure et simple lorsque pendant 150 soirées consécutives, les acteurs d'un théâtre du boulevard rejouent la même comédie. Si donc l'émission n'est pas une reproduction, elle ne peut être qu'une édition ».

M. Bollecker a soutenu avec beaucoup de vigueur le fait que la Radiodiffusion d'une œuvre n'est qu'une édition. Après avoir critiqué la théorie de la Radiodiffu-

sion mode de représentation publique, il a édifié sa théorie de l'édition en s'appuyant sur la loi de 1793. Celle-ci donne aux auteurs « le droit exclusif de vendre, faire vendre, distribuer leurs ouvrages dans le territoire de la République et d'en céder la propriété en tout ou en partie. » M. Bollecker considère que la Radiodiffusion est bien une distribution de l'ouvrage littéraire. Les textes sur la propriété littéraire prévoient des procédés quelconques d'exploitation et dans l'esprit de la législation, la notion d'édition est vouée à une extension indéfinie. On peut caractériser l'édition par les quelques modes qui nous sont connus et la Radiodiffusion serait bien un nouveau mode d'édition. Dans sa conclusion, M. Bollecker ajoute que l'auteur qui a cédé le droit d'édition ne peut tolérer la diffusion radiophonique ; par contre, il reste juge de savoir s'il veut autoriser les auditions publiques de ces œuvres au moyen de haut-parleur ; ces auditions font partie du droit d'exécution dont il ne s'est pas séparé.

Nous ne croyons pas que MM. Laffon-Montels et Bollecker aient réussi à nous convaincre que la Radiodiffusion est une édition. Nous restons persuadé qu'elle est une représentation ; la Jurisprudence a toujours affirmé cette opinion. Les arguments de M. Bollecker sont facilement réfutables. Comment assimiler le disque et la Radiodiffusion ? Quand vous achetez un disque, vous avez un objet matériel et vous pouvez entendre le morceau autant de fois qu'il vous plaît. Une fois que l'émission radiophonique est terminée, il ne vous reste que le souvenir du morceau que vous venez d'entendre. M. Bollecker affirme que l'édition n'implique pas nécessairement un objet matériel de l'œuvre publiée. Il se trouve en contradiction totale avec la Jurisprudence ;

en effet, la Cour de Cassation, le 10 novembre 1930 (1), a décidé que l'édition comprend un mode de reproduction qui se traduit par la fixation matérielle de l'œuvre. Au contraire, la représentation ne réalise aucune incorporation durable de l'œuvre. Comment, dès lors, prétendre que la radiodiffusion n'est pas une représentation publique ? La plus grave objection que l'on peut faire à la théorie de M. Bollecker est relative à l'application de l'article 425 du Code Pénal punissant le délit de contrefaçon. M. Myers l'a très bien senti, puisqu'après avoir affirmé que la Radiodiffusion est une édition il a repoussé cette solution, car elle aboutissait à la sanction disproportionnée de confisquer les appareils très coûteux des stations d'émission.

Il ne fait aucun doute, à notre avis, que la Radiodiffusion est une représentation publique et qu'on doit lui appliquer la loi de 1791 et l'article 428 du Code Pénal. Nous avons vu que la Radiodiffusion n'est pas une édition, parce que l'appareil émetteur transforme la nature des ondes, et ne conserve rien et que l'appareil récepteur permet seulement de percevoir les ondes. L'œuvre n'est pas fixée. La Radiodiffusion est un procédé de divulgation, de publication, de présentation éphémère au public d'une œuvre. Il s'agit bien d'une représentation publique puisqu'on parle constamment du public des auditeurs. L'exploitant a bien pour but de composer des programmes pour ceux-ci et l'artiste en prêtant son concours a bien l'intention d'être entendu par les sans-filistes.

(1) Sirey, 1931-1-161.

Il semble que le mot « théâtre » inséré dans la loi de 1791 fasse obstacle à son application à la Radiophonie. Mais la Jurisprudence, depuis longtemps, a interprété largement ce mot ; on entend par le mot « représentation théâtrale » le fait de communiquer au public une œuvre quelconque, que les spectateurs soient réunis ou dispersés. La Jurisprudence a agi de même pour le mot « ouvrages dramatiques » et elle entend par là tout simplement des œuvres de l'esprit.

La Jurisprudence dans maints arrêts a proclamé que la Radiodiffusion d'une œuvre constitue une représentation publique.

« Attendu, est-il dit dans le jugement du Tribunal Correctionnel de Marseille, daté du 30 juillet 1927 (1), que l'audition radiophonique constitue bien un spectacle public, la publicité pouvant se déduire aussi bien des insertions dans les journaux annonçant la représentation que des conditions dans lesquelles se pratique la diffusion, la faculté d'écouter n'étant pas limitée à une catégorie restreinte de personnes et pouvant s'étendre à nombre d'auditeurs inconnus des organisateurs de concerts ».

Dans le jugement du Tribunal Civil de la Seine du 22 mars 1927, le directeur du poste émetteur de la Tour Eiffel, a été condamné, sur plainte de la Société des auteurs-compositeurs et éditeurs de musique : « Attendu que le droit d'auteur est dû à l'émission, aucun doute ne peut subsister actuellement à cet égard, car il y a publicité en ce sens qu'il est possible à tout venant

(1) R.J.I.R. 1929, p. 167.

d'installer chez lui un appareil qui lui permettra d'écouter l'exécution d'un concert ; dès lors, tous les particuliers qui jouissent ainsi de l'audition radiophonique constituent bien un public et cela bien qu'ils soient dispersés et non réunis dans une même salle, car ce n'est pas le local qui constitue le critérium de la publicité ».

La Jurisprudence, dans l'arrêt de la 9^e Chambre du Tribunal Correctionnel de la Seine, du 6 mars 1933, a déclaré que les termes généraux de l'article 428 du Code Pénal étaient simplement énonciatifs et non limitatifs tant en ce qui concerne la qualité des personnes désignées dans ce texte, qu'en ce qui a trait aux modes de reproduction des œuvres représentées. Elle répète que les expressions directeur ou entrepreneur de spectacles comprennent aussi toute personne qui, même hors d'un théâtre proprement dit, avec ou sans intention de réaliser un profit pécuniaire entreprend de faire participer un public invisible ou non ; soit à la vue, soit à l'audition d'œuvres littéraires ou musicales non tombées dans le domaine public. Elle ajoute que le texte dont il s'agit protège ces mêmes auteurs contre tous procédés quelconques de reproduction, aussi bien ceux déjà utilisés lors de sa promulgation que ceux dont les progrès de la science ont suscité l'invention ou provoqué l'emploi. « Ainsi, dit-elle, l'exécution publique, même éphémère d'une œuvre dont les interprètes ne sont pas visibles en constitue cependant la représentation et sa diffusion par la Radio à des auditeurs même isolés et non réunis dans une même salle, mais précédemment informés par la publication des programmes radiophoniques dans les journaux, équivaut à un spectacle au sens de l'article 428 du Code Pénal ».

La Jurisprudence a eu à trancher la question de savoir si les auteurs avaient des droits à faire valoir vis-à-vis des postes récepteurs. En effet, dans toute émission radiophonique, il y a bien deux exécutions, une qui a lieu au studio du poste émetteur et en quelque sorte une seconde exécution quand, par exemple, un restaurateur fait entendre cette émission à ses clients. La perception des droits d'auteurs à l'émission n'a soulevé aucune objection de la part des postes émetteurs. Cependant, certains auteurs affirment que ces redevances consenties par les postes émetteurs n'ont aucun fondement légal si on s'appuie sur le principe que les sommes ainsi versées constituent une redevance forfaitaire afférente à la réception des œuvres par les particuliers. En effet, disaient-ils, cette explication n'est pas satisfaisante, puisque les auteurs n'ont pas la faculté de percevoir une rémunération pour l'exécution privée de leurs œuvres. Dès lors la perception des droits d'auteurs n'est pas juste. Nous ne suivrons pas ces auteurs dans leur raisonnement et il nous semble tout à fait équitable que les exploitants des postes d'émission rétribuent d'une certaine façon les auteurs.

Quant à la réception, certains auteurs assimilent l'émission radiophonique aux reproductions assurées par tous autres moyens mécaniques et la perception des droits d'auteurs à la réception ne fait aucun doute. Nous ne voyons pas que ces auteurs aient raison et pour nous la question ne se pose pas ; les auteurs peuvent percevoir une rémunération des postes émetteurs, mais non des postes récepteurs.

La Jurisprudence ne s'est pas prononcée nettement, mais il semble bien qu'elle opte maintenant pour notre

opinion, alors qu'elle avait affirmé la solution contraire dans certains arrêts.

Le 21 février 1925, le Tribunal de Commerce de la Seine, sur assignation de la Société des Auteurs-Compositions et Editeurs de Musique, a condamné un commerçant parisien pour violation de la loi de 1791 et de l'article 428 du Code Pénal. Le Tribunal Correctionnel de Blaye, le 25 octobre 1934, et le tribunal de Commerce de la Seine, le 19 novembre 1934, ont affirmé que le paiement des droits d'auteurs effectué auprès des Sociétés d'auteurs par le producteur de l'émission radiophonique n'exonère pas celui qui diffuse dans un lieu public une exécution radiophonique de l'obligation de s'assurer de l'autorisation préalable, des auteurs ou de leurs représentants.

Nous croyons que la Jurisprudence a adopté la solution qui consiste à refuser aux auteurs la perception d'un droit sur les auditeurs qui tirent profit des émissions reçues. Qu'il nous suffise de citer deux jugements. Dans le jugement du Tribunal de Saverne, du 30 mars 1936 (1), nous pouvons lire « qu'il est incontestable qu'à l'origine de toute radiodiffusion, il y a une exécution destinée à être transmise par les ondes radioélectriques et captée par les détenteurs d'appareils récepteurs.

« Que l'organisateur du spectacle ou concert est indubitablement le poste émetteur, le public étant formé par les auditeurs qui captent les émissions diffusées par le poste émetteur, que le poste émetteur est tenu de se conformer aux exigences de la loi sur la protection des droits d'auteur, s'il entend diffuser des œuvres non tom-

(1) R.J.I.R. 1936, p. 384

bées dans le domaine public, mais que la seule perception de l'émission par l'appareil récepteur ne constitue pas une nouvelle exécution, même si elle rend l'audition possible à un grand nombre de personnes.

« Que la mise en action du poste récepteur ne constitue pas un acte nouveau au point de vue du droit d'auteur, mais uniquement une partie essentielle du processus radiophonique complexe qui débute avec la production des sons devant le microphone du poste émetteur et s'achève avec la reconstitution des sons effectués par l'appareil récepteur ».

Nous retrouvons à peu près les mêmes attendus dans le jugement de Justice de Paix du 8 juin 1937, qui a condamné la S. A. C. E. M.

« Attendu qu'on ne saurait concevoir pour un même morceau, joué à un moment déterminé par un orchestre et par des exécutants déterminés, plusieurs exécutions et plusieurs entrepreneurs de spectacles à des endroits différents.

« Attendu, d'autre part, que les ondes, une fois lancées dans l'espace, appartiennent au domaine public; que, par le fait qu'une œuvre musicale est émise par un poste émetteur, elle est offerte, par là même, d'emblée au public, sans aucune limitation; que la raison d'être de l'émission est précisément d'atteindre les auditeurs à l'infini; qu'une restriction du nombre des auditeurs serait en contradiction avec le but même de l'émission radiophonique, autorisée au poste émetteur par la S. A. C. E. M. elle-même.

« Attendu qu'il est admis que les postes émetteurs doivent obtenir, avant chaque audition, l'autorisation formelle des auteurs, alors qu'il tombe sous le sens que l'auditeur, passif, ne saurait solliciter l'autorisation

préalable pour des morceaux qu'il ne reconnaîtra qu'une fois déjà joués et entendus ; qu'il faut donc en conclure qu'à l'émission tous les éléments se trouvent réunis, c'est-à-dire publicité, exécution d'œuvre et consentement des auteurs ; que l'élément « publicité » s'applique nécessairement à tous les auditeurs susceptibles de capter les ondes émises, puisqu'il n'est pas au pouvoir des postes émetteurs de distinguer les auditions possibles.

« Attendu que la S. A. C. E. M. en autorisant l'émission, a épuisé son droit et ne saurait le répéter à l'infini ».

A notre avis, le juge dans ce jugement a très bien vu les raisons qui pouvaient justifier la seule perception des droits d'auteur à l'émission, car il n'y a qu'une seule exécution publique.

2° *Exercice du droit d'auteur.*

Les auteurs ont cédé leurs droits à des sociétés qui ont pour but de défendre leurs privilèges. Elles ont pour principale mission de percevoir les droits d'auteurs. La plus ancienne de ces sociétés est la Société des auteurs et compositeurs dramatiques qui fut fondée en 1829.

Elle perçoit les droits produits à l'occasion des représentations d'œuvres dramatiques et dramatico-musicales. En 1837, s'est fondée la Société des Auteurs-compositeurs et Editeurs de Musique, dite la Lyrique, qui perçoit des droits produits à l'occasion des exécutions d'œuvres exclusivement musicales, littéraires non dramatiques ou de fragments d'œuvres dramatiques et dramatico-musicales. Nous verrons qu'une Société des

orateurs et conférenciers s'est formée récemment pour percevoir des droits sur la prononciation ou l'exécution des œuvres orales, telles que discours, conférences, cours de professeurs. Enfin, la Société des gens de lettres perçoit des droits à l'occasion de la reproduction d'œuvres littéraires éditées.

Lorsque les auteurs se sont aperçus que la Radiodiffusion pouvait être pour eux une source de revenus, ces quatre sociétés ont formé une Union afin de percevoir en bloc les droits sur les émissions radiophoniques. Malheureusement, la Société des Gens de Lettres se retira de cette Union en 1929, et maintenant les quatre sociétés perçoivent séparément leurs droits.

L'auteur peut ne pas confier ses intérêts à ces sociétés et s'entendre directement avec les exploitants des postes d'émission. Mais sur quelles bases ce droit serait-il calculé ? On ne peut savoir quel est le nombre des auditeurs, puisqu'on ne peut connaître le nombre de postes qui ont été accordés sur la longueur d'ondes ayant servi à transmettre le concert ou le spectacle. Au II^e Congrès International de la T. S. F., une formule avait été proposée, qui était que les droits soient proportionnels à la puissance du poste et à la densité de la population se trouvant dans le rayon d'action de ce poste. Cette proposition fut justement repoussée par M. Timory ; elle nous semblait, en effet, tout à fait arbitraire. Les directeurs des postes d'émission éprouvent des difficultés à établir leurs prévisions, car rien n'oblige la Société des Auteurs et Compositeurs à communiquer son barème. L'entrepreneur de spectacle qui, après avoir passé un contrat ne le respecterait pas, serait condamné. Malgré ce que nous avons dit au sujet des postes récepteurs, quand il s'agit de postes récepteurs

publics, c'est-à-dire de postes se trouvant dans des cafés, restaurants, dancings, les auteurs s'ils perçoivent un droit sur les émissions entendues, établissent celui-ci d'après les recettes globales de ces établissements. Quand, au contraire, il y a réception privée, les auteurs ne peuvent percevoir aucun droit sur ces auditions.

Si très souvent ils radiodiffusent des œuvres dramatiques et musicales, s'étant entendu avec la Société des Gens de Lettres et la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, les postes d'émission ont quelquefois recours à un autre procédé. En effet, ils pratiquent la « radiodiffusion différée », qui consiste à convoquer les artistes aux heures creuses de la journée et la représentation ainsi enregistrée est radiodiffusée plus tard au moment voulu. Cet enregistrement préalable est indispensable dans le cas où l'on veut radiodiffuser aux colonies une représentation donnée dans un théâtre de Paris.

Le Bureau International de l'édition musico-mécanique qui a pour objet de faire respecter les droits d'auteurs en matière de reproduction mécanique des œuvres littéraires et musicales, s'est ému de la généralisation de ce système. Il a obtenu gain de cause auprès des postes privés et il touche un certain droit sur ces enregistrements faits sur disques appelés « sélénophones » comme sur les disques ordinaires. Les postes d'Etat ne se sont pas laissés soumettre au même régime. Le Bureau International de l'édition musico-mécanique a soutenu que la reproduction d'une œuvre intellectuelle sur des disques ou par tous autres procédés techniques destinés à en permettre la radiodiffusion différée ne peut être effectuée sans une autorisation spéciale de l'auteur; les contrats passés par l'Administration avec les

sociétés représentant les auteurs seraient insuffisants pour lui conférer ce droit. Le Ministre des P. T. T. a objecté qu'il n'a besoin d'aucune autorisation nouvelle pour procéder à l'enregistrement mécanique des œuvres à radiodiffuser. Le Bureau a saisi le Conseil d'Etat d'un pourvoi, arguant du fait que l'enregistrement ainsi effectué constituerait une édition de l'œuvre alors que seule la radiodiffusion, c'est-à-dire l'exécution directe était autorisée par l'auteur. Le Conseil d'Etat a rendu un arrêt, le 21 janvier 1938, rejetant la requête du bureau international de l'édition musico-mécanique comme étant portée devant une juridiction incompétente pour en connaître. Il s'ensuit que c'est l'autorité judiciaire qui devait être saisie.

3° Projets législatifs.

Nous avons vu qu'on a fait appel à la loi de 1791 et à l'article 128 du Code Pénal pour protéger l'auteur contre la Radiodiffusion de ses œuvres. Cependant, certaines difficultés se présentent quant à l'application de ces textes. Aussi des projets législatifs furent présentés. Dans le projet Germain-Martin, du 28 mai 1929, il était prévu :

« Aucune émission, transmission ou réception par radiodiffusion ne pourra avoir lieu en violation des droits des auteurs d'œuvres littéraires, compositeurs, savants et interprètes.

« En conséquence, l'Office National de Radiodiffusion en tant que gestionnaire des postes d'Etat et les concessionnaires responsables des autres postes ne devront ni organiser, ni effectuer d'émission, utilisant les œuvres

desdits auteurs, compositeurs, artistes et inventeurs, sans entente préalable avec ceux-ci ou leurs ayants-droit ou leurs mandataires ».

Une autre proposition tend à modifier la loi de 1793 sur le droit d'édition par l'adjonction à son article 1^{er} d'un alinéa assurant aux auteurs un monopole d'exploitation encore plus étendu qui comprendrait alors sans aucun doute l'utilisation radiophonique de toutes les œuvres intellectuelles.

Le 8 décembre 1932, a été exposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi sur le contrat d'édition rédigé d'une manière détaillée.

L'article 2, alinéa 2 de ce projet prévoit : « l'éditeur ne peut utiliser que le mode de reproduction qui a été prévu. Notamment le contrat ayant pour objet l'édition imprimée d'une œuvre littéraire ou musicale, n'autorise pas l'éditeur à en réaliser l'application par adaptation théâtrale, cinématographique, cinéphonique, phonographique ou radiophonique ».

Un projet de loi sur le contrat d'édition, en 63 articles, a été publié en juin 1936, par la Société d'Etudes législatives. L'article 4 du projet est ainsi conçu :

« L'auteur conserve les droits et se réserve le bénéfice des modes d'expression et des conditions d'exploitation non expressément transmis par le contrat.

« L'éditeur acquiert le droit de diffuser l'œuvre fabriquée dans les conditions et suivant les modes d'expression prévus au contrat.

« En cas d'apparition d'un mode nouveau d'expression, l'éditeur bénéficiera d'un droit de préemption dont les modalités seront arrêtées d'un commun accord

entre les parties ou déterminées par jugement à la requête de la partie la plus diligente ».

Enfin, le gouvernement a déposé, le 13 août 1936, un projet de loi en 56 articles sur le droit d'auteur et le contrat d'édition. L'article 16 de ce projet est ainsi rédigé :

« Le droit d'auteur comporte également au profit de l'auteur le droit exclusif d'autoriser :

1° la radiodiffusion de ses œuvres au public par tout autre moyen servant à diffuser les signes, les sons et les images.

2° toute nouvelle communication au public de l'œuvre radiodiffusée, soit par fil, soit sans fil.

3° la communication au public de l'œuvre radiodiffusée par haut-parleur ou par tout autre moyen analogue sous réserve de l'application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 12 et du paragraphe 2 de l'article 13 ci-dessus ».

L'alinéa 2 de l'article 17 précise :

« En particulier, l'autorisation d'enregistrer phonographiquement une œuvre n'implique pas l'autorisation d'utiliser publiquement et de radiodiffuser l'enregistrement ainsi obtenu ».

Dans ce projet de loi, on a prévu un remaniement des articles 425 et 428 du Code Pénal. Les deux nouveaux articles 425 et 428 sont ainsi conçus :

Article 425 : « Est une contrefaçon et constitue un délit toute édition d'une œuvre artistique ou littéraire par voie de fabrication et de diffusion des exemplaires de cette œuvre, quand elle a eu lieu en violation des droits des auteurs.

« Est aussi une contrefaçon et constitue un délit la transmission par radiodiffusion, sous forme de lecture

publique ou de projection sans consentement préalable de l'auteur d'œuvres littéraires ou artistiques, autres que les œuvres dramatiques et musicales dont l'exécution est prévue par l'article 428 ».

Article 428 : « Toute personne, société ou association qui soit, en assumant l'entreprise de spectacles, divertissements, fêtes ou réunions quelconques, soit à un autre titre, aura sur des terrains ou dans des locaux publics fait représenter, présenter ou exécuter par un procédé quelconque des œuvres dramatiques musicales ou cinématographiques en violation des droits des auteurs et sans leur consentement préalable sera punie d'une amende de 500 francs au moins, de 5.000 francs au plus. Le Tribunal pourra aussi prononcer la confiscation des recettes.

« Les mêmes peines sont applicables en cas d'émission radiophonique d'œuvres dramatiques ou musicales, sans le consentement préalable des auteurs de ces œuvres, ainsi que dans le cas d'audition publique des mêmes œuvres au moyen de postes récepteurs ».

Tous ces projets de lois n'ont pas été examinés par le Parlement, et nous attendons encore une loi qui fixera la protection accordée aux auteurs d'œuvres quelconques, quand ces dernières sont radiodiffusées.

4° Conférence de Rome.

La conférence qui se réunit à Rome en 1928, avait pour but la révision de la conférence de Berne sur la protection de la propriété intellectuelle et artistique. 54 pays étaient représentés à cette seconde conférence, dont 34 pays unionistes et 23 pays non unionistes.

En 1925, le 1^{er} Congrès Juridique International de la T. S. F. avait voté la résolution que la Convention de Berne, révisée à Berlin en 1908, s'applique avec toutes ses conséquences à la diffusion radiophonique.

En effet, les membres de ce congrès invoquaient l'article 2, alinéa 1, qui dispose que : « les stipulations de la présente convention s'appliquent à la représentation publique des œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, que ces œuvres soient publiées ou non ». Si on considère la Radiodiffusion comme une exécution publique, les compositeurs d'œuvres musicales tout au moins étaient protégés.

La convention de Berne ne prévoyant pas explicitement la Radiodiffusion ne pouvait s'appliquer à celle-ci, car une convention internationale doit être interprétée d'une façon stricte.

La conférence de Rome fut divisée en deux camps totalement différents quant à leur point de vue, les uns, comme la France, insistaient pour accorder une protection absolue aux auteurs d'œuvres exploitées par la Radiodiffusion, les autres, au contraire, tels la Norvège voulaient affirmer certaines limitations au droit d'auteur et prévoir des exceptions à peu près dans la même étendue que celles existant actuellement pour d'autres formes d'exploitation (par exemple, pour les récitations).

Ils voulaient que les Sociétés d'émission puissent tout transmettre sans le consentement des auteurs. Les Etats pourraient introduire un système de licence obligatoire pour la Radiodiffusion des œuvres littéraires et artistiques publiées depuis un an, l'auteur pouvant refuser son consentement pour des raisons tirées du caractère de l'œuvre. La délégation Française protesta vivement

contre ce système de licence obligatoire qui porte atteinte au droit moral de l'auteur. C'est l'opinion française qui l'emporta dans la rédaction définitive de l'article 11 bis, ainsi conçu :

1° Les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser la communication de leurs œuvres au public par la Radiodiffusion.

2° Il appartient aux législations nationales des postes de l'Union de régler les conditions d'exercice du droit visé à l'alinéa précédent; mais ces conditions n'auront qu'un effet strictement limité au pays qui les aurait établies. Elles ne pourront, en aucun cas, ni porter atteinte au droit moral de l'auteur, ni au droit qui appartient à l'auteur d'obtenir une rémunération équitable fixée à défaut d'accord amiable par l'autorité compétente ».

L'alinéa 2 de cet article est une transaction entre les deux thèses exprimées à la conférence. Les législations nationales ont la possibilité d'accorder aux Sociétés d'émission le bénéfice d'une licence obligatoire qui leur permettra d'exiger des auteurs récalcitrants qu'ils accordent l'autorisation de diffuser leurs œuvres. D'autre part, on ne peut porter atteinte au droit moral de l'auteur. Celui-ci peut toujours revendiquer le droit de paternité et s'opposer à toute mutilation ou déformation de son œuvre. Il peut refuser son consentement lorsqu'il trouve que son œuvre ne se prête pas à la Radiodiffusion et ne peut être privé d'une rémunération équitable quand il la permet. C'est toujours la loi du pays où se fait l'émission qui règle les rapports entre l'auteur et l'exploitant du poste émetteur.

La conférence de Rome a aboli la faculté de réserve, du moins pour l'avenir. En ce qui concerne les nouvel-

les accessions on a cru que le droit de réserve pouvait être maintenu par rapport au droit de traduction.

La convention de Rome a été ratifiée à partir du 1^{er} août 1931 par 13 Etats. 15 Etats l'ont fait par la suite.

CHAPITRE II

DROITS DES ARTISTES EXECUTANTS

Après avoir vu les droits de l'auteur, créateur d'une œuvre de l'esprit, il nous faut étudier les droits de celui qui interprète. Le but de l'auteur d'une pièce, par exemple, n'est pas achevé si celle-ci n'est pas jouée. L'exécutant a un double rôle qui consiste à rechercher la pensée de l'auteur et à essayer de la reproduire le plus fidèlement possible.

L'artiste doit oublier sa propre personnalité pour revêtir celle du personnage qu'il incarne. Le public reconnaît bien que l'artiste fait œuvre de créateur, puisque l'interprétation d'un rôle par l'artiste est appelée « création ».

Cette interprétation d'une œuvre par un artiste, que ce soit un musicien qui joue un morceau de musique, ou un acteur qui joue une pièce, est récompensée par les applaudissements du public et par le cachet. Le cachet est la rémunération du travail de l'artiste. Avant l'invention des moyens de reproductions mécaniques comme le phonographe, le film et la radiophonie, l'artiste se sentait suffisamment rémunéré, en touchant son cachet. Mais avec l'apparition des moyens nouveaux que

nous venons de citer un autre problème s'est présenté, celui de la reproduction infinie de la création de l'artiste. « La Radiodiffusion, dit M. Homburg, a donné à l'interprétation de l'artiste le caractère juridique d'une chose ayant une valeur économique propre en pouvant, en raison de sa matérialisation même, faire l'objet de possession et de jouissance des tiers ». Et cependant malgré ce mode infini de reproduction, l'artiste n'est toujours rémunéré que par son cachet. L'auteur a réussi à faire reconnaître ses droits, l'acteur n'y est pas encore arrivé.

Il est donc bien évident qu'on doit reconnaître un droit à l'artiste. Mais quelle sera la nature de ce droit ? On peut considérer que ce sera un droit d'interprétation mais alors il semble qu'il faudra le reconnaître au violoniste, au chanteur et même à tous ceux qui concourent à la pièce : metteurs en scène, costumier, accessoiristes.

« Nous croyons que ce droit d'interprétation serait la porte ouverte à beaucoup de revendications. Pour notre part, il faudrait reconnaître à l'artiste un droit d'auteur car, en effet, il y a bien création de l'interprète analogue à celle de l'auteur.

En effet, le droit d'auteur s'applique aux œuvres d'art, c'est une forme nouvelle donnée à la pensée ou à la matière. Le caractère de matérialité de l'œuvre n'est pas nécessaire, c'est pourquoi les œuvres orales sont protégées. La valeur ou la longueur de l'œuvre ne compte pas non plus. Il suffit seulement que l'œuvre soit originale et personnelle.

C'est bien là aussi le caractère de la création de l'interprète. Si l'on considère le travail de l'artiste comme une œuvre de seconde main, il y a bien une deuxième

création et le droit de l'artiste est semblable au droit de l'auteur.

Dans le langage courant, on parle souvent de collaboration entre un auteur et son interprète : il y a bien alors une analogie de leurs droits.

Ce droit de l'artiste exécutant est comme le droit d'auteur, un droit attaché à la personne. Il y aura reproduction toutes les fois qu'il y aura interprétation par un instrument mécanique entre l'artiste et le public. La Radiodiffusion est une représentation.

Nous allons voir les problèmes que soulève la radiodiffusion d'une œuvre quelconque vis-à-vis des interprètes.

Nous verrons la question de la Radiodiffusion de disques et des droits que peuvent faire valoir les artistes, dans un chapitre consacré à la Radiodiffusion des disques en général. Nous nous occuperons seulement de la Radiodiffusion directe de l'exécutant. Lorsque l'artiste est engagé par le poste émetteur, il peut librement dicter ses conditions et il n'y a pas de difficulté.

La question se présente tout autrement quand il y a radiodiffusion d'un spectacle quelconque, les artistes interprètes sont-ils libres de refuser la transmission par la T. S. F. ? Nous affirmons ce droit absolu de ces artistes. L'artiste qui joue dans un lieu public et n'a pas été prévenu que son audition serait radiodiffusée a le droit de refuser de jouer. On a voulu prétendre qu'il n'y avait aucune atteinte au contrat. L'effort de l'artiste est le même s'il joue pour une salle contenant mille personnes, ou s'il joue en plus devant un microphone qui transmettra sa voix à des millions d'auditeurs. On admet tout de même que si le directeur de la salle de spectacles retire un bénéfice de cette transmission, l'ar-

tiste peut demander réparation en exerçant l'action de *in rem verso* suivant l'article 1382. Il reste la grande difficulté de déterminer l'appauvrissement et l'enrichissement.

A notre avis, l'artiste peut refuser de jouer si on ne lui accorde aucune rémunération supplémentaire du fait de la retransmission. En effet, d'après l'article 1135 du Code Civil « les conventions obligent non seulement à ce qui est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature ». La radiodiffusion n'est pas une suite normale du contrat, car elle peut porter préjudice à l'artiste. Celui-ci peut soutenir que les appareils de T. S. F. ne sont pas encore impeccables et que les auditeurs lui imputeront des fautes qui sont le fait de ceux-ci.

D'autre part, l'artiste peut prétendre que le public ayant écouté par T. S. F. un spectacle n'ira pas à la représentation et qu'il y aura ainsi diminution des recettes. Les artistes musiciens ont peut-être raison en ce qui concerne ce dernier argument, bien qu'il ne nous semble pas probant. En ce qui concerne la diffusion d'une pièce de théâtre, les auditeurs peuvent avoir envie de se rendre compte du jeu des auteurs qui leur échappe lors de la transmission. La diffusion peut constituer une sorte de publicité et augmenter le nombre des spectateurs.

Si l'installation du microphone a été faite à son insu, l'artiste peut intenter l'action de l'article 1382, à condition de prouver le préjudice subi.

L'artiste peut donc refuser de jouer s'il estime que la diffusion de la pièce lui nuira. Le droit de l'artiste exécutant qui nous semble si juste ne lui est pas reconnu légalement. L'artiste n'a qu'à se retourner vers son

impresario ou l'exploitant du poste d'émission pour opposer son veto à toute transmission radiophonique ou n'y consentir que moyennant un supplément de cachet.

En Allemagne, on a reconnu que l'entrepreneur de spectacles assure seul le risque de l'exploitation commerciale et qu'il était juste qu'il en tire les plus gros bénéfices possibles. S'il ne fait pas de recettes, ce n'est pas l'artiste qui participera aux pertes.

En autorisant la radiodiffusion par un autre entrepreneur, le directeur de spectacles ne transmet nullement les services de l'artiste à un autre employeur ; il réalise uniquement une meilleure mise en valeur de la production artistique. D'autre part, la radiodiffusion n'exige de l'acteur ou de l'exécutant aucun effort supplémentaire. Une mauvaise transmission mécanique ne privera donc pas l'exécutant d'un nouvel engagement.

En France, en 1925, la Jurisprudence a eu à se prononcer. Des artistes demandaient le paiement de dommages-intérêts à une société de radiodiffusion. Le Tribunal Civil de Lyon repoussa leur prétention en estimant que l'action était mal fondée. Depuis cette époque, les exploitants des postes d'émission et les entrepreneurs ont compris les droits des artistes et des contrats ont été passés entre les Compagnies de Radiodiffusion et la Fédération Nationale des Spectacles.

En l'absence de réglementation nationale, il serait utile qu'une convention internationale intervint. Le Comité International de la T. S. F. qui a tenu une assemblée générale le 9 mai 1924, s'était déjà occupé de la question et avait émis le vœu que « des dispositions législatives interviennent dans tous les pays adhérents à l'Union Internationale pour la protection de la pro-

priété intellectuelle, sanctionnant les droits tant des artistes prêtant leur concours aux émissions radiophoniques que des exploitants des postes d'émission vis-à-vis des usagers qui utilisent dans un but commercial et en public, la réception par leurs soins des émissions radiophoniques ».

« Le Comité suggère, dès à présent, que les droits des exploitants et des artistes, soient reconnus par les sociétés d'auteurs qui, alors, ont la possibilité d'exercer leurs droits vis-à-vis de ces usagers publics. Il serait désirable notamment que si les droits des auteurs s'exercent en cas de réception publique des émissions radiophoniques un partage équitable d'une partie de ces droits ainsi perçus par les auteurs, soit fait par eux entre les exploitants des postes dont les émissions ont donné naissance à ces droits et les artistes ayant coopéré aux émissions ».

Le premier congrès Juridique International de la T. S. F., tenu à Paris en 1925, avait émis le vœu que « la transmission radioélectrique de l'exécution d'une œuvre intellectuelle, littéraire ou artistique ne peut être faite sans le consentement de l'interprète ».

L'Union Internationale des Musiciens qui a tenu son Congrès en 1927 s'est rendu compte de la difficulté de reconnaître un droit aux artistes et dans sa résolution elle a déclaré : « qu'il y a lieu d'exiger une juste compensation pour le préjudice causé aux musiciens par la diffusion radiophonique, tout en laissant la fixation et les modes de perception de cette compensation au choix de chaque pays ».

Le Comité International de la T. S. F. pourrait spécifier que cette rémunération supplémentaire serait proportionnée au cachet initial et que pour en fixer le

chiffre, il soit constitué une commission paritaire comprenant les représentants des artistes et ceux de l'industrie radiophonique, présidée par une personne indépendante qu'il conviendrait peut-être de choisir parmi les magistrats.

La conférence internationale de Rome, réunie pour reviser la conférence sur la protection de la propriété littéraire et artistique de Berne s'est préoccupée du droit des artistes. En effet, l'Administration Italienne et le Bureau International de Berne avaient prévu qu'un alinéa 2 à l'article 11 bis, conçu en ces termes, soit ajouté au texte de Berne.

« Les artistes qui exécutent des œuvres littéraires ou artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser la diffusion de leur exécution par l'un des moyens prévus à l'alinéa précédent ».

L'exécution de l'artiste était ainsi protégée comme œuvre de seconde main. Ceci justifiait le principe d'équité d'après lequel il faut que l'artiste, perdant par la Radiodiffusion, une partie de ses auditeurs et spectateurs, trouve une compensation à cette perte sous forme de cachet supplémentaire et que les tiers qui tirent profit de la diffusion soient tenus de rémunérer l'exécution dans une juste proportion. La conférence de Rome rejeta l'article rédigé par l'administration italienne et le bureau de Berne, mais elle émit le vœu que « les gouvernements qui ont participé aux travaux de la conférence adoptent des mesures pour sauvegarder efficacement les droits des artistes exécutants ».

CHAPITRE III

DROITS DES ENTREPRENEURS DE SPECTACLES

Nous avons vu les droits des auteurs et des artistes. Dans le cas où une pièce ou un morceau de musique sont joués dans un théâtre ou un concert, quand l'auteur et les artistes ont donné leur consentement à la radiodiffusion du spectacle, il reste encore à obtenir l'autorisation du directeur du théâtre ou de la salle. En effet, celui-ci peut refuser de laisser radiodiffuser le spectacle et l'auteur et les artistes ne peuvent rien pour l'obliger à donner son consentement. Le directeur ou organisateur de spectacles règlera directement par des conventions commerciales avec les exploitants des postes d'émission la défense de ses intérêts.

Le directeur peut envisager le fait que radiodiffuser une pièce, par exemple, lui cause un préjudice. En effet, certains auditeurs ayant entendu le spectacle ne se dérangeront pas pour aller au théâtre, et il y aura ainsi une diminution du nombre des spectateurs. Au contraire, le directeur peut faire le raisonnement inverse et considérer la radiodiffusion de la pièce comme une publicité. Les auditeurs auront envie de venir voir le jeu

des acteurs sur scène et le nombre des spectateurs augmentera. Suivant la première solution, le directeur doit demander une redevance pour la transmission, afin de compenser le préjudice qu'il subira. Au contraire, dans le deuxième cas, il peut participer aux frais de l'émission, celle-ci étant une véritable publicité. Certaines stations émettrices se sont entendu avec les organisateurs de spectacles et ont adopté une solution intermédiaire; les postes d'émission ne transmettent qu'une partie du spectacle, on espère ainsi que les auditeurs voudront aller voir le spectacle entier.

Il est bien évident que la Radiodiffusion d'un spectacle comporte des accords entre le directeur et l'auteur. S'il n'en était pas ainsi, il y aurait application de l'article 428 du Code Pénal : « Tout directeur, tout entrepreneur de spectacles, toute association d'artistes qui aura fait représenter sur son théâtre des ouvrages dramatiques au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs, sera puni d'une amende de 50 francs au moins, de 500 francs au plus et de la confiscation de la recette ». D'autre part, il est reconnu que les artistes ont droit à un cachet supplémentaire si l'œuvre est radiodiffusée. Suivant que la transmission est considérée comme une augmentation, ou comme une diminution de recettes, le directeur paiera ce cachet supplémentaire ou, au contraire, le fera payer par le poste émetteur.

CHAPITRE IV

INFORMATIONS RADIODIFFUSEES

La retransmission d'un certain nombre de cérémonies publiques manifestations, nouvelles politiques, informations, a montré qu'une nouvelle presse était née que l'on a appelée la presse parlée. A peu près, à chaque poste, les auditeurs peuvent entendre plusieurs fois par jour, quelques minutes de journal parlé. Cependant, la presse écrite est différente de la presse parlée, car cette dernière ne dispose que de peu d'instantants et doit donc être très courte. Aussi, la plupart du temps, cette presse parlée ne consiste qu'en une simple énumération de nouvelles brèves, d'informations pures.

La loi des 17-21 juillet 1793 protège les articles de journaux consacrés aux sujets d'actualité, de politique, de littérature, de sciences ou d'art, à condition que l'article représente le travail personnel de l'auteur. L'auteur peut donc interdire la reproduction de l'œuvre, même après la publication de celle-ci.

L'information a un tout autre caractère. Les dépêches télégraphiques portent à la connaissance du public des nouvelles de toutes sortes, qui ne peuvent être considérées comme des œuvres de l'esprit.

La Cour de Cassation, par un arrêt du 8 août 1861 (1), ne reconnaît pas de droit de priorité au journaliste qui s'est emparé d'une nouvelle :

« Attendu, est-il dit dans le jugement, que du moment qu'une nouvelle a été publiée par la voie de la presse, chacun a le droit d'en faire son profit, de la répéter et de la commenter, que ce droit appartient au journaliste comme à tout autre ».

La Convention Internationale sur la propriété intellectuelle, révisée à Berlin, puis à Berne, exclut formellement, dans son article 9, les nouvelles d'information du bénéfice de la protection littéraire.

Ce refus de protéger la nouvelle d'information est foncièrement injuste. Celle-ci coûte très cher, et son succès vient de la rapidité de sa transmission au public.

La Cour de Cassation, dans un arrêt du 23 mai 1900 (2), semble se montrer moins sévère vis-à-vis de l'information. Nous lisons dans cet arrêt :

« Attendu que si les dépêches et nouvelles de l'Agence H... ne peuvent être considérées comme une propriété littéraire garantie par la loi du 19 juillet 1793, elles n'en constituent pas moins une propriété particulière acquise à grands frais et conférant à elle et à ses abonnés un droit exclusif à la priorité de leur publication, jusqu'au moment où, soit par son fait, soit par celui de ses abonnés, elles ont été mises en circulation et sont tombées dans le domaine public. »

(1) Dalloz 1862-1-136.

(2) Sirey 1901-1-89.

La Jurisprudence n'a consacré qu'indirectement le fait de concurrence déloyale. Le droit de l'informateur n'a comme sanction que celle des articles 1382-1383. Il s'agit de prouver la faute, entraînant préjudice, de celui qui a tiré un avantage lucratif d'une information non encore publiée et qu'il sait n'avoir pas acquise d'une façon régulière.

Il nous semble qu'il est grand temps de reconnaître un droit de priorité d'exploitation exclusive à l'informateur pendant un certain temps. On peut faire une objection sérieuse à cette affirmation. Pour les auteurs qui refusent ce droit à l'informateur, le fait constituant l'information se trouve à son origine même une *res communis*. Si le fait appartient à tout le monde, comment justifier dans ces conditions, disent MM. Tabouis et Homburg, une propriété particulière sur l'information qui n'est composée que de faits de cette nature.

Il est à remarquer que la même objection avait été faite au sujet de la propriété des œuvres de l'esprit. On n'a reconnu l'idée d'un droit privatif que le jour où on a compris qu'elle s'applique à la valeur en argent qui provient de la reproduction de l'œuvre.

L'argument qui pourrait faire rejeter le droit de l'informateur n'est donc pas valable. Cependant, pour que ce nouveau droit soit opérant, il faut modifier la notion qu'une nouvelle appartient à tout le monde dès qu'elle est tombée dans le domaine public. La Jurisprudence, dans un jugement du Tribunal de Commerce de Besançon en date du 18 juin 1898, confirmé par la Cour de Besançon, a très bien vu le problème.

« Attendu, est-il dit dans le jugement, que l'Agence H..., qui se procure à grands frais et grâce à une orga-

nisation spéciale établie par elle dans le monde entier, des renseignements relatifs aux faits pouvant intéresser le public, reste propriétaire de ses informations jusqu'au moment où elles ont été par son fait portées à la connaissance de tous.

« Attendu que les dépêches contenues dans les journaux de Paris, qui s'impriment pendant la nuit, ne sauraient être réputées tombées dans le domaine public par le seul fait de l'impression de ces journaux, que ce n'est qu'après leur mise en vente sur la voie publique qu'il appartient à chacun de s'en emparer et de les reproduire si bon lui semble. »

En matière de Radiodiffusion, un droit nouveau doit assurer le droit privatif d'exploitation de l'onde d'information non seulement dans l'espace, mais surtout dans le temps.

Aux Etats-Unis, il est reconnu et jugé qu'une nouvelle tombe réellement dans le domaine public non pas dès l'instant où, l'ayant imprimée, son propriétaire la distribue à ses abonnés, mais seulement à partir du moment où cette clientèle la livre au public. « La durée, dit M. Tabouis, pendant laquelle la propriété des informations et nouvelles s'exerce peut donc être établie en principe. C'est celle pendant laquelle la valeur commerciale de l'information ou de la nouvelle subsistera. Or, cette durée est variable suivant les pays, la nature des informations et suivant leur mode de transmission. Et c'est là qu'intervient la T. S. F. »

Il serait utile qu'une convention internationale vienne réglementer le droit de l'informateur. Il pourrait sans doute suffire de compléter la Convention d'Union de Paris de 1883, révisée à Washington en 1911 pour la protection de la propriété industrielle et qui groupe trente-et-un pays. Dans le texte de Washington, les

mots de propriété industrielle sont entendus dans leur acception la plus large. On pourrait comprendre parmi les actes de concurrence déloyale « l'accaparement, la reproduction et l'utilisation dans un but de lucre des nouvelles dites de dernière heure, et plus spécialement des informations de tout ordre, politiques, économiques, financières, artistiques, littéraires, sportives et scientifiques, acquises par une agence d'information. »

L'exploitant d'un poste d'émission, qui acquiert à gros frais des nouvelles, doit être en droit de réclamer une rémunération à tous ceux qui utilisent ses nouvelles pour le besoin de leur commerce. Le problème sera délicat quand il s'agira de fixer la durée du délai pendant lequel l'informateur reste propriétaire de la nouvelle.

Actuellement, l'émetteur d'ondes en langage clair n'est pas protégé. Il ne pourrait y avoir une protection efficace que si on instituait l'emploi d'appareils spéciaux ou d'un code particulier accessible aux seuls abonnés du poste émetteur. L'Allemagne a résolu dans ce sens la question. En France, le décret du 24 novembre 1923 a interdit les émissions radiophoniques en langage commercial, ce qui fait que les exploitants des postes d'émission qui transmettent des nouvelles officielles ou commerciales ne peuvent trouver aucune rémunération possible auprès des auditeurs, malgré les lettres de ceux-ci attestant le profit qu'ils en tirent.

Nous pouvons dire, en conclusion, qu'il serait nécessaire que dans les concessions d'exploitations radiophoniques, les différents Etats autorisent les exploitants des postes d'émission à utiliser des codes chiffrés pour la transmission d'une certaine catégorie de nouvelles. Chaque administration fixera la manière d'exercer son

contrôle, c'est-à-dire la communication préalable des codes ou chiffres utilisés, la limitation de l'emploi de ceux-ci à certaines catégories bien spécifiées d'informations. C'est dans ce sens que la Conférence Générale des Agences Télégraphiques Internationales à Berne, qui s'est tenue du 6 au 11 juin 1924, a étudié les problèmes que soulèvent les informations de presse. Un certain nombre de résolutions et de vœux ont été exprimés. Enfin, le Congrès de Bruxelles de 1935 s'est préoccupé aussi du droit des informateurs. Ceux-ci ont obtenu que soit réparé dans une certaine mesure le préjudice qui leur est causé par le fait qu'une nouvelle radiodiffusée tombe instantanément dans le domaine public et que les journaux peuvent jusqu'ici s'en emparer, la publier sans avoir à déboursier les moindres frais pour se la procurer. Sur les modalités de cette protection, le congrès ne s'est pas prononcé, en raison des divergences qui existent encore dans la doctrine et la Jurisprudence de certains pays en ce qui concerne l'étendue du nouveau droit privatif.

CHAPITRE V

RADIODIFFUSION DE DISQUES PHONOGRAPHIQUES

Il est bien évident que la plupart des émissions sont alimentées par des œuvres littéraires ou artistiques. Mais ces œuvres sont reproduites sous forme de disques phonographiques, et les postes d'émission les retransmettent.

Les auditeurs ont ainsi des émissions très intéressantes qui reviennent assez bon marché aux postes d'émission, ceux-ci n'ayant qu'à acheter un choix de disques.

Les maisons d'édition phonographiques protestent contre le trop grand emploi des disques, car, d'après une statistique, les programmes des postes français sont alimentés de 25,5 % par des disques.

La retransmission de disques phonographiques pose deux problèmes. Le premier concerne les artistes exécutants.

Nous l'avons mis de côté en étudiant le droit des interprètes, et nous l'étudierons maintenant. L'auteur a le droit d'invoquer la loi de 1791 ou celle de 1793, mais

l'acteur, qui exécute ou a exécuté une fois pour toutes pour l'enregistrement phonographique telle œuvre, a-t-il le droit de s'en prévaloir ? Nous avons vu que l'interprète a un rôle considérable, véritable créateur au même titre que l'auteur.

L'artiste fait valoir à l'appui de ses prétentions que l'auditeur peut croire qu'il entend l'artiste lui-même, et la transmission par disque étant toujours inférieure, le sans-filiste peut attribuer à l'artiste des imperfections dues à l'enregistrement. L'artiste peut donc subir un préjudice certain. D'autre part, l'artiste peut craindre que le poste employant des disques ne fasse plus appel à son concours. Il subira donc de ce fait une perte de son cachet et un préjudice matériel considérable.

Les artistes qui perçoivent un droit par disque vendu prétendent que les auditeurs entendant leur interprétation par T. S. F. n'achèteront pas le disque qu'ils ont enregistré. Les arguments invoqués nous semblent faibles. En effet, le speaker annonce toujours qu'il s'agit d'un disque retransmis ; c'est seulement dans le cas où le speaker a omis de faire cette mention que l'artiste peut invoquer le préjudice de l'article 1382. D'autre part, la radiodiffusion, souvent loin de nuire à la vente des disques, constitue une publicité destinée à les faire connaître. Il reste seulement à faire la preuve que l'artiste voit diminuer ses engagements. Si ce droit de l'artiste lui était reconnu, il s'ensuivrait logiquement qu'il pourrait s'opposer à la diffusion par T. S. F. de l'audition d'un disque de phonographe. Dans l'état actuel de la Jurisprudence, l'artiste ne peut faire valoir ce droit, et celui qui achète un disque peut en faire ce que bon lui semble. Peut-être les Tribunaux admet-

tront-ils un jour le droit de l'exécutant en matière de transmission de disques.

L'autre problème concerne les rapports entre les maisons d'édition de disques phonographiques et les postes d'émission. Ceux-ci ont réalisé de sérieuses économies en transmettant des disques. En achetant de très bons disques, ils arrivent à former des auditions impeccables d'une œuvre, qu'ils n'auraient pas les moyens de faire entendre s'il leur fallait payer un orchestre réputé. Ce recours au disque existe surtout pour les petites stations qui ne sont pas dotées de gros revenus. Les maisons d'éditions ont protesté et se sont plaintes auprès des exploitants des postes d'émission en disant que la vente de leurs disques diminuait du fait de leur transmission par radiodiffusion.

En Allemagne, les maisons d'éditions ont menacé d'interdire complètement la reproduction de leurs disques, sauf autorisation de leur part. Des accords sont intervenus entre les intéressés. L'Italie aussi a eu un conflit et un accord l'a tranché.

Sur certains disques, il n'est pas rare de voir l'interdiction de les reproduire par radiodiffusion. Certains auteurs ont contesté la légitimité de cette clause. M. Lecocq ne voit aucune impossibilité à l'admettre. Pour lui, il se forme un contrat synallagmatique et c'est à l'acheteur à ne pas le conclure s'il trouve que les conditions qui lui sont imposées ne peuvent être acceptées par lui. « Ce n'est pas d'ailleurs la première fois, dit M. Lecocq, que pareilles restrictions sont faites. Les billets de chemins de fer ne peuvent être revendus. Nul n'ignore qu'un certain nombre de distillateurs de liqueurs fabriquent pour l'exportation des bouteilles spéciales qui ne peuvent être vendues en France. Les

tribunaux ont toujours sanctionné de pareilles stipulations, qui sont bien des limitations au droit absolu de disposer de la marchandise achetée. »

Les éditeurs veulent profiter des retransmissions par disques. Ils s'appuient pour justifier leurs prétentions sur les motifs du jugement de Marseille : « que d'autre part ces émissions ont certainement empêché un grand nombre d'auditeurs d'aller entendre dans des saïles de spectacles ou d'acheter chez le libraire les œuvres que l'audition téléphonique leur aura permis de connaître sans bourse délier. »

Nous avons déjà vu que cet argument n'est pas du tout irréfutable. Nous ne reviendrons pas sur ce point.

A l'heure actuelle, aucun accord n'est intervenu entre les maisons d'éditions et les exploitants des postes d'émission. Ceux-ci achètent des disques et les transmettent comme ils le veulent, à la seule condition qu'ils ne servent que de disques en très bon état. S'ils ne satisfont pas à cette condition, les maisons d'éditions pourraient intenter une action en indemnité basée sur l'article 1362, le préjudice causé par la transmission d'un disque usé étant certain.

Des accords devraient intervenir, car la radiophonie et l'enregistrement par disques sont deux choses différentes. Il est bien évident que les maisons d'éditions ont compris le mode de publicité que pouvait constituer pour elles la radiodiffusion, puisque, à titre publicitaire, elles paient des minutes d'audition afin de faire connaître leurs disques. Les maisons d'éditions devraient s'entendre avec les postes d'émission pour que ceux-ci mentionnent bien dans leurs émissions le nom de la maison où le disque est édité et le numéro indicatif de celui-ci. Les postes émetteurs devront passer ces disques en parfait état.

Les maisons d'éditions ont fait entendre des réclamations au sujet des auditions d'artistes devant le microphone.

En effet, certaines maisons avaient passé des contrats avec des artistes en vertu desquels elles se réservaient le monopole de l'enregistrement de ces artistes. Quand ces artistes se sont fait entendre en Radio, elles ont voulu se servir de ce monopole et empêcher ainsi les artistes de remplir leurs engagements vis-à-vis des postes d'émission. Cette prétention est exorbitante, car le microphone n'est pas un appareil enregistreur, il faudrait, pour que ces maisons d'éditions puissent justifier de leur droit, que le terme « microphone » soit nettement stipulé dans le contrat qu'elles passent avec les artistes.

Les maisons d'éditions n'ont encore pas vu là l'intérêt qu'elles pouvaient tirer du fait de l'audition d'artistes dont elles ont enregistré le jeu ou la voix ; les auditeurs, bien souvent, ayant apprécié un artiste à la T. S. F., voudront se procurer un disque de celui-ci et les maisons de disques verront leur vente augmenter.

Le 7^e Congrès Juridique du Comité International de la Radiodiffusion s'est tenu à Tanger du 13 au 15 avril 1936. Les droits des fabricants de disques et de films et la Radiodiffusion firent l'objet d'un rapport de M. Henri Dubois, professeur à la Faculté de Droit de Grenoble, présenté par M. Laurens, avocat à la Cour de Paris, et le Congrès adopta un texte modificatif de l'article 8 de l'avant-projet de Convention internationale élaboré au Congrès de Bruxelles de 1935. Cet article est ainsi conçu :

« Les hautes parties contractantes reconnaissent aux producteurs de phonographes le droit d'autoriser

la radiodiffusion de ceux-ci pendant une durée de 50 années à partir de l'enregistrement, sous réserve du droit des auteurs.

« Le veto du fabricant n'aura pour effet que d'empêcher la radiodiffusion du phonogramme dont il est le producteur. Les producteurs de phonogrammes auront, après avoir donné l'autorisation, le droit de s'opposer à toute radiodiffusion de nature à nuire à la réputation de leurs enregistrements. »

Aucune convention internationale sur un statut de la Radiodiffusion n'a été conclue, aussi l'article que nous venons de citer est toujours à l'état de projet.

TROISIEME PARTIE

DROITS DES TIERS

Nous avons vu jusqu'à présent les droits des usagers de la Radiodiffusion et de ceux qui sont en rapport direct avec les postes d'émission. Tous ces individus ont des droits à faire valoir qui sont étroitement liés à la Radiodiffusion.

Nous voudrions voir maintenant les droits des tiers, absolument étrangers à la Radiodiffusion, et qui cependant subissent un préjudice du fait des émissions. En premier lieu, il semblerait utile d'étudier la question de savoir si le droit de réponse en matière de Presse peut être étendu à la Radiodiffusion.

Enfin nous verrons si le fait d'être troublé par un voisin qui use d'une façon abusive de son poste de T. S. F. peut donner lieu à une action civile ou pénale.

CHAPITRE PREMIER

LE DROIT DE REPONSE

La Radiodiffusion, comme nous l'avons vu, est un nouveau mode de diffusion de la pensée. La Presse aussi est une transmission de la pensée.

Si elles ont quelque analogie, va-t-on pouvoir appliquer à la Radiodiffusion les lois relatives à la Presse, et en particulier le droit de réponse ?

En matière de Presse, tout individu mis en cause dans un écrit périodique peut se défendre avec les mêmes armes, c'est-à-dire a le droit de faire insérer une réponse à l'article incriminé. Les modalités de cette réponse sont prévues dans les lois de plusieurs pays.

Avant d'aborder la question du droit de réponse en matière de Radiodiffusion, il est nécessaire d'étudier d'une façon rapide le droit de réponse en matière de Presse, afin de savoir si les caractères de ce droit sont applicables en Radiodiffusion.

SECTION I

LE DROIT DE REPONSE EN MATIERE DE PRESSE

1^o Historique.

On ne pouvait guère parler de Presse avant la découverte de l'Imprimerie. Ce n'est qu'à ce moment que les écrits se multipliant, la Presse joua un rôle important.

Cependant, sous l'ère des monarchies absolues, la Presse était soumise à un régime préventif. Ce système disparut avec l'avènement de la Révolution de 1789, et la Presse partout devint libre. « La liberté de chacun est limitée par le droit d'autrui. » Il s'ensuivit un régime répressif. Lorsque la période révolutionnaire fut passée, les gouvernements qui succédèrent s'aperçurent que ce régime répressif contenait de grands dangers pour l'honneur et la considération de tous, et il apparut dans les Codes des Lois spéciales punissant l'injure et la diffamation.

Ce droit punissant l'injure et la diffamation ne suffisait pas, étant donnée que l'action civile et pénale était difficile à intenter. La nécessité d'un autre droit se faisait sentir. C'est alors qu'on imagina le mécanisme du droit de réponse. Quoi de plus facile pour une personne lésée par un article d'un périodique quelconque que de venir lui répondre dans le même journal ou la même publication.

La réponse, sous la même forme que l'article incriminé atteint le même public.

Les gouvernements songèrent d'abord à leur propre défense et à la protection des intérêts de l'Etat. Aussi créèrent-ils d'abord le droit de rectification ou droit de gouvernement des fonctionnaires. Nous le trouvons en vigueur dans la loi française du 9 juin 1919.

En France apparut en 1822 un texte législatif sur le droit de réponse, puis une loi du 9 septembre 1835, une loi de septembre, abrogée par le décret-loi du 8 mars 1848, mais reprise dans l'article 13 de la loi du 27 avril 1849. Enfin la loi qui formula le droit de réponse est la loi du 29 juillet 1881, modifiée par une loi du 29 septembre 1919.

En Belgique, on retrouve les mêmes prescriptions dans le Code Pénal Belge de 1867.

Dans d'autres pays, tel que la Suisse, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Roumanie, la Norvège, la Bulgarie, la Serbie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Grèce, la Pologne, la Turquie, le Portugal, nous retrouvons la même législation.

2° *Nature et fondement du droit de réponse.*

Plusieurs systèmes ont été envisagés pour déterminer la nature du droit de réponse. On peut distinguer les systèmes où le droit de réponse est entendu d'une façon large et ceux où il est considéré comme un simple droit de rectification.

a) *Droit de réponse large.*

On considère que le simple fait d'avoir nommé ou désigné une personne dans un écrit donne automati-

quement ouverture au droit de réponse. En France, la Jurisprudence admet que le titulaire de ce droit peut agir même s'il n'a pas d'intérêt. Cette conception du droit de réponse est évidemment trop large et pourrait engendrer des abus.

Les gérants de journaux pourraient être accablés sous le poids d'un monceau de réponses à insérer dans leurs feuilles.

b) *Droit de rectification.*

Dans ce système le répondant doit justifier d'un intérêt. Il n'est pas nécessaire d'une désignation expresse ; on envisage seulement les faits communiqués qui portent atteinte à la personne ; la réponse consiste en une rectification des faits.

Que l'on considère le droit de réponse dans un sens large ou dans un sens étroit, on discute pour savoir si c'est un droit de légitime défense. Nous le croyons, puisque le demandeur se sert exactement des mêmes armes que son adversaire.

D'autres considèrent ce droit comme une peine imposée au gérant du journal, peine qui consiste dans l'obligation d'insérer la réponse. Nous ne partageons pas cette opinion. Toute peine n'est pas subordonnée au bon vouloir du particulier lésé ; or, ici, le répondant n'est pas forcé d'intervenir, il peut ne pas répondre ? La peine n'existe que lorsque le gérant a refusé d'insérer la réponse. C'est plutôt, comme le dit M. Exhenry « une réparation civile rendue obligatoire par la loi. Les ayants-droit n'ont à prouver aucun préjudice matériel ou moral ».

Si les critiques sont nombreuses pour définir la nature du droit de réponse, quelques auteurs vont jusqu'à nier la nécessité de ce droit. Pour M. Dareste, ce droit est exorbitant, imposant une trop lourde charge au journaliste. Cependant, il semble que lorsqu'un individu a été attaqué dans un article, lu par des milliers de personnes, il ait le droit de se défendre. Il a l'action en diffamation ou en dommages-intérêts, répond-on. Mais cette action est longue et difficile à intenter et il se passera très longtemps avant qu'il n'obtienne réparation du préjudice subi. Au contraire, le droit de réponse lui offre un moyen rapide. On peut faire une autre objection à M. Dareste, c'est celle-ci : souvent certaines insinuations intelligemment écrites ne peuvent donner lieu à l'action en diffamation. Il est bien certain alors que le droit de réponse est nécessaire. Si nous l'admettons alors dans cette circonstance, nous pouvons affirmer que, dans tous les cas, le droit de réponse est utile.

3° Exercice du droit de réponse.

Nous n'examinerons pas en détail le droit de réponse en matière de Presse ; il est néanmoins nécessaire de donner un aperçu de l'exercice de ce droit.

Les Tribunaux et les Cours ont une tendance à définir largement la désignation suffisante, qui doit être précise, claire, visant une individualité déterminée, exclusive de toute autre, mais non vague, générale, impersonnelle. Contentons-nous de dire que la personne qui se prétend lésée doit faire la preuve qu'elle est désignée dans l'article incriminé.

La désignation doit être faite dans des journaux ou écrits périodiques, destinés ou non à la vente publique.

Toute personne peut exercer le droit de réponse ; on aurait émis un doute sur la possibilité pour certaines personnes d'exercer ce droit, mais la Jurisprudence le leur a accordé. Ce sont les incapables, les héritiers, les personnes morales douées de la personnalité civile, les journalistes, les fonctionnaires.

Il y a certaines limitations au droit de réponse, quand l'insertion de l'article est imposée au gérant. Il en est ainsi des documents officiels et des comptes-rendus des débats parlementaires.

La réponse doit être tout de suite envoyée au gérant par lettre recommandée, ou par l'office d'un huissier.

Quelle peut être l'étendue de la réponse ? La loi le dit : « non compris l'adresse, les salutations, les réquisitions d'usage et la signature qui ne seront jamais comptées dans la réponse, celle-ci sera limitée à la longueur de l'article qui l'aura provoquée. Toutefois, elle pourra atteindre cinquante lignes, alors même que cet article serait d'une longueur moindre et elle ne pourra dépasser deux cents lignes, alors même que cet article serait d'une longueur supérieure ».

Quel est le délai d'insertion pour le gérant ?

« Le gérant sera tenu d'insérer dans les trois jours de leur réception les réponses de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de 50 francs à 100 francs, sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu ».

La réponse doit être insérée à la même place que l'article et dans les mêmes caractères d'imprimerie. Elle

doit être publiée intégralement et est gratuite pour le répondant.

Quand le gérant refuse, pour un motif injustifié, d'insérer la réponse, il y a lieu d'intenter l'action en insertion forcée. On s'accorde à reconnaître un délit dans le fait de refuser d'insérer la réponse. Le tribunal compétent en matière délictuelle est celui du domicile de la personne responsable de la publication du journal, donc du domicile du gérant, c'est-à-dire des bureaux du journal, puisque le gérant est réputé y avoir son domicile. Le tribunal n'est pas seul compétent, on peut s'adresser au tribunal du lieu où le délit a été commis, c'est-à-dire le tribunal du lieu de publication ou d'édition du journal.

L'action en insertion forcée court à partir du troisième jour après l'envoi de la réponse. Elle est éteinte trois mois après cette date.

SECTION II

LE DROIT DE REPONSE EN MATIERE DE RADIODIFFUSION

Nous avons vu que le principe du droit de réponse est la légitimité d'une défense avec les mêmes armes que celles employées par l'adversaire, en l'espèce un article de journal. Un radio-reportage où un speaker se livre à des appréciations personnelles ou la lecture d'un article par télégraphe sans fil peuvent-ils donner lieu

à un droit de réponse ? Une personne se trouvant attaquée par un radio-reportage peut-elle exercer le droit de réponse ? A cette question, nous essaierons de répondre par l'affirmative. Mais il faut avant voir les thèses de ceux qui ne voient pas la possibilité d'appliquer à la Radiodiffusion le droit de réponse.

1° Nature et fondement du droit de réponse en matière de Radiodiffusion.

Etant donné la définition que nous avons donné du droit de réponse, tel que l'organise la loi du 29 juillet 1881, nous ne voyons pas comment on pourrait le refuser en matière de Radiodiffusion.

Voyons la thèse des auteurs qui repoussent le droit de réponse. Pour eux, les articles 12 et 13 de la loi du 29 juillet 1881, ne peuvent s'appliquer à la Radiodiffusion, car cette loi est une loi pénale. Or, toute loi pénale doit s'interpréter d'une façon stricte. Même si on admet la possibilité d'interpréter cette loi pénale largement, la difficulté vient encore de faire la preuve. Il y a une énorme différence entre la Presse et la Radiodiffusion. Pour la première, la preuve de l'article est facile à faire. Il y a un écrit qui reste. Pour la Radiodiffusion, il ne reste la ressource au demandeur que de se servir de la preuve par témoins. Cette preuve est beaucoup plus dangereuse, car l'audition n'a été enregistrée que dans la mémoire de l'auditeur ; aussi, faudrait-il agir extrêmement vite.

M. Lecoq refuse à l'individu lésé par une émission le droit de réponse de la loi de 1881. Il trouve qu'il est suffisamment garanti en exerçant l'action en domma-

ges-intérêts de l'article 1382 du Code Civil. Mais il devra prouver la réalité du propos incriminé, la mauvaise foi et le préjudice subi.

Celui-ci, d'après lui, peut demander au poste coupable dans les dommages-intérêts la lecture du jugement par le poste émetteur. « Ce serait, dit M. Lecocq, assez nouveau, mais nous ne voyons pas en vertu de quels principes le tribunal refuserait de faire droit à pareille demande. S'il estimait que les attaques répréhensibles doivent véritablement être réparées par cette voie ».

M. Perraud-Charmantier n'admet pas la possibilité du droit de réponse en radio. « Ne pourrait-on même aller plus loin, dit-il, et souhaiter de voir étendre législativement le droit de réponse en cas d'émission radiophonique des discours, conférences et informations de toutes sortes, ainsi que le démontrent quelques bons esprits, sous prétexte que les opinions émises par ce procédé sont vouées à une publicité plus considérable que celle offerte par la presse. On ne voit pas pourquoi en effet, dit-on dans cette opinion, ce droit de réponse ne pourrait s'exercer à cette occasion, puisqu'alors même que serait organisé le contrôle à exercer sur les émissions radiophoniques par les Ministres de l'Intérieur et des P. T. T., conformément à l'article 30 du décret du 28 décembre 1926, ce contrôle sera impuissant à protéger les particuliers contre l'émission d'opinions susceptibles de donner lieu à l'exercice du droit de réponse. Nous ne sommes pas de cet avis, car en admettant que le droit de réponse put jamais être étendu législativement au cas envisagé, la question de la preuve de la nomination ou de la désignation suffi-

sante serait bien délicate, les chroniques parlées, lors des diffusions étant de nature à être différemment rapportées par les auditeurs et les émissions ne permettant pas souvent de connaître exactement le véritable poste récepteur ».

Les adversaires du droit de réponse en matière de radiodiffusion appuient leur thèse sur un jugement du Tribunal Correctionnel de la Seine du 1^{er} février 1929, qui s'est prononcé contre le droit de réponse (1).

Le jugement a été confirmé par la Cour d'Appel de Paris. Le tribunal statue en ces termes : « Il n'apparaît pas que les émissions radiophoniques puissent être au regard de la loi de 1881, assimilées à un journal, ni qu'en l'occurrence ces dispositions législatives reçoivent leur application étant donné qu'en cette matière de droit étroit, le juge répressif doit s'en tenir strictement au texte de la loi sans l'étendre, ni l'élargir. Les articles 12 et 13 de la loi de 1881, visent les ouvrages ou écrits périodiques, en fixant le droit de rectification. On ne saurait dépasser cette délimitation en l'étendant à une publication non écrite, radiodiffusée, ayant le caractère d'une causerie journalière. Le législateur de 1881 a réglementé le mode et la forme des réponses rectificatives ; il a stipulé notamment que le gérant doit insérer dans le journal la réponse, à la même place et en même caractère que l'article qui l'aura provoqué, et qu'elle sera gratuite quand elle ne dépassera pas le

(1) Tribunal Correctionnel de la Seine 1^{er} février 1929. *Semaine Juridique* 1929, p. 315 ; *Gaz. Palais* 13-2-29 ; *Gaz. Trib.* 7-8-9 avril 1929.

double de la longueur dudit article, le prix de l'insertion étant dû pour le surplus seulement. Si le droit de réponse en matière de presse devait être consacré par assimilation avec les journaux, la réglementation de la rectification serait impossible à déterminer, et là encore, le Tribunal devrait ajouter une disposition au texte d'une loi pour prescrire un mode d'expression et se substituer ainsi au législateur ; cette seule considération démontre bien que les prescriptions de la loi sur la presse sont inapplicables aux émissions radiophoniques. Les transmissions périodiques du poste de la Tour Eiffel, dénommées journal parlé, ne sont autres que des conférences, causeries et annonces, diffusées dans l'espace et qu'il est difficile parfois de sélectionner et d'identifier et qui ne laissent aucune trace ; de telles émissions ne sauraient donc être assimilées à un journal imprimé astreint à une déclaration, au dépôt légal et aux autres formalités de la loi de 1881 ; en l'état actuel ces publications ne rentrent pas dans le cadre des dispositions en vigueur constituant le véritable cadre de la presse ».

M. Perraud-Charmentier, après avoir cité le jugement du Tribunal Correctionnel de la Seine qui s'est prononcé contre le droit de réponse, continue en ces termes :

« L'extension de l'application de la loi à ces conjectures entièrement neuves était, ainsi que l'observe justement le jugement, impossible en droit. Cependant, pourrait-on dire, on a vu naguère des interprétations extensives de textes pénaux, dans un domaine assez voisin de celui du droit de réponse en T. S. F. C'est ainsi que, bien que l'article 425 du Code Pénal ne vise

expressément que les éditions imprimées ou gravées, on admet qu'il prohibe toutes reproductions obtenues par des procédés quelconques : il a été jugé que l'impression d'une œuvre musicale sur les disques et les cylindres phonographiques constituait une édition ».

Tout en refusant une application extensive de la loi de 1881, M. Perraud-Charmentier constate que la jurisprudence dans le cas des disques phonographiques a donné une interprétation large de l'article 425 du Code Pénal. Mais alors, dirons-nous, pourquoi si les Tribunaux ont déjà créé un précédent, ne pas agir de même pour le droit de réponse en matière de radiodiffusion. M. Mestre demande que l'on étende à la Radiodiffusion le droit de réponse prévu par la loi de 1881, car « par le fait de la permanence des lois, celles-ci doivent nécessairement s'adapter aux circonstances nouvelles d'ordre scientifique et économique. Un texte, même de droit pénal, ne doit pas apparaître comme une formule figée, inerte, mais comme un élément de la vie sociale susceptible d'en suivre les mouvements et les progrès ».

Nous avons vu que les arguments des partisans de la thèse qui consiste à refuser le droit de réponse à la Radiodiffusion n'ont rien d'irréfutable. Le jugement cité peut être une erreur de la jurisprudence et celle-ci peut très bien, dans un avenir proche, statuer d'une façon contraire. Il en a été souvent ainsi. Quant à la question de la difficulté de la preuve par témoins, elle est inexistante, car il est bien rare de n'y pas recourir, les procès seraient faciles à juger si on ne s'appuyait toujours que sur des preuves par écrit. Nous avons vu, d'autre part, que les Tribunaux ont interprété extensivement l'article 425 du Code Pénal, ils pourraient accorder la même extension à la loi de 1881.

Nous concluons en disant que le plus grand argument que l'on peut donner pour le droit de réponse consiste à dire que la publicité d'une émission radiophonique est bien plus importante que celle d'un article de journal. Des millions d'auditeurs dans le monde entier vont entendre le radio-reportage où un individu est lésé. Il semble donc qu'il serait injuste de ne pas lui accorder ce droit alors qu'il subit un préjudice plus grand quand la publicité de l'article est accrue.

Après avoir essayé de démontrer la possibilité du droit de réponse en matière de Radiodiffusion, nous voudrions examiner comment on peut l'exercer.

2° — *Mesures proposées.*

Il est évident que la Presse et la Radiodiffusion sont différentes. Nous connaissons le mécanisme français de la loi de 1881, voyons son adaptation à la Radiodiffusion.

a) *Mode d'insertion de la réponse :*

Pour la presse, l'article répondant doit occuper la même place dans le journal que l'article incriminé. En Radiodiffusion, la réponse devra être transmise à la même heure que le radio-reportage incriminé. Il semble difficile que ce soit rigoureusement à la même heure, mais la réponse doit passer à une heure très rapprochée ; évidemment, on ne peut bouleverser tout un

programme pour cette réponse. Les adversaires du droit de réponse, prétendent qu'on peut allonger à volonté l'impression, alors que les heures de la journée ne peuvent être augmentées. Nous répondrons en disant que les postes n'utilisent jamais les 24 heures d'une journée, que dans l'après-midi entre 2 heures et 5 heures, la plupart des postes ne diffusent rien. Par conséquent, il leur est facile de transmettre la réponse. Il faut que la réponse soit transmise à peu près à la même heure, car il y a des heures plus ou moins bonnes. Les émissions à l'heure des repas et le soir ont certainement beaucoup plus d'auditeurs que celles du matin et de l'après-midi, ainsi si la réponse passe dans l'après-midi, vers 2 h. 30, alors que l'émission incriminée était à 1 heure, il n'y a plus exactement droit de réponse et nous nous éloignons des prescriptions de la loi de 1881.

b) *Etendue matérielle de la réponse :*

Pour la presse, l'article doit comprendre de 50 à 200 lignes.

Pour la Radiodiffusion, il faut une durée minimum de la réponse de 1 minute et une durée maximum de 5 minutes. On ne peut excéder ces 5 minutes, car les programmes des postes pourraient être bouleversés trop facilement. Une autre difficulté vient du fait que la réponse est écrite et va être lue au microphone. Il faudra donc voir tout de suite, d'après la longueur du texte qui est apporté, si l'émission de cette réponse ne dépassera pas les 5 minutes réglementaires.

c) *A qui adresser la réponse :*

Il est toujours facile de connaître le poste émetteur, car outre la longueur d'ondes que vous voyez inscrite

sur le cadran indicateur du poste récepteur, tous les speakers rappellent souvent à quel poste émetteur ils parlent. En matière de Presse, on adresse souvent la réponse au gérant du journal. Pour la Radiodiffusion, ce sera le directeur du studio dont relève l'émission incriminée. On devra leur envoyer la réponse sous la même forme que celle adressée au gérant du journal; c'est-à-dire dans une lettre recommandée ou en employant le ministère d'un huissier.

d) *Tribunal compétent en cas de refus du directeur du studio :*

Si le directeur du studio refuse de transmettre la réponse, il y aura lieu à l'exercice de l'action en « transmission forcée ». Comme nous sommes en matière pénale, il y a deux tribunaux compétents. On peut porter l'action soit devant le Tribunal du domicile du défendeur, c'est-à-dire du domicile du directeur du studio, soit devant le Tribunal du lieu du délit, c'est-à-dire le lieu où se trouve l'antenne du poste d'émission.

Il faudrait une réglementation plus stricte de ce droit de réponse en matière de radiodiffusion qu'en matière de presse. C'est ce que propose un vœu du Congrès de Liège, voté par 16 voix contre 3. On aurait à envisager ce droit de réponse seulement en cas d'offense comprenant l'injure et la diffamation et en cas de rectification. On ne pourrait exercer ce droit de réponse qu'en justifiant d'un intérêt légitime. Lorsqu'il s'agirait seulement de rectification les stations émettrices devraient avoir une certaine latitude pour transmettre la réponse.

En limitant ainsi ce droit de réponse, il ne serait pas

une charge trop lourde pour les stations émettrices et aurait l'occasion d'être exercé assez rarement et d'une façon sérieuse.

3° *Droit positif français.*

En 1927, le Ministre répondit à une interpellation en faisant savoir que le droit de réponse n'était pas applicable à la Radiodiffusion.

Un jugement du Tribunal Correctionnel de la Seine, en 1929, dont nous avons vu quelques attendus, a rejeté aussi l'application du droit de réponse.

Un projet de statut de la Radiodiffusion en 1929 prévoyait dans ses articles 29 à 36 le droit de réponse. Ce projet attend encore l'examen des deux Chambres. En 1930, M. Sérot présente une proposition de loi uniquement sur le droit de réponse, mais il n'y eut pas de vote.

M. Félix Gouin, député, a déposé une proposition de loi dernièrement tendant à réprimer les délits d'injures et de diffamation commis par la voie de la T. S. F. L'auteur de ce texte explique que la législation actuelle ne permet pas d'atteindre ce genre de délits et propose les dispositions suivantes. Les propos injurieux ou diffamatoires émis par la T. S. F. seront passibles des peines prévues par la loi de 1881, pour ces mêmes délits commis par la voie de presse. Toutes les communications émises par une station de T. S. F. devront être enregistrées *in extenso* sur un registre coté et paraphé par l'administration des P. T. T. Le défaut de conformité entre les propos proférés et les communications consignées au registre, entraînera l'application des peines prévues par l'article 471 du Code Pénal contre le

directeur de la station, sans préjudice s'il y a lieu des peines plus graves pour complicité d'infraction réprimées par les voies pénales.

Le Comité International de la Radiodiffusion dans sa 50^e assemblée générale, tenue le 19 juin 1935, a présenté un projet de convention d'un statut international de la Radiodiffusion. Il était prévu dans l'article 7 de ce projet que : « les hautes parties contractantes s'engagent à reconnaître à toute personne physique ou morale (collectivité, Etats, etc...), mise en cause au cours d'une émission radiodiffusée, le droit d'obtenir gratuitement de l'émetteur responsable la rectification par la même voie des faits allégués.

L'injure et la diffamation par la voie de la Radiodiffusion sont considérées comme des délits et donnent lieu en dehors des sanctions pénales à des réparations pécuniaires.

Pour permettre l'application des dispositions précédentes, les stations sont tenues de conserver une trace permanente et non discutable des sons et paroles émis au cours des émissions. Elles doivent, en outre, assurer une publication suffisante de leurs programmes.

Il est dommage qu'une convention d'un statut international de la Radiodiffusion n'ait pas été signée, car ce projet organisait bien le droit de réponse et les Etats auraient alors mis leur législation en accord avec la convention.

Depuis l'on ne s'est pas préoccupé de cette question. Aucune législation n'organise le droit de réponse. Nous n'avons qu'à souhaiter qu'un jour viendra où le législateur sentira la nécessité de ce droit de réponse en matière de Radiodiffusion, celle-ci étant appelée encore à un plus grand développement.

CHAPITRE II

L'USAGE ABUSIF DES HAUT-PARLEURS

Certains auditeurs se servent modérément de leur appareil ou tout au moins ne le font pas fonctionner d'une manière trop forte ; d'autres, au contraire, usent de leur haut-parleur de telle façon qu'ils ne sont plus seuls à en profiter, mais que les voisins et les passants sont gênés par leurs émissions. Ces derniers auditeurs troublent deux sortes de personnes, d'abord les co-locataires qui habitent le même immeuble qu'eux et ensuite les passants et les voisins de tout le quartier. Nous examinerons donc quels sont les droits que peuvent exercer ces deux catégories de personnes vis-à-vis du propriétaire du poste trop bruyant.

SECTION I

TROUBLE CAUSE AUX CO-LOCATAIRES DE L'AUDITEUR

Les co-locataires, quand ils sont gênés par le poste récepteur d'un locataire peuvent intenter l'action en

dommages-intérêts de l'article 1382. Ils subissent un préjudice réel qu'il reste au Tribunal à évaluer.

Mais à qui doivent-ils s'adresser ? Ils peuvent s'adresser à l'auteur du trouble, celui qui est en faute d'abuser de son haut-parleur. Ou alors, ils peuvent se plaindre au propriétaire. Dans l'article 1719 du Code civil : « le bailleur est obligé, par la nature du contrat et sans qu'il soit besoin d'aucune stipulation contraire :

1° de délivrer au preneur la chose louée.

2° d'entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour laquelle elle a été louée.

3° d'en faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail ».

C'est cette dernière prescription qui nous intéresse. Cependant, l'article 1725 semble en contradiction avec l'article 1719.

Article 1725. — « Le bailleur n'est pas tenu de garantir le preneur du trouble que des tiers apportent par voies de fait à sa jouissance, sans prétendre d'ailleurs aucun droit sur la chose louée ; sauf au preneur, à les poursuivre en son nom personnel ».

Il semblerait donc que le co-locataire doit s'adresser au tiers perturbateur. Or, il a été jugé par la Chambre des Requêtes, le 17 juin 1890, que le locataire qui trouble par une voie de fait la jouissance d'un autre locataire n'est pas un tiers dans le sens de l'article 1725 du Code Civil ; en conséquence, le locataire troublé peut agir contre le bailleur commun en cessation du trouble, sauf à ce dernier à mettre en cause l'auteur du trouble pour faire décider s'il a ou non excédé le droit que lui conférait le contrat de bail.

Le locataire troublé doit donc s'adresser suivant l'article 1719 au bailleur ; celui-ci pouvant se retourner contre le locataire s'il a dépassé les termes du contrat de bail. En fait, il y a des arrêtés municipaux qui interdisent l'usage du haut-parleur après 22 heures.

Les locataires, après cette heure, peuvent donc se servir de l'arrêté municipal et faire constater l'infraction.

SECTION II

TROUBLE CAUSE AUX VOISINS EN GENERAL

L'usage abusif du haut-parleur gêne souvent une rue entière et les relations de voisinage importunent les voisins, les troubles ainsi provoqués ont incité ceux-ci à agir en se servant des textes de droit commun, puis, plus tard, des arrêtés municipaux sont venus régler l'usage abusif du haut-parleur. Nous allons examiner comment la Jurisprudence a pris parti en s'appuyant sur les textes de droit commun, nous verrons ensuite la procédure à engager pour agir contre un voisin dont les émissions radiophoniques sont trop fortes.

1° Jurisprudence.

Aucun texte ne prévoit la gêne causée aux habitants par un haut-parleur trop puissant. La Jurisprudence, pour protéger ceux-ci a été obligé de se servir d'arrêtés municipaux anciens ou des textes du Code Pénal.

C'est ainsi que le Tribunal de Simple Police de Bourg a voulu faire application d'un ancien arrêté de cette ville du 23 avril 1885, interdisant tout usage d'instruments bruyants de 7 heures du soir à 7 heures du matin.

Le juge de simple police a déclaré, le 9 janvier 1931 (1), l'arrêté applicable à la T. S. F.

« Attendu que si les appareils de T. S. F. ne figurent pas dans les instruments énumérés ci-dessus pour la bonne raison qu'ils n'étaient pas inventés lors de la rédaction de l'arrêté sus-visé, ils peuvent toutefois, dans certains cas, et dans certaines circonstances, être considérés comme des instruments éclatants, bruyants et incommodes ; qu'au surplus, il résulte d'une réponse ministérielle que si aucune réglementation spéciale n'est intervenue relativement à l'usage de la T. S. F. cet usage est soumis aux règles du droit commun.

« Attendu, en effet, que l'appareil de T. S. F. est un appareil qui peut reproduire tous les sons qu'ils proviennent d'instruments doux et harmonieux ou d'instruments bruyants et incommodes ».

Si l'arrêté municipal est applicable à la T. S. F., les habitants seront privés de l'usage de leur appareil de 7 heures du soir à 7 heures du matin. Or, tout le monde sait que les auditions intéressantes ne commencent qu'à 8 heures ou 9 heures du soir. Il serait donc pratiquement impossible d'entendre tous programmes.

La tranquillité des voisins peut toujours être protégée par l'article 479 du Code Pénal (alinéa 8).

(1) Gaz. Palais 1931-1-477.

« Seront punis d'une amende de 11 à 15 francs inclusivement les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes troublant la tranquillité des habitants ».

Peu importe d'après ce texte, le lieu où le tapage s'est produit, le moyen par lequel on le produit. Donc les appareils de T. S. F. pourront tomber sous le coup de son application tout comme la Cour de Cassation l'a décidé pour les gramophones dans un arrêt de la Chambre Civile du 25 octobre 1931 (1).

Cependant, l'application de l'article 479 ne doit pas être identique dans toutes les circonstances. Il est évident que le propriétaire d'une villa isolée peut faire marcher son appareil plus fort qu'un locataire d'un immeuble en construction légère. D'autre part, il a été reconnu qu'après 10 heures du soir, l'usage de l'appareil doit être modéré, afin de respecter le repos de tous. Il y a une exception pour les restaurateurs qui peuvent se servir d'un appareil à toute heure afin de distraire leurs clients. Les fabricants d'appareils peuvent aussi faire des essais la nuit, s'ils ne peuvent le faire le jour. L'application de l'article 479 est donc une question de mesure et c'est aux tribunaux à distinguer les circonstances particulières au cas envisagé.

La Cour de Cassation a décidé que les bruits produits dans les appartements constituaient un tapage nocturne, quand ils pouvaient être entendus du dehors (15 décembre 1928) (2) En 1870, elle avait décidé le contraire pour les morceaux de musique joués chez soi toutes fenêtres ouvertes :

(1) Gaz. Palais 1931-2-711.

(2) Gaz. Palais 1929-1-154.

« Attendu, s'exprime l'arrêt qu'en relaxant le prévenu par l'unique moyen que tout citoyen a le droit d'organiser dans son domicile des réunions privées ou des bals, le jugement attaqué a admis une excuse non admise par la loi, refusé de tirer des faits constatés leurs conséquences légales et violé en ne l'appliquant pas l'article 478, paragraphe 8 ».

« Il faut que le tapage ait troublé la tranquillité et, d'autre part, lorsque par sa nature le tapage nocturne devant produire ce résultat, il était légalement présumé l'avoir troublée, sauf au prévenu à faire la preuve contraire ».

2° Arrêtés municipaux.

D'après l'article 97 de la loi municipale du 5 avril 1881, le Maire est chargé de réprimer les atteintes à la tranquillité publique. Le Maire a donc le pouvoir de prendre des arrêtés en cette matière. Son pouvoir n'est pas absolu et il doit respecter les principes de la liberté individuelle, la liberté du commerce et de l'industrie et le respect du domicile des particuliers. Il ne peut agir que lorsque l'intérêt général est en jeu.

Certains maires ont pris des arrêtés réglementant l'interdiction du haut-parleur après 22 heures. Le Préfet de Police, à Paris, a pris un arrêté dans le même sens. Citons entre autre l'arrêté du maire de la Seyne-sur-Mer du 12 février 1932 :

« Pour ne pas troubler la tranquillité des habitants par l'intensité ou la puissance excessive des appareils diffuseurs ou haut-parleurs employés, les propriétaires d'appareils radiophoniques devront, à partir de 22 heures, pendant la période de l'heure d'hiver et de 23

heures pendant la période de l'heure d'été, prendre leurs dispositions pour restreindre à leur foyer les auditions musicales ».

Plusieurs maires ont pris des arrêtés réglementant le tapage provoqué par les haut-parleurs, mais ils protègent, en outre, les auditeurs contre les parasites produits par les installations électriques. Dans certains arrêtés, il est dit que les délinquants seront passibles de la peine prévue par l'article 471 du Code Pénal. Nous ne pouvons admettre cette disposition, les délinquants doivent être passibles de la peine de l'article 479, car il y a une différence entre les deux articles quant à la possibilité de faire appel.

Les contrevenants à l'article 479 peuvent faire appel devant le Tribunal Correctionnel ; au contraire, ceux à l'article 471 ne peuvent s'adresser qu'à la Cour de Cassation.

3° *Procédure.*

Toute infraction aux lois pénales donne ouverture à une action civile et à une action pénale. Si le plaignant adopte la voie pénale, il s'adresse au Ministère Public, au Procureur de la République.

Pour obtenir une réparation du préjudice, il peut se porter partie civile.

Le plaignant peut s'adresser au procureur. Mais il peut assigner le contrevenant devant le tribunal répressif par voie directe, ce qui nécessite l'intervention de l'huissier.

Il peut aussi s'adresser au juge de paix, si les dommages réclamés sont inférieurs à 4.500 francs. Une tentative de conciliation doit précéder.

Cette action civile est difficile et longue à intenter comme toute action civile. Il y a donc des communes où des arrêtés municipaux ont réglementé la question de l'usage abusif du haut-parleur. D'autres, au contraire, où le maire n'est intervenu d'aucune manière. Même entre les différents arrêtés municipaux il y a des divergences qu'il serait utile de faire disparaître. Un décret devrait réglementer, d'une façon uniforme, cette question pour l'ensemble du territoire.

Le Préfet de Police a fait connaître qu'il n'existe pas de texte législatif, ni réglementaire limitant la puissance ou les heures d'utilisation des appareils de T. S. F. dans les habitations privées. Si les appareils sont entendus sur la voie publique et troublent la tranquillité du voisinage, ou peuvent gêner la circulation en provoquant des rassemblements, les infractions sont relevées **par des procès-verbaux** de contravention qui sont transmis au tribunal de simple police aux fins de sanction pénale. Les particuliers peuvent intenter une action en trouble de jouissance, quelle que soit l'heure où l'abus a été commis.

Vu : le Doyen,

Edgard ALLIX.

Vu : le Président de Thèse,

A. ROUAST

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

- DUCAUD. — Le régime Juridique de la Radiodiffusion. Thèse. Montpellier, 1929.
- LAFFON-MONTELS. — Le droit de la Radiodiffusion. Thèse. Paris, 1928.
- LEUSSE. — L'auteur et la Radiodiffusion. Thèse. Paris, 1934.
- BERTHIER. — La lutte contre les Perturbations Radioélectriques. Thèse, 1935.
- LECOCQ. — La Radiophonie et le Droit.
- ISORE. — La Nouvelle Réglementation des Perturbations Radioélectriques. Thèse, 1935.
- FALCO. — Les droits d'auteur et le film sonore dans la législation française. Thèse. Paris, 1930.
- EXHENRY. — Le droit de réponse en matière de Presse dans les législations d'Europe. Thèse Lausanne, 1929.
- PERRAUD-CHARMENTIER. — Le droit de réponse en matière de Presse.
- JACCOTTET. — Le droit d'auteur et les émissions Radiophoniques. Thèse.
- HOMBURG. — Le droit d'interprétation des acteurs et des artistes exécutants.
- SANDEMONT. — Etude de quelques droits de l'Etat et des particuliers dans le domaine de la Radiophonie. Thèse.

JALAGUIER. — La situation Juridique de l'auditeur en l'absence de statut de la radiodiffusion. Thèse. Montpellier, 1934.

BOLLECKER. — Etude de quelques problèmes de droit privé en matière de Radiodiffusion. Thèse. Paris, 1934.

GILLIERON. — Les droits de l'auditeur de Radiodiffusion. Thèse. Lausanne, 1935.

ESCARRA, RAULT et HEPP. — La doctrine française du droit d'auteur. A propos du projet de loi sur le contrat d'édition.

CAZALS. — Régime Juridique de la Radiodiffusion. Thèse. Paris, 1932.

LAURAIN. — L'Etat français et la Radiodiffusion. Thèse. Dijon, 1930.

LINDERS. — Quelques aspects économiques et politiques de la Radiodiffusion. Thèse. 1934.

LESTRADE. — Les droits des auditeurs contre les perturbateurs.

ARNO RUTH. — La Radio, puissance mondiale. Préface MARCONI.

PLAISANT et PICHOT. — La Conférence de Rome.

PIANIOL et RIPERT. — Traité de Droit Civil.

COLIN et CAPITANT. — Traité de Droit Civil.

JOSSERAND. — Droit Civil positif Français.

Revue Juridique Internationale de Radioélectricité.

Gazette du Palais.

Recueil Dalloz.

Recueil Sirey.

Journal Officiel.

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE.

DROITS ET OBLIGATIONS DES AUDITEURS

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le droit à l'écoute</i>	13
<i>Section I.</i> — Historique de la Liberté réceptonnaire	13
<i>Section II.</i> — Rapports entre l'auditeur et l'émetteur	15
1. — Théories de la non liberté du droit à l'écoute	16
2. — Théories de la liberté du droit à l'écoute	23
CHAPITRE II. — <i>Le droit d'antenne</i>	27
<i>Section I.</i> — Pose d'antenne sur un immeuble	28
1. — Base juridique du droit d'antenne	29
2. — Exercice du droit d'antenne	30
<i>Section II.</i> — Pose d'antenne au-dessus d'une voie publique	33
1. — Autorité compétente	34
2. — Caractère de l'autorisation	34
CHAPITRE III. — <i>La lutte contre les perturbations radio-électriques</i>	37
<i>Section I.</i> — La lutte contre les Parasites industriels	40
1. — Application du droit commun dans la jurisprudence	40
a) Base juridique extracontractuelle	41
b) Base juridique contractuelle	62
2. — Les arrêtés municipaux	66
a) Contenu des arrêtés	66
b) Légalité des arrêtés	70
3. — Le Décret du 1 ^{er} Décembre 1933	75
a) Nécessité d'une mesure législative	75
b) Stipulations du Décret	78
c) Procédure	86
d) Difficulté d'application du Décret	92
4. — Législation étrangère	95
<i>Section 2.</i> — Les Interférences	98

DEUXIEME PARTIE

DROITS DES EXECUTANTS

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le droit d'auteur</i>	105
1. — Application du droit d'auteur aux œuvres radiodiffusées	110
2. — Exercice du droit d'auteur	119
3. — Projets législatifs	122
4. — Conférence de Rome	125
CHAPITRE II. — <i>Droits des artistes exécutants</i>	129
CHAPITRE III. — <i>Droits des entrepreneurs de spectacles</i> ..	137
CHAPITRE IV. — <i>Informations radiodiffusées</i>	139
CHAPITRE V. — <i>Radiodiffusion des disques phonogra- phiques</i>	145

TROISIEME PARTIE

DROITS DES TIERS

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le droit de réponse</i>	153
<i>Section I. — Le droit de réponse en matière de Presse</i>	154
1. — Historique	154
2. — Nature et fondement du droit de réponse..	155
3. — Exercice du droit de réponse	157
<i>Section II. — Le droit de réponse en matière de radiodiffusion</i>	159
1. — Nature et fondement du droit de réponse..	160
2. — Mesures proposées	165
3. — Droit positif Français	168
CHAPITRE II. — <i>L'usage abusif du haut-parleur</i>	171
<i>Section I. — Trouble causé aux co-locataires de l'auditeur</i>	171
<i>Section II. — Trouble causé aux voisins en général</i>	173
1. — Jurisprudence	173
2. — Arrêtés municipaux	176
3. — Procédure	177

Imprimerie A. LAPIED
24, rue Monsieur-le-Prince, VI^e

1938

